

● revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

avril
mai
2022

#26



De la pauvreté relative à la pauvreté
absolue depuis les années 70

13 MAI 1972 - 13 MAI 2022

50 ANS

- **Genèse de 1972** : du mouvement nationaliste à la révolution estudiantine
- **Analyses** : Renégociation des accords de coopération, l'Église et le 13 Mai, ethnicité et mouvement de mai 1972, l'essor du protest song malgache...
- **Portraits** : Manandafy Rakotonirina, Philibert Tsiranana, général Gabriel Ramanantsoa... ils ont fait 1972
- **Grands témoins** : ils ont vécu le 13 Mai 1972 de près ou de loin
- Revivez les neuf mois charnières de l'année 1972

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

SOMMAIRE

Édito	3
REPÈRES	4
Année 1972 : neuf mois charnières	5
Les deux tracts à l'origine du 13 mai 1972	7
13 mai 1972 : la journée rouge	8
Portfolio	12
Des luttes et des hommes	14
GENÈSE	20
Les causes lointaines de la crise de 1972	21
1972 : la revanche des « battus »	23
« Nous étions conscients du caractère néocolonial des rapports entre Madagascar et la France »	27
Avril 1971 et le Monima : précurseurs de mai 1972	30
Olivier Rakotovazaha : « Les élèves et les étudiants avaient revendiqué la réforme du système éducatif et la malgachisation »	33
Assises nationales d'avril 1971 à Ankorondrano : pour la réforme et le (re)décollage du pays	37
Né(e) en 1972	39
L'affiche « Ndao », une expression combative dans le contexte du reflux soixante-douzard	42
Mai 72 ou l'essor du protest song malgache	44
Mahaleo : de soixante-douzards à stars	46
ANALYSES	50
L'Église et les événements de mai 1972	51
Ethnicité et mouvement de mai 1972	53
Le PSD et les événements de 1972	56
Renégociation des accords de coopération : la grande bascule économique	59
Les clivages socio-économiques ou le bilan désastreux du régime Tsiranana	61
Les impacts socio-culturels de mai 1972	63
De la pauvreté relative à la pauvreté absolue depuis les années 70	65
L'armée: les gardiens de l'ordre politique et la crise de 1972	67
Nota bene	70

Dans ce numéro, nous avons délibérément choisi de laisser l'orthographe des noms de ville comme elle l'était au sortir de l'indépendance.



Ce numéro exceptionnel a été réalisé en étroite collaboration avec la mention histoire de l'Université d'Antananarivo, domaine des Arts, Lettres et Sciences humaines



13 mais

13 mai aurait pu remodeler la société malgache dans son ensemble... mais un patriarcat en a remplacé un autre. Le président de la République Philibert Tsiranana – affublé du sobriquet de « *Dadabe Tsiranana* » – ainsi que son entourage du Parti social-démocrate (PSD), avaient été accusés de favoriser un comportement infantilissant envers le peuple. Mais les militaires qui les ont remplacés, surtout les cadres de l'Arema ainsi que leurs successeurs, ont rapidement joué à leur tour le rôle de *raiamandreny* en accaparant tous les leviers du pouvoir. Or, le statut de *raiamandreny* (parents ou aînés) est bien souvent incompatible avec la redevabilité.

13 mai aurait dû être le début d'une réelle indépendance économique de Madagascar, resté sous le giron français dans tous les compartiments... mais l'incompétence patente, l'inexpérience et surtout une volonté prédatrice des élites dirigeantes malgaches ont mis à genoux des sociétés pourtant prospères, entraînant dans leur chute le pays tout entier.

13 mai aurait pu consacrer la décentralisation... mais aujourd'hui, l'État central verrouille tout. Le *fokonolona* est un concept qui existe dans la tête de tout le monde, mais qui ne se traduit ni en termes administratifs ni en termes de découpage territorial, surtout en milieu urbain. Le déséquilibre flagrant entre les régions est une tare qui handicape énormément le développement de la Grande île. Les manœuvres extraconstitutionnelles répétées ne font qu'accroître le différentiel de vitesse de développement entre les régions, sans aucune perspective de développement.

13 mai aurait pu induire un développement économique reposant sur une forme de décentralisation, en accordant aux communautés rurales traditionnelles (*fokonolona*) plus de liberté de choix et d'organisation (en leur accordant notamment le contrôle des terres non cultivées) et en restructurant l'administration de manière ascendante, des cellules de base jusqu'au niveau national... mais le *fokonolona* est presque mort avec le colonel Richard Ratsimandrava.

13 mai aurait pu installer une vraie communauté et société égalitaires en réduisant le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat... mais la situation s'est empirée. L'écart entre la majorité très pauvre et une infime partie de la population très riche est béant. Reléguant la Grande île au rang peu enviable de pays les moins avancés. Les diverses crises héritières de « 72 », de près ou de loin, ont favorisé l'enrichissement illicite nourri par les trafics, essentiellement des richesses naturelles, ou encore l'accaparement des ressources étatiques par une minorité.

13 mai aurait pu consacrer l'émergence d'un paysannat uni et prospère... mais il n'a fait que creuser sa propre tombe. Bien que les revendications aient d'abord concerné le milieu urbain, elles ont rapidement essaimé pour atteindre le monde rural avec des thématiques importantes comme la valorisation des paysans, leur autonomie... Force est de constater que la politique menée a échoué dans toutes ses largeurs. Bien que représentant près de 70% de la population, la plupart des paysans sont dans une précarité importante. Une situation aggravée par le changement climatique.

13 mai aurait pu redistribuer les cartes en matière d'opportunité de travail... mais le système éducatif et la politique de l'emploi n'ont pas promu le développement d'emploi décent. Pis, le développement des métiers se fait à contre-courant des tendances et des besoins du pays. Le pays peine à fournir de main-d'œuvre qualifiée pour des secteurs spécifiques, malgré l'abnégation formidable du secteur privé.

13 mai aurait dû défaire l'étreinte d'une poignée d'individus sur le pouvoir... mais les jeux de pouvoir orchestrés par les élites à travers les institutions qu'elles façonnent à leur profit ne font que s'aggraver. Actuellement, quelques élites prédatrices continuent à se nourrir de la « rente étatique », comme M. Razafindrakoto F. Roubaud J.-M. Wachsberger l'expliquent si bien.

13 mai aurait dû aider les Malgaches à comprendre sa richesse principale est la diversité dans l'unité, façonnée par leur langue et leur culture commune... mais dès le lendemain des événements, les considérations ethniques ainsi que les instrumentalisation des causes régionales ont sapé tous les efforts de cohésion. Elles sont une menace omniprésente sur la société.

13 mai aurait pu panser une grande partie de nos plaies coloniales... mais le traumatisme demeure béant. Le colonialisme est toujours brandi pour expliquer nos échecs qui ne sont finalement imputables qu'à nous-mêmes ; qu'à notre incapacité de mettre en place une gouvernance efficace et soucieuse de tout le monde.

13 mai aurait pu couronner un enseignement équitable et un système scolaire favorable à l'apprentissage... mais l'impréparation et la conduite de la réforme à pas forcé ont fini par faire effondrer le niveau et le système éducatif. La malgachisation a été diabolisée, mais les différentes études montrent que l'on obtient de meilleurs résultats au primaire lorsque la langue d'enseignement est la langue maternelle des apprenants. La situation de l'enseignement est dramatique. Le ministère de l'Éducation nationale est l'une des institutions qui captent le plus de budget public (et il le mérite, assurément), mais l'efficacité du système est limitée. Lorsque la langue utilisée à l'école n'est pas la première langue parlée par les enfants, le risque de déscolarisation ou d'échec dans les petites classes est plus élevé. Un constat amer pour un secteur vital pour le développement d'un pays.

13 mai avait le pouvoir de mobiliser une frange de la population pour des causes communes (inégalité, précarité) ... mais les nombreuses déceptions l'ont découragée aux engagements politiques et citoyens.

13 mai aurait pu être la vraie indépendance... mais après moult espoirs déçus, il n'a fait que précipiter la dépendance extérieure de la Grande île : produits manufacturés, denrées alimentaires et même des aides au développement. **P**

Raoto Andriamanambe

REPÈRES



- 5. Année 1972 : neuf mois charnières
- 7. Les deux tracts à l'origine du 13 mai 1972
- 8. 13 mai 1972 : la journée rouge
- 12. Portfolio

Une voiture calcinée sur la Rue de Nice

Année 1972 : neuf mois charnières

La chronologie des événements les plus marquants de Mai 1972 a été essentiellement établie à partir de deux journaux : Andry-Pilier et Lumière. Le journal bi-hebdomadaire Andry-Pilier (andry signifie pilier) était un sympathisant du parti Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar (Monima). Il paraissait tous les mardis et vendredis, avec parfois des numéros spéciaux.

IRÈNE RABENORO

Son premier numéro date du 27 février 1969. Il a d'abord été bilingue – en français et en malgache – puis uniquement en malgache. Des intellectuels de gauche, membres ou sympathisants du Monima s'étaient regroupés autour de ce journal. Il semble avoir été une sorte de laboratoire pour un vocabulaire politique malgache de type marxiste. Ce vocabulaire se démarquait de celui plus calqué sur le français des marxistes pro-soviétiques réunis autour du Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar (AKFM).

CENSURE

Andry-Pilier était un des journaux les plus censurés pendant la première République de 1960 à 1972. Son directeur de publication a été plusieurs fois emprisonné. Le mardi 1^{er} août 1972, il devient *Andry*, journal des Zatovo ory asa malagasy (Zoam). Les numéros de ce journal – y compris les numéros qui ont été censurés – qui ont été consultés vont du n° 116 du 27 janvier 1972 au n° 161 du 30 septembre 1972. Quant au journal *Lumière*, paraissant le dimanche, il a été consulté du n° 1875 du 30 avril 1972 jusqu'au n° 1896 du 1^{er} octobre 1972. C'est un journal des catholiques, plus particulièrement des Jésuites.

OUVRAGES

Outre ces deux principaux documents, nous nous sommes référés à titre d'appoint aux deux seuls ouvrages apparemment disponibles sur ces événements : le premier, *Mey 1972*, écrit en malgache, dont l'auteur est Rémi Rahajarizafy, et le second en français, intitulé *Le Treize Mai Malgache, Ses motivations et ses conséquences*, d'un volume et d'un intérêt moindres, de Rabearison. À ceux-là nous ajoutons les articles de Gérard Althabe, particulièrement instructif sur le déroulement des événements, et de André Rasolo. Des articles de journaux et de revues parus à Madagascar et en France ont été également

consultés, notamment le journal *Hehy*, proche du parti AKFM pro-soviétique.

POSITION RÉSERVÉE

Le choix des deux premiers documents, les journaux *Andry-Pilier* et *Lumière*, tient au fait que le premier est un bi-hebdomadaire et le second un hebdomadaire. De par cette périodicité de leur parution, il est probable que seuls les faits les plus saillants de la semaine y sont relatés. Par ailleurs, leur position vis-à-vis du mouvement, *Andry-Pilier* soutenant résolument le mouvement de 1972 et *Lumière* ayant une position qui se veut plus réservée, nous a semblé appropriée à une reconstitution des faits majeurs survenus pendant cette période. Afin de mieux saisir les événements en soi, nous avons inclus dans la narration des faits des éléments qui n'entrent pas directement dans le cadre des événements.

LA CHRONOLOGIE DÉTAILLÉE

Samedi 22 janvier 1972 : Grève et manifestation des élèves de l'école de Médecine et des élèves sages-femmes de Befelatanana¹. Leurs doléances et leurs revendications : mauvaise qualité et insuffisance de la nourriture, discipline de l'internat, insuffisance du montant de la bourse, même programme d'enseignement qu'à la faculté de Médecine de l'Université de Madagascar.

Lundi 24 janvier : Négociations entre un représentant du ministère des Affaires culturelles et les 500 grévistes de Befelatanana.

Jeudi 27 janvier : Extension des revendications des grévistes, exposées par un comité de grève, à des réformes concernant le recrutement et les études à l'école de Médecine : mêmes droits pour les jeunes malgaches à recevoir un même enseignement médical, et donc, une seule école pour tous les futurs médecins.

Vendredi 4 février : Lors d'une rencontre avec les grévistes, le ministre des Affaires culturelles déclare que, pour pallier l'insuffisance des médecins à la campagne, il faut maintenir l'école de Médecine dont les sortants sont destinés à servir à la campagne, ce qui implique que les sortants de la faculté de Médecine n'exercent que dans les grandes villes.

Mardi 29 février : L'Association des étudiants en médecine et pharmacie (AEMP) publie un communiqué dans lequel elle expose ses revendications : mêmes droits pour le peuple malgache à bénéficier des mêmes soins donnés par des médecins titulaires des mêmes diplômes et par conséquent, mêmes droits pour les jeunes malgaches à recevoir une même formation médicale et donc, une seule école pour tous les futurs médecins.

Samedi 11 mars : Estimant que la grève des élèves en médecine constitue « une menace à l'ordre public », le préfet de Tananarive ordonne la fermeture provisoire de l'école.

Mardi 14 mars : Communiqué commun en malgache² de la Fédération des associations des étudiants de Madagascar (FAEM), de l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM) basée en France, du Syndicat des enseignants et chercheurs de l'enseignement supérieur (Seces) et du Syndicat des enseignants de l'enseignement public secondaire (Sempa)³, dans lequel ils affirment leur solidarité avec l'AEMP et invitent le peuple malgache à faire de même.

Vendredi 31 mars : Abrogation du décret de fermeture de l'école de Médecine qui doit rouvrir ses portes le 10 avril. Une lettre précisant les conditions de réouverture est envoyée aux élèves ainsi qu'à leurs parents. Dans un communiqué commun, l'AEOM, la Faem, le Seces, le Sempa et le Syndicat national des instituteurs publics de Madagascar (Snipuma) dénoncent ce qu'ils considèrent comme une mesure illégale, injuste et dictatoriale prise ...

... par les autorités à l'encontre des élèves de l'école de Médecine, à savoir la nécessité pour ces étudiants de faire signer par leurs parents une lettre qui tiendrait lieu de réinscription en vue de la réouverture de l'école, le 10 avril 1972.

Jeudi 6 avril : Conférence de presse de l'AEMP, qui s'étonne des conditions exigées à la rentrée des élèves en médecine (réinscription) et se dit toujours prête au dialogue.

Samedi 8 avril : Le gouvernement considérerait comme une faute grave le refus de reprendre les cours, et accorde aux étudiants un délai jusqu'au 12 avril au soir pour faire connaître leur décision.

Mercredi 12 avril : Dans un communiqué, l'AEMP confirme ses revendications et déclare la poursuite de la grève.

Jeudi 13 avril : Les étudiants réintègrent l'école, mais refusent de reprendre les cours.

Mercredi 19 avril : Un conseil de gouvernement décrète la dissolution de l'AEMP, cette association pouvant perturber l'ordre et l'opinion publique.

Dimanche 23 avril : Le matin, réunion des représentants des élèves, des lycées et de quelques écoles de Tananarive. Décision est alors prise de faire une grève de solidarité avec les élèves de Befelatanana, à cause de la dissolution de l'AEMP. L'après-midi, rédaction et tirage de tracts devant être distribués le lendemain.

Lundi 24 avril : Les étudiants de l'université ainsi que les élèves de plusieurs lycées et collèges publics et privés de Tananarive lancent un mouvement de solidarité avec les élèves de Befelatanana. Des tracts exposent un certain nombre de revendications des élèves du secondaire. Les étudiants malgaches d'Ankatso sont déjà en grève.

Mardi 25 avril : Le matin, poursuite de la grève dans les établissements scolaires. L'après-midi, manifestation de masse des élèves d'une vingtaine d'établissements scolaires de Tananarive au jardin d'Ambohitovato, situé dans le centre-ville, malgré l'interdiction diffusée par la radio de tout manifestation et rassemblement qui n'aurait reçu d'autorisation préalable. Dislocation des manifestants après qu'ils aient entonné l'hymne national. Dans la soirée, le ministre de l'Intérieur déclare à la radio et à la télévision que les rassemblements et les défilés dans les lieux publics sont interdits, sauf sur autorisation des autorités compétentes.

Par ailleurs, un communiqué du ministère de l'Intérieur appelle à cesser cette «*sinistre entreprise*». Communiqué du Sempa appelant les parents et le peuple à soutenir les étudiants autour des idées suivantes : impossibilité pour les enfants du peuple d'accéder à la liberté d'expression à travers la dissolution de l'AEMP, inadéquation de l'enseignement aux besoins de la nation.

Mercredi 26 avril : Le matin, nouveau rassemblement des étudiants et élèves au jardin d'Ambohitovato, appelé «Jardin de grève». Les pompiers arrosent les grévistes, mais le *meeting* se termine dans le calme. L'après-midi, sur l'initiative du ministre des Affaires culturelles, Laurent Botokeky, rencontre de plusieurs dizaines de milliers d'élèves et d'étudiants avec leur ministre de tutelle au stade d'Alarobia (à environ deux kilomètres du centre-ville), entouré à cette occasion de plusieurs membres du gouvernement. Cette rencontre s'est avérée être un dialogue de sourds : alors que le ministre de tutelle se réfère aux revendications initiales des grévistes, ces derniers réclament la malgachisation de l'enseignement ainsi que l'annulation des accords de coopération avec la France. Tous les établissements scolaires de la capitale participent au mouvement de grève. Le mouvement commence à gagner les provinces. Des comités se constituent.

Jeudi 27 avril : La grève continue dans chaque établissement scolaire pour les élèves, au campus universitaire pour les étudiants. Le ministre de l'Intérieur, Barthélémy Johasy, réitère ses appels au calme et déclare à nouveau que c'est de l'intérêt des élèves de reprendre les cours.

Vendredi 28 avril : Le matin, la grève se poursuit à Tananarive, à l'intérieur des établissements scolaires et au campus universitaire. L'après-midi, rassemblement des grévistes au campus universitaire. Message du comité de grève. Le ministre leur demande de faire désigner une délégation pour négocier avec le gouvernement. À Fianarantsoa, des milliers d'élèves défilent dans le calme. La grève commence à Antsirabe.

Samedi 29 avril : Le matin, le nombre de grévistes, issus de 95 établissements scolaires, s'est accru au campus universitaire d'Ambohitsaina et aurait atteint 60 000 à 70 000⁴. Un conseil permanent des grévistes est créé, regroupant deux délégués par établissement. Un comité de grève est aussi créé⁵. Des messages de soutien du Sempa, du Snipuma, du Seces et d'associations de jeunes protestants

sont lus. À Tananarive, un comité de parents d'élèves veut servir d'intermédiaire entre les élèves/étudiants et le gouvernement ; il est reçu par le ministre des Affaires culturelles. Les membres du gouvernement remettent comme il se doit leur démission au président de la République, chef du gouvernement ; ce dernier, réélu en janvier, doit en effet prêter serment le 1^{er} mai.

Lundi 1^{er} mai : Prestation de serment du président de la République, réélu pour la troisième fois quatre mois plus tôt avec 99,7% des voix, pour un troisième septennat. Il était candidat unique aux élections.

Mardi 2 mai : Le matin, séminaire sur le thème «nouveau système d'enseignement» pour tous les grévistes au campus universitaire. Les grévistes sont répartis dans les salles et les amphithéâtres de l'université, selon leur établissement d'appartenance. Des tracts sont distribués et les discussions sont basées sur les tracts. Un président de séance et deux secrétaires sont élus tous les matins dans chaque salle de réunion. Les décisions prises sur chaque problème exposé par le tract sont transmises à la commission «études». L'après-midi, assemblée générale et délassement au stade d'Ankatso : lecture de messages de soutien provenant des élèves de province (Tuléar, Ambositra, Antsirabe, Miarynarivo...), déclamation de poèmes sur la grève, chants...Grève des élèves à Ambalavao⁶, Ambatolampy, Ambositra et Miarynarivo. À Ambalavao, dans le centre Sud de Madagascar, incidents avec la police qui veut disperser les jeunes devant le Collège d'enseignement général (CEG). Plusieurs jeunes gens sont blessés, dont une aurait été grièvement atteinte et aurait succombé à ses blessures. Le Sempa appelle tous les enseignants à suspendre leurs cours en signe de solidarité avec les élèves, car il partage les revendications des étudiants, à savoir : malgachisation de l'enseignement, démocratisation de l'enseignement et un même et unique enseignement adapté aux intérêts du peuple sans distinction (*fanomezana fampianarana mitovy izay arindra amin' ny tombo-tsoan' ny vahoaka tsy ankanavaka*)⁷.

Mercredi 3 mai : La grève des élèves s'étend à plusieurs autres localités (Tamatave, Mananjary, Ifanadiana, Ambohimahasoa, Fandriana, etc.). Le matin, poursuite des réunions destinées à réfléchir sur les problèmes de l'enseignement. L'après-midi, assemblée générale et délassement au stade d'Ankatso. Le chanteur Bessa y chante *Aza manao an'izany* (ne faites pas ça), à l'endroit du gou-

vernement, repris par l'assistance et devenu, par la suite un des chants les plus populaires du mouvement.

Vendredi 5 mai : Le matin, séminaire à Ankatso. L'après-midi, délassément au stade d'Ankatso. Un tract en français du comité de grève⁸ des élèves et étudiants fait état du système d'enseignement « pourri » ; d'autre part, un appel y est lancé pour organiser des séminaires par établissement scolaire en vue d'un congrès populaire. Un autre tract paru dans le même journal, signé, lui aussi, par le comité de grève, demande l'annulation des accords de coopération avec la France. Appel radio-diffusé du ministre délégué à l'Intérieur pour un arrêt de la grève. Tournée en provinces du président de la République, qui se termine par plusieurs jours de repos à Ranomafana, dans la province de Fianarantsoa. Il ne quittera cette station thermale pour rejoindre la capitale que dans l'après-midi du 13 mai, après les incidents entre les forces de l'ordre et la population de Tananarive. À Fianarantsoa, manifestation de 3 000 jeunes qui défilent pendant deux heures, tout en scandant des slogans que résumaient les banderoles : solidarité, démocratisation de l'enseignement, où sont les droits des élèves malgaches ?

Samedi 6 mai : Le matin, défilé de dizaines de milliers de jeunes à Tananarive et culte œcuménique à la mémoire de l'élève qui aurait été tué(e) par la police à Ambalavao. L'après-midi, *meeting* avec les parents d'élèves au campus universitaire. D'autre part, le gouvernement signifie à la radio Université l'interdiction d'émettre, cette dernière donnant des informations sur la grève. Conférence du vice-président Calvin Tsiebo et du ministre Johasy, à la place Goulette à l'intention des élèves et des parents.

Mardi 9 mai : Le bureau politique du parti au pouvoir, le Parti social-démocrate (PSD), publie un communiqué condamnant formellement la grève et lance une offensive antigreve. Déclenchement de la grève des élèves à Tuléar et à Morondava, dans la province du Sud.

Mercredi 10 mai : Grand défilé silencieux à Fianarantsoa (chef-lieu de province dans le centre Sud) à la mémoire du jeune élève décédé à Ambalavao. Les réunions des grévistes se poursuivent à Antananarivo.

Jeudi 11 mai : Repos de tous les grévistes. Déclaration du président de la République de son lieu de repos, dans laquelle il annonce de grands changements au niveau du gouvernement, et ce, dès que la Constitution aura

Les deux tracts à l'origine du 13 mai 1972

Il est généralement admis que la chute du président de la première République, Philibert Tsiranana, est principalement due à la répression violente des participants au mouvement venus se regrouper devant l'hôtel de ville de la capitale, dans la matinée du samedi 13 mai 1972. Ce regroupement fait suite à l'arrestation de 300 à 400 élèves et étudiants ainsi que de quelques journalistes, syndicalistes et médecins le samedi 13 mai vers une heure du matin et à leur envoi au bagne de Nosy Lava.

Une hypothèse est posée : l'arrestation en question serait liée à deux tracts en particulier. L'un, intitulé *Ho an'ny mpiasa rehetra eto Antananarivo* (À tous les travailleurs à Antananarivo), avait été diffusé le 11 mai 1972. L'autre, au titre quasi identique, *Ho anareo mpiasa rehetra eto Antananarivo* (À vous, tous les travailleurs à Antananarivo), avait été distribué le 12 mai 1972. L'objet de ces tracts était identique. Suite à la rencontre des étudiants en grève avec leurs parents qui avait pour but d'éclairer ces derniers sur les raisons de la grève, un appel avait été lancé aux travailleurs pour rencontrer, à leur tour les étudiants, pour discuter de la question éducative et des problèmes auxquels les travailleurs sont confrontés.

Le premier tract donnait rendez-vous au campus universitaire d'Ankatso, le samedi 13 mai 1972 à 14h30. Il était signé par Ratsimba, président national du Syndicat national des instituteurs (Snipuma), Andriamanisa, vice-président du Syndicat des enseignants de l'enseignement secondaire (Sempa), chargé des affaires extérieures, Ignace R.¹, secrétaire général du Syndicat des enseignants et chercheurs de l'enseignement supérieur (Seces), Jérôme R.², secrétaire général de la Fédération des associations des étudiants de Madagascar (Faem) et par Ranaivosoa, au nom de l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM).

Le deuxième tract avait été diffusé le 12 mai 1972. Il différait du premier sur deux points. D'abord, le syndicat des instituteurs n'en était plus signataire. Ensuite, l'on notait un changement quant au lieu de la rencontre : c'était désormais en centre-ville, avenue de

l'Indépendance (là où se trouve l'Hôtel de ville) que le rendez-vous était donné, toujours le samedi 13 mai à 14 heures. Un tel changement n'était probablement pas innocent mais il restait à en connaître la raison.

Ces deux tracts ont une importance singulière dans la mesure où c'est bien, semble-t-il, à cause d'eux que les autorités ont pris la décision d'arrêter pour actions subversives et d'envoyer au bagne quelque 374 personnes dont une majorité d'élèves et d'étudiants. Une telle jonction entre étudiants, enseignants et travailleurs constituait visiblement une menace sérieuse pour le régime en place. Le mouvement avait bien pris une tournure résolument politique.

Ces arrestations massives avaient provoqué la mobilisation de la population de la capitale, réunie devant l'hôtel de ville dans la matinée du samedi 13 mai. Face à autant de gens, violente fut la réaction d'une partie des forces de l'ordre. Ces dernières tirèrent, faisant des dizaines de morts et une centaine de blessés. D'où une mobilisation encore plus forte de la population d'Antananarivo dans un climat révolutionnaire. Nous connaissons la suite, mais les conditions dans lesquelles ces deux tracts ont été produits demeurent floues : comment se fait-il que ces syndicats et associations aient décidé tout d'un coup de s'allier et dans quel but ? Les témoignages des signataires – ceux qui sont encore en vie – de ces tracts seraient fort utiles pour une meilleure compréhension de cette portion importante de l'histoire contemporaine de Madagascar. **P**

I.R

RÉFÉRENCES :

1. Il s'agit d'Ignace Rakoto, enseignant de droit, qui fut ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pendant une douzaine d'années lors de la deuxième République.

2. Ranaivosoa dit Kaina a longtemps représenté l'AEOM, association qui rassemblait les étudiants malgaches en France notamment pendant la colonisation.

3. Le nombre de personnes arrêtées en majorité sur le campus d'Ankatso varie d'un document à l'autre. L'article premier du décret n°72-147 ter du 18 Mai 1972 rapportant le décret n°72-157 du 13 Mai 1972 assignant à résidence fixe certains individus convaincus d'avoir participé à des actions subversives, stipule que "les 374 personnes figurant sur la liste jointe en annexe est et demeure rapporté". Certaines personnes de cette liste n'ont jamais été arrêtées, tandis que le nom d'autres personnes effectivement déportées à Nosy-Lava n'y figure pas.

... été révisée. Un Premier ministre sera alors nommé pour former un nouveau gouvernement. Réunion du conseil permanent, organe des élèves et des étudiants regroupant les délégués de chaque établissement scolaire et universitaire, où est prise la décision d'appeler les travailleurs et les chômeurs à se prononcer sur le nouvel enseignement. Un premier tract signé par le Sempa, le Seces, la Faem et l'AEOM invite les travailleurs à rejoindre les élèves et les étudiants, le samedi 13 mai, à 14h30 pour « *discuter des problèmes de l'enseignement ainsi que de tous les problèmes qui nous oppriment* », au campus universitaire d'Ambohitsaina.

Vendredi 12 mai : Le bureau politique du PSD déclare par la voix des médias que la grève des élèves et étudiants n'est qu'une tentative pour renverser le régime, puisque les revendications ne concernent plus l'enseignement, mais les accords de coopération avec la France, la malgachisation de l'enseignement. La grève scolaire touche une quarantaine de chefs-lieux de province et de sous-préfecture. Fermeture du campus universitaire par arrêté préfectoral, afin d'empêcher la tenue de séminaires et de *meetings*. Le gouvernement déclare que ce sont les communistes, en particulier des enseignants étrangers (français) maoïstes, qui sont derrière les élèves et les étudiants. Un deuxième tract signé nominale-ment par les représentants des organisations qui ont déjà été les auteurs du premier tract diffusé le 11 mai, à l'exception du Snipuma, rectifie le lieu de rencontre entre étudiants et travailleurs prévue pour le samedi 13 mai : c'est l'Avenue de l'Indépendance (au cœur de la capitale, devant l'Hôtel de Ville), à 14 h. Il y est précisé qu'afin de prévenir tout désordre éventuel, les travailleurs sont priés de désigner des responsables du service d'ordre. Il est probable que ce tract ait provoqué l'affolement et donc la répression de la part des autorités (voir article sur les tracts, p.7).

13 mai 1972 : (voir article sur la journée du 13 mai ci-contre)

Dimanche 14 mai : Un millier de jeunes attaquent l'hôtel de ville de Tananarive et y mettent le feu. Le ministre Laurent Botokeky, chargé des Affaires culturelles, est remplacé par Norbert Ranohavimanana. Ce dernier lance un appel au dialogue sur les ondes nationales.

Lundi 15 mai : Constitution d'un comité de grève provisoire, les membres du comité de grève ayant été envoyés au bagne de Nosy Lava. Grève générale à Tananarive des élèves,

13 mai 1972 : la journée rouge

A tananarivo est réveillée par les rumeurs. Des étudiants auraient été arrêtés la veille par les FRS. Rapidement, les nouvelles sont confirmées. En effet, dans la nuit, les membres du Comité de grève s'étaient réunis dans la salle Amphi du département des Sciences. Des éléments des FRS se sont discrètement déployés dans tout le campus. Une vingtaine de véhicules a investi Ambohitsaina. Une véritable rafle est organisée. Près de 374 étudiants seront déportés, dont les leaders emblématiques, comme Willy Razafinjatovo. Ils atterriront au bagne de Nosy Lava.

Un communiqué laconique du ministre de l'Intérieur, Barthélemy Johasy, confirme la crainte de la population tananarivienne et des manifestants. « *La grève étant terminée et l'ordre rétabli, les cours pourront reprendre dès lundi en province, et à une date qui sera précisée ultérieurement dans les établissements de Tananarive. Les meneurs ont tous été arrêtés et envoyés à Nosy Lava pour payer leur crime. La grève est finie. Les écoles rouvriront le lundi 15 mai* », annonce-t-il à la radio.

Les manifestants ne l'entendent pas de cette oreille et décident de maintenir la grande manifestation censée se tenir dans le campus d'Ankatso. Le comité décide d'investir l'Avenue de l'Indépendance. Vers neuf heures, des milliers de manifestants convergent joyeusement vers la place centrale de Tananarive, déjà quadrillée par les forces de l'ordre sur le qui-vive. Les manifestants occupent l'avenue de l'Indépendance.

Vers dix heures, les FRS invitent les manifestants à se disperser. En guise de réponse, un véhicule de la police est incendié. Les premiers débordements surviennent. Les forces de l'ordre répliquent en lançant des bombes lacrymogènes ainsi que des grenades dissuasives. À 11 heures, l'Avenue de l'Indépendance devient une scène de guérilla urbaine. La foule s'en prend aux éléments des FRS qui tirent à balle réelle. La foule est sens dessus dessous. Le sol est jonché de blessés et de cadavres. La chasse

aux FRS commence. Aussi bien les voitures particulières que les taxis sont réquisitionnés pour évacuer les blessés vers les hôpitaux. « *Ry Tanindrazanay Malala* » résonne en réponse aux crépitements des balles. À midi, l'avenue de l'Indépendance est devenue une place rouge : rouge du sang des manifestants et des FRS qui sont tombés sous les coups des manifestants. La plaque mentionnant « Place Philibert Tsiranana » est enlevée avec rage par les manifestants. Un graffiti mentionnant « Place du 13 Mai » sera réalisé sur un pan du mur.

À 16 h, des parents d'élèves entament une marche silencieuse vers le ministère de l'Intérieur, à Tsimbazaza. Ils sont refoulés en chemin et doivent revenir devant l'Hôtel de Ville. Ils se rendront ensuite à Anosy, là où ils pensaient trouver des responsables du ministère de l'Intérieur. Devant les feux nourris des FRS, ils doivent battre en retraite.

Vers 18 h, des casseurs et des manifestants s'en prennent à des magasins : des vitres sont brisées et des boutiques pillées. Ils continuent également de brûler des voitures et s'en prennent à certains bâtiments publics. Les locaux du journal *Courrier de Madagascar* sont incendiés. Les raisons en sont que, d'une part, des FRS s'y seraient réfugiés, et d'autre part, que ce journal est considéré comme inféodé au régime en place.

À 19h30, le Président Tsiranana fait une allocution radiodiffusée. Il dit en substance que les « *jeunes ont été piégés par des politiciens communistes ; beaucoup sont morts – ce qui est regrettable – mais “si vous le voulez, nous pouvons en tuer 2 000, 3 000 d'un seul coup... tssak ! les voilà morts ... tssak ! (...). Même 5 000, même 6 000, même 100 d'entre vous... tssak ! tssak ! tssak ... vous serez tous finis, si c'est ce que vous voulez. Mais on ne fera pas ça. Vous êtes nos enfants, vous êtes nos gens, vous êtes nos frères, alors soyez sages (...)* » ». Les courses-poursuites entre civils et FRS continuent, faisant encore des morts. **P**

RA

des étudiants, des travailleurs du secteur privé et des agents de la fonction publique. Les grévistes, rassemblés devant l'Hôtel de ville, décident de se diriger vers le palais présidentiel. Arrivés sur la place d'Andohalo, ils sont accueillis par le général Gilles Andriamahazo, qui leur propose d'envoyer des délégués pour une entrevue avec le président de la République. Les grévistes refusent, arguant le fait que leurs délégués sont à Nosy Lava. Le Général Andriamahazo fait alors savoir que le gouvernement avait décidé de « rapatrier » les personnes « exilées » à Nosy Lava le plus vite possible.

À midi et demi, les chefs des quatre églises chrétiennes (catholique, protestante, luthérienne et anglicane)⁹ s'adressent à la foule : ils ont demandé et obtenu du président de la République le retour des étudiants, des trois prêtres et des journalistes et médecins déportés à Nosy Lava, ainsi que la révision rapide des accords de coopération avec la France¹⁰. Les manifestants retournent dans le calme devant l'Hôtel de ville, malgré des coups de feu dont les véritables cibles, comme l'origine, sont inconnues. On apprendra un peu plus tard que ces coups de feu émanaient de certains quartiers de la ville et qu'on a déploré huit morts. Vers 23 h, arrivée des premiers rapatriés de Nosy Lava.

Mardi 16 mai : Vers 9 h, on apprend que le Président Tsiranana a nommé le général Gilles Andriamahazo gouverneur militaire de Tananarive. À 11 h, le Général Andriamahazo déclare devant l'Hôtel de Ville, où est toujours rassemblée la population, que le Président Tsiranana est prêt à recevoir les délégués des étudiants. Les Forces républicaines de sécurité (FRS) ont toutes été ramenées dans leur caserne, gardée par les gendarmes. Retour à Tananarive des 372 exilés¹¹ de Nosy Lava, accueillis à l'aéroport par le Général Andriamahazo et par les chefs des églises chrétiennes. À Tamatave, chef-lieu de province à l'Est de Madagascar, culte œcuménique pour les morts du 13 Mai et grève de solidarité de 48 heures.

Mercredi 17 mai : Assemblée générale des étudiants/élèves, travailleurs, enseignants et Zoam place du 13 Mai, devant l'hôtel de ville incendié. Réunion du conseil des ministres. À l'ordre du jour : examen du décret relatif à l'état d'urgence, projet de loi concernant la révision de la Constitution avec pour innovation majeure la nomination d'un Premier ministre, création d'une commission dirigée par le vice-président Calvin Tsiebo, devant

réunir les délégués des étudiants et des parents d'élèves. Réquisition des employés de la voirie d'Antananarivo, pour assurer le ramassage des ordures. Il déclare aussi la réouverture du campus universitaire le lendemain, jeudi 18 mai pour permettre aux élèves et aux étudiants d'y reprendre leurs réunions. Réquisition des employés de la compagnie Air Madagascar et de l'Agence de sécurité civile de la navigation aérienne (Asecna). D'après l'Agence France presse (AFP), le conseil des ministres français réuni ce jour a décidé que *« la France n'interviendrait pas dans les affaires nationales malgaches »*. Le ministère des Affaires culturelles autorise les travailleurs et les syndicats à se réunir au complexe scolaire d'Ampefiloha.

Jeudi 18 mai : La grève générale se poursuit à Tananarive. Le matin, les étudiants réunis au campus universitaire d'Ankatso attendent de rencontrer le nouveau ministre des Affaires culturelles Norbert Ranohavimanana, mais en vain. Rassemblement des élèves/étudiants et des travailleurs Place du 13 Mai l'après-midi, même si les premiers ont été incités à tenir leurs réunions au campus et les derniers au complexe scolaire d'Ampefiloha. Réquisition des employés des Postes et Télécommunications. Tous les députés sont invités à se réunir l'après-midi pour voter le projet de révision de la Constitution qui consiste essentiellement à nommer un Premier ministre. Jusque-là, le président de la République était en même temps chef du gouvernement. L'après-midi, défilé en direction du palais présidentiel d'Andafiavaratra. Vers 15 h, des véhicules de la gendarmerie circulent en ville pour informer la population que le président Tsiranana allait bientôt faire une déclaration à la radio. À 15 h 30, la chaîne de radio France Inter annonce que le président de la République a donné les pleins pouvoirs au Général Ramanantsoa, chef d'état-major de l'armée malgache. L'information est confirmée par la déclaration radiodiffusée à 16 h 30 du président de la République : dissolution du gouvernement, pleins pouvoirs au Général Ramanantsoa pour diriger le pays et former un nouveau gouvernement, « pour surmonter ensemble les périls qui menacent la nation ». À 17 h, à la foule massée devant l'Hôtel de ville, le Général Ramanantsoa déclare : *« Je ne parlerai pas beaucoup : nous préférons agir plutôt que parler. La politique, ce n'est pas notre affaire, mais nous avons beaucoup de travail devant nous : je vous demande de m'aider. Je m'occuperai en premier lieu de l'économie et du social, et avant tout des plus défavorisés »*. *Explosion de joie populaire*¹². Cependant,

un représentant des étudiants grévistes a déclaré au Général Ramanantsoa que c'est la démission du Président Tsiranana que les manifestants voulaient, la mise en place d'un gouvernement militaire provisoire et la révision de la Constitution menant à de nouvelles élections. Grève générale illimitée à Majunga. À Fianarantsoa, culte œcuménique pour les victimes de Tananarive, à laquelle participent les élèves et les travailleurs.

Vendredi 19 mai : Le matin, la foule massée devant l'hôtel de ville demande la démission du Président Tsiranana. Le Général Andriamahazo vient déclarer que le Général Ramanantsoa mettra en place un nouveau gouvernement et met la foule en garde contre une guerre civile, si elle continue à réclamer le départ de Tsiranana. Il fait ainsi allusion aux conflits ethniques éventuels : le Président Tsiranana étant un « Côtier », les Côtiers pourraient s'insurger pour le maintenir au pouvoir contre les Merina, les habitants de Tananarive. Ce à quoi un représentant des grévistes a répondu que leur revendication n'a rien à voir avec l'origine ethnique du Président Tsiranana. C'est son régime et sa politique qui sont en cause, et ce ne sont pas seulement les Merina qui sont concernés par le mouvement, mais tous les Malgaches¹³. La foule décide alors de se rendre au palais présidentiel d'Andafiavaratra pour réclamer la démission de Tsiranana dans les 24 heures. Mais à quelques dizaines de mètres du palais, le Général Ramanantsoa vient à la rencontre des manifestants et déclare : *« Restons calmes. S'il y a des troubles, des étrangers de l'extérieur vont venir pour en profiter. Par exemple, les Chinois, les Français, les Anglais, les Américains, etc. Je répète que je dispose des pleins pouvoirs. Mon bureau sera à Andafiavaratra. Je vous appelle à reprendre le travail. Si vous ne voulez pas de moi, je démissionnerai. Il faut aussi demander l'avis de tous les Malgaches sur votre revendication... »*¹⁴. Réponse des manifestants : *« nous voulons la démission du Président. Nous voulons aussi que la radio dise la vérité, et on verra si les Malgaches des provinces sont d'accord avec nous »*. Sur ce, Ramanantsoa et les représentants des manifestants se donnent rendez-vous au bureau du général à Ampahibe à 17 h 30. Avant la rencontre avec Ramanantsoa en fin d'après-midi, réunion à Ankato pour les étudiants et à Ampefiloha pour les travailleurs. Des membres de huit syndicats, pensant représenter les travailleurs, sont reçus par le Général Ramanantsoa. Mais les travailleurs du mouvement ne l'entendent pas de cette oreille et désignent leurs propres représentants.

... Autre sujet de controverse : il était convenu que le nouveau chef du gouvernement recevrait en même temps les délégués des étudiants et ceux des travailleurs. Or, ce ne fut pas le cas : ils ont été reçus séparément. Voici les principaux sujets abordés lors de ces entrevues¹⁵ : démission du Président Tsiranana, ce à quoi le Général Ramanantsoa s'est formellement opposé avec de nouveau pour argument l'éventualité d'une guerre civile et l'intervention de forces étrangères, dénonciation immédiate des accords de coopération avec la France, rejetée par le Général, dissolution des Forces républicaines de sécurité (FRS), liberté totale d'expression, tenue du congrès national, qui sera suivi d'élections libres. Paiement aux salariés des journées de grève, accepté par Ramanantsoa, agissements des préfets et sous-préfets nommés par le gouvernement Tsiranana contre les acteurs du mouvement. Promesse du Général de faire le nécessaire pour empêcher ces fonctionnaires de réprimer les militants ou de contrecarrer leurs actions. Et, enfin, Ramanantsoa demande la coopération des manifestants pour restaurer l'ordre, car ce sont les manifestants qui ont voulu de lui, ce n'est pas lui qui s'est proposé pour prendre les affaires en main. Déclaration du gouverneur militaire de Tananarive selon laquelle il est désormais interdit de transférer de l'argent à l'extérieur. Il semble que cette mesure vise les anciens ministres de Tsiranana, soupçonnés de vouloir transférer leurs avoirs à l'étranger.

Samedi 20 mai : Le matin, séminaire pour les étudiants. Réunion des travailleurs à Ampefiloha. L'après-midi, culte œcuménique à Mahamasina, pour les morts et les blessés des journées sanglantes et pour les nouveaux dirigeants. L'armée s'est occupée de l'organisation technique de ce culte et les étudiants se sont chargés de veiller à l'ordre. Cultes œcuméniques également à Majunga et Toamasina. À Fianarantsoa, défilé des élèves, des travailleurs, des parents d'élèves et des enseignants. Les élèves ont alors déclaré qu'ils poursuivront la lutte jusqu'au bout, et que Madagascar est un et indivisible. Un tract, intitulé «*Fanambarana hentitra*» (déclaration ferme)¹⁶, signé «le président du comité national antigreve», est diffusé dans la capitale. Des menaces à l'encontre des Tananariviens qui veulent renverser le président Tsiranana y sont proférées au nom des habitants des six provinces. La menace de conflits ethniques violents est brandie.

Lundi 22 mai : Le ministre de l'Intérieur est le premier membre du gouvernement à

être nommé. Il s'agit du lieutenant-colonel Richard Ratsimandrava¹⁷.

Mardi 23 mai : Les séminaires quotidiens des étudiants, travailleurs, enseignants et Zoam commencent dans toute l'île. Les travailleurs ont repris le travail et tiennent leurs séminaires en dehors des heures ouvrables.

Jedi 25 mai : Entrevue du Général Ramanantsoa avec les délégués des enseignants et des étudiants. Les décisions suivantes ont été prises : fermeture de tous les établissements scolaires sur le territoire national, annulation de tous les examens, paiement des salaires des enseignants du secteur public, collecte d'argent pour les enseignants du privé, tenue du congrès national avant fin juillet. Nomination de six chefs de province, tous des militaires.

Samedi 27 mai : Assemblée générale des étudiants, enseignants, travailleurs et des Zoam dans le campus universitaire. Les banderoles confectionnées à cette occasion portaient comme inscription : «*l'État, c'est le peuple*», «*dissolvons les deux parlements (le Sénat et l'Assemblée nationale)*», «*congrès national nouveau pouvoir et nouvelle Constitution*», «*mêmes droits pour tout le monde*», «*force populaire invincible*», «*le pouvoir octroyé à l'armée appartient au peuple*», «*la radio est au peuple*», «*abolissons la Constitution*»¹⁸. Le Général Ramanantsoa présente son équipe gouvernementale composée de dix membres, dont quatre militaires et six civils, et ordonne la fermeture de tous les établissements scolaires sur le territoire national. Présentation du gouvernement au Président Tsiranana, qui déclare qu'il lui fait confiance pour préserver l'unité nationale. La grève générale est arrêtée et les séminaires destinés à se préparer au congrès national commencent. C'est à cette période que le Kim¹⁹ (*Komity iombonan'ny mpitolona*, Comité commun de lutte) regroupant les délégués des étudiants, enseignants, travailleurs, Zoam²⁰ (jeunes chômeurs) et un peu plus tard des ruraux, voit le jour. Ce comité, composé de 15 membres à raison de trois par entité, a pour tâche de coordonner le mouvement.²¹

Samedi 3 juin : *Meeting* auquel prennent part les étudiants, les enseignants, les travailleurs et les Zoam. Il y est déclaré que la lutte continue jusqu'à la satisfaction des revendications, à savoir : la tenue du congrès national, la dissolution du parlement, la limitation du mandat du président de la République, la mise en place d'un État démocratique, le

contrôle des prix, le contrôle de la gestion du budget de l'État. Le Seces déclare : «*les pouvoirs confiés au Général Ramanantsoa ne sont pas conformes à la Constitution*». Les Zoam font état de la peur des paysans à qui ils distribuent des tracts.

Samedi 10 juin : Les Map²² (étudiants originaires des provinces autres que Tananarive mais habitant la capitale) se joignent au Kim. Création de Kim dans les villes et les districts en province par les centaines d'émissaires des étudiants, les Map, les travailleurs, les enseignants et les Zoam qui parcourent les diverses préfectures de Madagascar. Une demande écrite d'annulation de la Constitution est déposée par les travailleurs, les enseignants, les Map, les Zoam et les étudiants auprès du nouveau Chef du gouvernement. *Meeting* organisé par les travailleurs à Ampefiloha, avec la participation des étudiants, enseignants, Map et des Zoam. Des explications y sont données sur les séminaires et sur le projet de mettre en place des comités de vigilance sur les lieux de travail et de résidence. Les séminaires sont destinés à permettre au petit peuple de prendre connaissance des réalités et de les analyser, pour que ce ne soit plus une minorité qui soit au courant de ce qui se passe, et pour que le petit peuple puisse s'exprimer. Quant aux comités de vigilance, ils sont destinés à protéger le petit peuple contre l'oppression des capitalistes. Les noms de ceux qui sont contre le mouvement sont cités, l'état des finances du comité des travailleurs est présenté, et une participation financière est demandée pour permettre de préparer le congrès national.

Vendredi 16 juin : Monja Jaona²³ et ses partisans, arrêtés lors des troubles survenus dans le Sud en 1971, ayant entraîné la mort d'un millier de personnes²⁴, ainsi que Régis Rakotonirina²⁵ et ses amis, arrêtés pour l'affaire Orstom, sont amnistiés.

Dimanche 18 juin : Le gouvernement, sur la requête du Kim, décide d'annuler les examens français, dont le baccalauréat, qui devait se tenir à partir du lendemain, le lundi 19 juin à la base militaire française d'Ivato, à une douzaine de kilomètres de la capitale. *Meeting* organisé par le Kim dans l'après-midi. Passage du corps de l'élève gréviste décédé à Ambalavao, Modeste Randrianarisoa. Le comité des droits de l'homme (*komity miaro ny zon'olombelona*) et la famille de cet élève ont déposé une plainte contre X et réclamé une contre-autopsie qui a été faite à l'hôpital Befelatanana.

21-26 juin : Tenue à Bordeaux du congrès des Malgaches en France avec pour thème : «*Manohana sy manohy ny tolon' ny vahoaka malagasy, manohitra izay rehetra nanohitra izany, mandra-pahatongan'ny fahaleovantena tanteraka, hahamafy orina ny firaisankinan'ny Malagasy tsivakivolo*» (nous nous opposons à ceux qui s'y opposent, jusqu'à l'indépendance totale, pour renforcer la solidarité de tous les Malgaches sans distinction).

Samedi 24 juin : Meeting organisé par le Kim au campus d'Ankatso. Les étudiants y dénoncent les partis politiques qui s'ingèrent dans leurs affaires et revendiquent avec les travailleurs l'annulation de la Constitution ainsi que le démantèlement des bases militaires étrangères. Les Zoam réclament du gouvernement qu'il leur donne un emploi, au moins à certains d'entre eux. Les enseignants donnent des explications sur le système éducatif en vigueur, informent sur le projet d'organiser des camps de travail dans tout le pays, et demandent la contribution de tous, en particulier du gouvernement, à la caisse nationale de solidarité pour les enseignants des écoles privées qui, du fait de la grève, ne perçoivent pas leurs salaires. Déclaration du Général Ramanantsoa selon laquelle : des personnes au sein du Kim veulent créer des troubles et renverser le gouvernement, les victimes des événements d'avril 1971 seront indemnisées, selon le décret relatif à leur amnistie, pour que la fête nationale du 26 juin soit célébrée dans la concorde nationale, les victimes du 13 mai 1972 seront également indemnisées, et les mineurs et les orphelins déclarés pupilles de la nation.

Lundi 26 juin : Pour célébrer la fête de l'Indépendance, un défilé militaire, qui n'a duré qu'une demi-heure, a eu lieu à Mahamasina en présence du Président Tsiranana et du Général Ramanantsoa. Il s'est passé dans le calme, malgré les rumeurs de troubles. Rencontre du Kim avec le ministre de l'Intérieur, le Colonel Ratsimandrava. Ce dernier explique que la déclaration du Général Ramanantsoa le 24 juin ne visait pas à mettre fin aux séminaires, mais à mettre en garde une minorité de perturbateurs.

Du 23 au 30 juillet : Tenue des congrès provinciaux dans les six chefs-lieux de province. Les rapports de ces congrès serviront de base aux travaux du congrès national. D'après le journal *Andry* n° 148 du 1^{er} août, le Kim (étudiants, Zoam, travailleurs, enseignants, Map)

a tenu une conférence de presse à propos du congrès du PSD prévu se tenir à Toamasina, du 3 au 5 août.

Du 2 au 14 août : congrès provincial à l'université de Tananarive²⁷.

8 août 1972 : 150 délégués de 75 sous-préfectures arrivent à Tananarive pour constituer le comité préparatoire du congrès national ou Komitim-pirenena manomana ny zaikabe (KPMZ). Ce comité décide de la date de tenue du congrès, du nombre de délégués, des lieux de réunion, des points de discussion et de la méthode de travail à adopter pendant le congrès.²⁸

Du 12 au 20 août 1972 : Congrès national des enseignants à Tananarive.²⁹

Du 13 au 24 août 1972 : Congrès des travailleurs de Tananarive

29 août 1972 : Promulgation d'une ordonnance sur l'état de siège et la loi martiale. Annonce de la tenue d'un référendum, fin septembre ou début octobre 1972.

1^{er} septembre 1972 : Annonce de la tenue d'un référendum le 8 octobre 1972 au cours duquel sera soumis une loi constitutionnelle provisoire qui prévoit d'accorder cinq ans au gouvernement Ramanantsoa pour mettre en place des structures provisoires et préparer une nouvelle Constitution qui sera soumise au référendum. Pour une durée de cinq ans, les institutions provisoires seront : le gouvernement, le Conseil supérieur des institutions, et le Conseil national populaire de développement qui remplacera l'Assemblée nationale et le Sénat.

4-9 septembre 1972 : Tenue à Tananarive du congrès national, dont les organisateurs avaient espéré que les résolutions qui y seraient prises, seraient mises en œuvre immédiatement par le gouvernement³⁰. Les partis politiques, les syndicats, les associations et les autres groupements ne peuvent y assister en tant que tels. **P**

RÉFÉRENCES :

1. C'est dans le quartier de Befelatanana que se trouvent les écoles de Médecine et de sages-femmes. L'école de Médecine est à distinguer de la Faculté de Médecine, qui se trouve sur le campus universitaire d'Ambohitsaina, appelé aussi Ankatso.
2. Le fait que ce communiqué ait été rédigé en malgache et non en français est significatif dans la mesure où à l'époque tout écrit un tant soit peu officiel était en français.
3. SEMPA : SEndikan'ny MPAmpanatra malagasy any amin'ny sekolim-pirenena = Syndicat des enseignants malgaches des établissements publics.

4. Tous les chiffres donnés ici sont sujets à caution, car soumis à la subjectivité des observateurs.

5. Cf. Journal *Hehy*, n°2268 du 5 mai 1972. Autant que nous nous souvenons, le comité de grève, dont les membres émanent du conseil permanent, était composé de 12 membres.

6. Ambalavao est une sous-préfecture de la province de Fianarantsoa, à une cinquantaine de kilomètres de Fianarantsoa

7. Cf. Journal *Hehy* du 5 mai 1972, pp. 1-2.

8. Ce tract est paru dans le journal *Andry-Pilier* n°129 du 5 mai 1972.

9. Le journal *Lumière* n°1878 du 21 mai 1972 parle des chefs de quatre églises chrétiennes, alors que d'autres sources telles que MEY 1972, op. cit., omettent de parler du chef de l'église luthérienne.

10. Cf. «Le film des événements», in *Lumière*, n°1878, 21 mai 1972, p. 6. L'ouvrage Mey 1972, p. 123, ne parle que de trois chefs d'églises (anglicane, catholique et protestante), ce qui ne correspond pas au souvenir que nous en avons gardé.

11. Le nombre de personnes déportées à Nosy-Lava est incertain ; même le journal *Lumière* donne successivement les chiffres de 154 et de 372 (contre 374 d'après le décret afférant à l'assignation à résidence fixe que nous avons cité en supra). Quant à l'ouvrage Mey 1972, il donne le chiffre de 400. (cf.op.cit., p. 84)

12. Journal *Lumière*, n°1878, 21 mai 1972, p. 6. La traduction en français est de *Lumière*.

13. Les journaux *Lumière* et *Hehy* sont avares d'informations sur les journées postérieures au 18 mai. Aussi nous nous référons ici au livre Mey 1972, pp. 156-165.

14. In *ibid.*, p. 157. La traduction est de nous. Notons que le Président Tsiranana a continué à occuper le palais d'Andafiavaratra, et que le bureau du Général Ramanantsoa se trouvait dans les locaux militaires à Ampahibe.

15. Nous faisons ici état des principaux thèmes de discussion tels qu'ils sont présentés dans MEY 1972 et dans l'article de Gérard ALTHABE, «Les luttes sociales à Tananarive en 1972», *Cahiers d'études africaines*, n°80, 1981, p. 432. Pour certaines revendications, nos documents de référence ne donnent aucune indication sur les réponses du chef du gouvernement aux revendications de ses interlocuteurs.

16. MEY 1972, op. cit., p. 167.

17. Le pouvoir lui sera remis par le Général Ramanantsoa le 5 février 1975, et il sera assassiné peu de jours après, le 11 février.

18. in MEY 1972, op.cit., p. 175.

19. KIM : Komity iombonan'ny mpitolona (Comité commun de lutte)

20. ZOAM : Zatofo ory asa malagasy (Jeunes chômeurs malgaches)

21. Nous avons tiré ces informations d'un tract intitulé *Fifandraisan'ny mpitokona eto Antananarivo* (Liaison des militants d'Antananarivo). Gérard ALTHABE quant à lui, dit que le KIM regroupe une soixantaine de personnes. in op. cit., p. 437. Un de nos informateurs informels, membre de ce comité, a donné le chiffre de 25.

22. MAP : Mpanatra avy any amin'ny provinces = étudiants originaires des provinces

23. Monja Jaona est le président du parti Monima, à l'époque qualifié de pro-chinois (communiste).

24. La censure de l'information était alors totale. Certains avancent le chiffre d'environ 3 000 morts, victimes de la répression de ce mouvement dirigé par le parti Monima.

25. Régis Rakotonirina est sociologue à l'Office de recherche scientifique et technique Outre-mer (ORSTOM)

26. L'affaire ORSTOM est aussi appelée «affaire Régis-Roy», du nom du chercheur malgache susnommé et de l'assistant technique français Gérard Roy, accusés tous les deux d'être pro-communistes et de fomenter un coup d'État.

27. Cf. Journal *Andry*, n°148, 1^{er} août 1972.

28. Cf. Journal *Tolon'ny Mpiasa* (Lutte des travailleurs), n°1, 12 août 1972, Dir. de publication Pierre Rajaobelina, Imprimerie Niag, p. 1.

29. *Lumière*, 20 août 1972, p. 1.

30. Certaines de ces résolutions, en particulier celles relatives à l'éducation et à la moralisation de la vie nationale, ressemblent à bien des égards à celles du Forum national de 1992, organisé à la suite du mouvement dit «pour la démocratie» de 1991. Il convient de remarquer que jusqu'à présent, les participants au Forum national réclament eux aussi l'application immédiate des résolutions de ce Forum – ce qui est loin d'être le cas.

PORTFOLIO



L'Association des étudiants en médecine et pharmacie (AEMP),
figure de proue du mouvement

© FONDS ANONYME



Le fameux slogan *Sekoly miangatra* hissé sur les restes de l'hôtel
de ville

© FONDS ANONYME



Une banderole dénonçant les responsabilités du ministre
Barthélémy Johasy et Paul Ramahavita, secrétaire d'Etat

© FONDS ANONYME



L'armée sur laquelle les grévistes fondent leur espoir d'un
renouveau

© FONDS ANONYME



L'avenue de l'Indépendance, noire de monde

© FONDS ANONYME



"Tsiranana dégage!"

© FONDS ANONYME



Deux jeunes devant l'hôtel de ville

© FONDS ANONYME



Certains magasins ont été pillés durant les manifestations

© FONDS ANONYME



Manandafy Rakotonirina avec le *lìder maximo* Fidel Castro

© FONDS FAMILLE MANANDAFY RAKOTONIRINA



Le journal *Courrier de Madagascar*, accusé de collusion avec l'administration Tsiranana, en feu

© FONDS TRANOMBOKIM-PIRENENA ETO MADAGASIKARA



La version originelle de l'affiche iconique Ndao conçue par Jean Claude Rabeherifara

© FONDS JC RABEHERIFARA

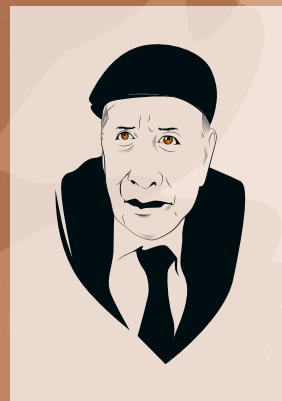
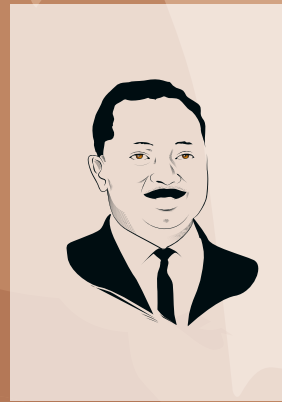


Le ministère de l'Intérieur, dans le quartier administratif d'Ampefiloha, aux abords du Lac Anosy

© FONDS TRANOMBOKIM-PIRENENA ETO MADAGASIKARA



Ce portfolio a été réalisé grâce à la précieuse collaboration du Musée de la photographie de Madagascar.



Des luttes et des hommes

*Ils ont fait «72» ou ont été aux manettes durant
cette période trouble de l'histoire malgache. Galerie
de portraits des principaux protagonistes des événements.*

NIVOMALALA RINAH RAHALIMBOLATIANA, OLIVIA LAURENE RAMANGAHARIVelo, ONJASOA
PATRICK RAKOTOMALALA, FENO HERY MANDIMBY RANDRIANARIVOLONIMANANA, FAMENOSOA
TSILAVINA RANDRIAMANANTENA, EMMERANCO TONGASOA ET KANTO LALAINA ANTHONY
RANAIVOARISOA (SAUF MENTIONS)

LE POUVOIR



JACQUES RABEMANANJARA

1913 - 2005

Le poète politicien

Jacques Rabemananjara est un homme d'État malgache et un militant politique nationaliste. C'est une figure majeure de la vie politique malgache du XX^e siècle. Son statut social et son parcours expliquent largement ses activités et ses positionnements politiques. Il a effectué des études dans des séminaires catholique et s'est lancé en politique depuis 1935. L'homme a fondé, avec ses collègues Joseph Raseta et Joseph Ravoahangy-Andrianavalona, le Mouvement démocratique pour la rénovation malgache (MDRM), en 1946, en France. Il a été député au sein de l'Assemblée nationale française au mois de novembre 1946. Après les événements de 1947-1948, son parti fut dissout et des milliers de ses membres arrêtés. Jacques Rabemananjara a été détenu en France jusqu'en 1960. De son retour au pays, il a été désigné ministre d'État chargé des Affaires étrangères dans le gouvernement dirigé par le Président Tsiranana, où il faisait partie des défenseurs du maintien d'une coopération privilégiée avec la France. Après l'éclatement du mai 1972, il s'est exilé à nouveau suite à ses liens avec l'ex-président. Il mourra en France.



**Colonel
RICHARD RATSIMANDRAVA**

1931 - 1975

Chef d'État éphémère,
révolutionnaire du fokonolona

Richard Ratsimandrava est un officier de gendarmerie et un homme d'État malgache, chef de gouvernement après la cession du pouvoir par le général Gabriel Ramanantsoa. Après ses études à Madagascar, il a continué ses études supérieures en France (Saint-Cyr) et a intégré l'armée française. De retour dans son pays, il gravit rapidement les échelons de l'armée. Il devient officier, puis commandant. Il a notamment commandé la force de répression du mouvement des paysans dans le Sud, en 1971. Il est entré en politique du temps du général Gabriel

Ramanantsoa en acceptant le poste de ministre de l'Intérieur. Ses études et ses expériences militaires l'ont désigné comme le plus apte à rétablir l'ordre après les événements de 1972. Il devient chef d'État et du gouvernement le 5 février 1975, tout en assurant la fonction de ministre de la Défense. Il est assassiné six jours après sa prise de pouvoir.



CALVIN TSIEBO

1902 - 1987

Le fidèle allié de Tsiranana

Calvin Tsiebo est un homme politique malgache. Originaire de Tuléar, il est membre originel du Parti social-démocrate malgache (PSD). Il a fait ses études dans une école luthérienne à Manasoa, à Tuléar, et y a commencé sa carrière. Il devient chef de canton avant son élection comme conseiller provincial de Tuléar, en 1957. En 1960, il est élu député. Lorsque Madagascar a obtenu son indépendance en 1960, et quand Philibert Tsiranana est élu Président, celui-ci l'a appelé pour devenir un membre de son gouvernement. Après la «désamplification» de l'administration, Calvin Tsiebo devient premier vice-président, en 1971. Auparavant, il avait déjà occupé d'autres postes politiques. Il a toujours servi aux côtés de Tsiranana, jusqu'à la fin de la première République. Il s'est rendu célèbre pour ses talents de négociateur pour les affaires du gouvernement, malgré des échecs répétés dans les pourparlers avec les étudiants en 1972.



ANDRÉ RESAMPA

1924 - 1993

Du sommet à la déchéance

L'homme est l'une des figures de proue de l'administration Tsiranana, avec qui son premier contact a eu lieu en 1952. André Resampa a suivi des études supérieures en droit. Lorsque Philibert Tsiranana devient président de la République, il le nomme ministre. André Resampa aura une influence importante dans la sphère du pouvoir, si bien qu'en 1970, quand la santé du Président devient de plus en plus déclinante, ce dernier le nomme au poste

de vice-président. Il est même pressenti comme étant son dauphin le plus naturel. Deux mois après les événements de 1971 dans le Sud, il a été écarté du gouvernement et de la direction du parti PSD dont il était le secrétaire général. Il est ainsi arrêté et placé en résidence surveillée sur l'île de Sainte-Marie. Après les événements de mai 1972, le nouveau chef du gouvernement, le général Ramanantsoa mettra fin à son exil.



**Général
GABRIEL RAMANANTSOA**

1906 - 1979

Le général à la barre

Gabriel Ramanantsoa est issu d'une famille de la haute bourgeoisie merina. Après la fin de son service militaire au sein de l'armée française en 1958, Gabriel Ramanantsoa se met au service de l'État malgache. Philibert Tsiranana lui confie les rênes du pays quand les violences éclatent, en 1972. Il sera mandaté pour trouver une solution à la crise qui s'installe au pays. Le général Gabriel Ramanantsoa a accepté à son corps défendant cette responsabilité inattendue, pour l'officier qu'il a été. Il restera à la tête du pays entre 1972 et 1975, lors de la première période transitoire.



**Amiral
DIDIER RATSIKAKA**

1936 - 2020

L'amiral rouge

Didier Ratsiraka est un personnage marquant de l'histoire de Madagascar. Il a gouverné le pays d'une main de fer durant plus de 23 ans, durant la deuxième République, de 1975 à 1993, puis de 1996 à 2002. Il est connu comme ayant été le père de la révolution socialiste. Il entrera dans l'arène politique en tenue militaire. Âgé seulement de 36 ans lors des événements de mai 1972, le capitaine de corvette Didier Ratsiraka devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa, durant le régime de transition en place de 1972 à 1975. Après l'assassinat de Ratsimandrava, dont il s'est toujours défendu d'une quelconque implication, il est «désigné» par 16 voix sur 18 pour présider le directoire militaire. Il remet son mandat en jeu en sou- ...

... mettant son projet de Constitution et son programme à consultation nationale par voie référendaire. Le « oui » l'emporte largement et il devient premier et unique président de la deuxième République. En 1976, il fonde l'Avant-garde de la révolution socialiste malagasy (Arema) qui verrouille l'Administration. La politique nationaliste de l'Amiral rouge tend vers la malgachisation de l'enseignement, la nationalisation des grandes entreprises privées issues du patrimoine colonial et la pratique de la diplomatie tous azimuts. Mais l'économie se détériore d'année en année et il doit finalement céder le pouvoir au début des années 90, avant de revenir triomphalement en 1996.

LAURENT BOTOKEY



1919 – 1987

L'homme par qui, tout arriva

Laurent Botokey est un notable de Morondava. Membre de l'église catholique, il entre dans une fraternité franciscaine, tout en menant une carrière politique. À la fois enseignant et politicien, il fait partie des cofondateurs du PSD, en 1956 avec Philibert Tsiranana, André Resampa et Albert Sylla. D'abord élu conseiller provincial de Tuléar, en 1957, il occupera pendant un an une place au Sénat français en 1958. Par la suite, il devient ministre de l'Éducation nationale et des Affaires culturelles durant la première République, de 1960 à 1972. Il va particulièrement cristalliser les critiques durant son passage à la tête de ce ministère. On lui attribue notamment l'inégalité créée par le système éducatif malgache, un système hérité de la colonisation.

Général GILLES ANDRIAMAHAZO



1919 – 1989

Le militaire médiateur

Issu d'une famille merina, Gilles Andriamahazo était, au moment de l'indépendance, un général de brigade. Il occupait alors le poste d'inspecteur général des forces armées et du service civique. En mai 1972, Tsiranana le nomme gouverneur d'Antananarivo et conseiller. Quand les revendications et les manifestations

deviennent de plus en plus virulentes, il se pose comme médiateur entre le pouvoir et les manifestants. Il devient ministre de l'Aménagement du territoire durant le mandat du général Gabriel Ramanantsoa. Le 12 février 1975, après l'assassinat du colonel Richard Ratsimandrava, un Comité national de direction militaire de la République malgache composé d'officiers issus de toutes les armes des six provinces de l'île fut créé. Officier le plus gradé du directoire militaire, Gilles Andriamahazo prend la tête de ce dernier et assume les fonctions de chef de l'État jusqu'au 15 juin 1975, date à laquelle le capitaine de frégate Didier Ratsiraka devient chef de l'État et président du Conseil suprême de la révolution.



RICHARD ANDRIAMANJATO

1930 – 2013

Le tribun hors pair

Homme d'église, Richard Andriamanjato est le dirigeant historique du temple d'Ambohitantely, dans la capitale, tout en étant un militant politique de premier plan. Il s'est engagé dans la lutte nationaliste et a participé aux activités des différentes organisations estudiantines telle que l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM) basée en France. Très tôt, il est actif dans le milieu associatif et politique. Durant ces années de militantisme, il aiguise son arme principale : sa verve, car Richard Andriamanjato est un tribun hors pair. Il est associé aux grands moments de l'histoire de Madagascar. Il fut président de l'Assemblée nationale durant la première partie de la troisième République (1993-1998). Sous la première République, son parti s'était déclaré d'accord avec 80 % du programme du gouvernement Tsiranana. En mai 1972, il était à la tête de son parti AKFM et occupait les postes de maire de la capitale et de député.

LES PENSEURS



MANANDAFY RAKOTONIRINA

1938 – 2019

Rouge et expert

Manandafy Rakotonirina, appelé affectueusement Koto par ses proches, est une grande figure des élites originaires de Fandriana, un bassin intellectuel important. Il a poursuivi ses études supérieures à l'Université d'Antananarivo et son militantisme y germait. C'est dans ce milieu universitaire qu'il a commencé ses activités politiques. Ses convictions deviennent si intenses, si bien que Manandafy Rakotonirina apparaîtra comme un personnage important dans le mouvement étudiant de mai 1972. Il sera même accusé de tentative de renversement du gouvernement lors des manifestations. Avec ses compagnons de lutte, il va fonder le Mpitolona ho an'ny fanjakan'ny madinika (MFM) qui est « l'enfant » aussi bien du soulèvement national de mai 1972, mais aussi de la réflexion menée par Koto et ses amis depuis la moitié des années 60 à travers différentes organisations clandestines et légales qui comprenaient alors des intellectuels universitaires, des anciens militants nationalistes, des ouvriers, des paysans... Manandafy Rakotonirina sera la figure historique du MFM tantôt proche du pouvoir (Marc Ravalomanana), tantôt contre le pouvoir (Didier Ratsiraka, Andry Rajoelina). Il sera toujours une personnalité qui compte malgré un parti en perte de vitesse au fil des années.



GERMAIN RAKOTONIRAINY

1939 – 2004

L'œil de Lynx

Germain Rakotonirainy a été enseignant chercheur en sociologie et un politicien chevronné. Après ses études secondaires, il entre à l'université d'Antananarivo et décroche un diplôme de sociologie. Il a été secrétaire général du parti MFM, la formation historique qu'il a fondée avec son compagnon de longue date, Manandafy Rakotonirina, en décembre 1972. En duo avec celui-ci, il était idéologue, analyste,

concepteur et organisateur de mouvements de masse nationaux (1972, 1991 et 2002). Réputé pour son tempérament de feu et sa vivacité d'esprit, il est surnommé le Lynx. Durant toute son existence, il est resté fidèle au MFM.

MODESTE RANDRIANARISOA

1955 - 1972

Le martyr, l'étincelle

Modeste Randrianarisoa est élève au collège privé Lovasoa durant les ébullitions du début des années 70. Il prend le leadership du mouvement scolaire à Ambalavao, dont il sera le président du comité de grève. Il est considéré comme la première victime des affrontements entre grévistes et les forces de l'ordre. Il fut tué le 8 mai 1972. La mort de Modeste Randrianarisoa, qui n'avait que 17 ans, met le feu aux poudres et suscite chez les manifestants un déchaînement de violence du 13 au 15 mai 1972. Le jeune homme sera érigé en martyr. Sa mort convainc les parents et d'autres citoyens de divers horizons de joindre le mouvement de contestation populaire. Pour la première fois en 1972 – et depuis 1972 – l'organisation dans le silence et avec discipline de défilés, de veillées funèbres et de cérémonies funéraires devient un élément intégrant de manifestation de masse.

WILLY RAZAFINJATOVO



1946 - 2022

Il a mis le holà

Willy Razafinjato alias maître Ôlala est l'une des «grandes gueules» et le meneur du mouvement de 1972 durant lequel il se fera un nom. Il était parmi les orateurs qui n'hésitaient pas à haranguer ses collègues avec fougue et véhémence durant les manifestations. Cela lui vaudrait un exil à Nosy Lava par le pouvoir vacillant de Philibert Tsiranana. À son retour, il deviendra un héros adulé par la jeunesse, sa réputation n'en sera que renforcée. Il deviendra par la suite une figure du barreau de Madagascar.



MIREILLE RABENORO

1953 - 2021

La battante

Fille de Césaire Rabenoro et de Georgette Désirée Ratsimihara, Mireille Rabenoro milite au sein de l'AEOM, en France, mais elle rentre au pays afin d'être au plus près de la lutte. Durant les événements de 1972, elle participe très activement à la grève générale initiée par les étudiants. Puis, elle met la main à la pâte pour la préparation du congrès national (*zaikabe*) du Kim. Mireille Rabenoro n'hésite pas à s'opposer au référendum lancé par le général Gabriel Ramanantsoa pour asseoir son pouvoir. Elle sera également membre fondateur du MFM.

LES ARTISTES

LES GROUPES DE SÔVA



Le sôva à la conquête de sa légitimité

«Lorsque, en mai 1972, des groupes de "chants du terroir" se produisent sur le stade du campus universitaire de Tananarive, c'est une révélation triomphale. L'événement est le produit de la jonction dans la rue de la jeunesse estudiantine, promise au statut de cadres du pays, et de la jeunesse déscolarisée des faubourgs. Un travail de radicalisation mené par l'extrême-gauche transforme l'identité zalé en identité de Zoam (jeunes malgaches sans travail). Le *vakisaova* devient alors *sôva* : la coupe de cheveux afro remplace les chapeaux de paille à bords étroits, le tee-shirt et la "patte-d'éph" supplantent la chemise paysanne malabary. Ces groupes des bas quartiers (Ampamarinana, Andranomanalina, Ivandry...) représentent les plus miséreux de ces petites gens que chantent les *Ralay* et les *Mahaleo*. Leurs mots, crus, violents, codés, inventés (argot, verlan), sont ceux de la rue, de la "canaille", d'une poésie non conventionnelle. Leur musique puissante, combative et dénuée d'artifices effraye les élites établies, mais gagne l'adhésion de la jeunesse scolarisée et des milieux populaires : *Vaky ny sôva ka lasa hira* ("le *sôva* explose pour devenir

un hit") déclamera plus tard Lôlô Sy Ny Tariny dans son tube *Fibata* pour saluer et rappeler cette légitimation. Dans la foule, la musique *sôva* réussit à s'imposer sur les ondes. Les enregistrements comme *Ampitapitao* (Faites passer...), *Isika tsy hanaiky* (Nous refuserons...) et *Afrika tsy lavitra antsika* (Afrique, proche de nous) du groupe Ny Hazo Midoroboka (d'Ampamarinana) ou *Mailo isika* (Soyons vigilants) des jeunes d'Andranomanalina restent des références. Ces tubes ont rythmé les manifestations de la gauche dans les années 1970.»

In: Monique Chastanet et Jean-Pierre Chrétien : Entre la parole et l'écrit. Contributions à l'histoire de l'Afrique en hommage à Claude-Hélène Perrot, Karthala, Paris, 2008, p. 186

MAHALEO



Chanter pour l'indépendance

Le groupe s'est constitué en 1972, à Antsirabe. Formé par Dama (Zafimahaleo Rasolofondraosolo), Dadah (Rakotobe Andrianabela), Bekoto (Honoré Rabekoto), Fafah (Famantanantsoa Rajaonarison), Nono (Rakotobe Andrianabelina), Charle (Charle Bert Andrianaivo) et Raoul (Razafindranoa Raosolosolofo), Mahaleo entrera dans l'imaginaire collectif par les textes engagés, qui parlent à tout le monde, dans un contexte de revendication virulente et générale. Dama et Dadah, avec leurs guitares, animent la grève du lycée de leur ville. Raoul se joint à eux avec sa guitare et son violon, puis Charle, Nono, Fafah et enfin Bekoto avec sa flûte. Mahaleo chante la contestation, les revendications, l'amour, l'amitié et la mort aussi. Ce style nouveau, ces thèmes simples émeuvent les Malgaches, car ils expriment les aspirations profondes du peuple en quête d'identité.

R.A

LÔLÔ SY NY TARINY



Dans le sillage des révolutionnaires

Il y eut d'abord trois amis, Bebey, Erick et Lôlô, biberonnés à la musique *folk* contestataire des années 70. Les compères se nourrissent des compositions de Bob Dylan ou encore de Joan Baez. Les trois lycéens fondent leur groupe Lôlô Sy Ny Tariny vers

... le milieu des années 70. Ils sont également influencés par Hendrix, Miles Davis, Mahavishnu, Weather Report. À la manière des Mahaleo, les textes décortiquent la société malgache (*Baomijijy, Hazo midoroboka, Malala...*), l'amour (*Taiza ianao ?*), la culture (*Benoro*), sans oublier de surfer sur les vagues des événements de 70 (*Lezimbo*). Le groupe va s'imposer durablement dans le paysage musical local grâce à un savant mélange de musique traditionnelle malgache et de sonorités acoustiques occidentales.

R.A

RALAY

Le précurseur
des troubadours modernes

« À Madagascar, des chanteurs peu connus comme Ray et encore Rambao se mettent à jouer dans le registre du folk song. Le premier *“se référant à la fois aux maîtres du blues américain, aux grandes voix du protest song, au Bâ gasy (manière d'accorder et de jouer la guitare) et à la gouaille de Razilina..., s'accompagne à la guitare sèche (et comme Bob Dylan de l'harmonica, d'où son surnom)... Anti-militariste et anti-autoritaire, ses blues dénoncent la condition paysanne et celle des chômeurs...”*. Ray est inséparable du MFM des premiers temps. Agronome, il sillonne

l'île. À la différence de ses prédécesseurs, il est interdit d'antenne. Nous sommes là dans les années 70. Les chanteurs comme Ray et Rambao sont alors les précurseurs d'une contreculture de jeunes urbains qui s'alimente à la fois aux courants hippies de l'Occident, mais aussi à la Chine de la révolution culturelle et au monde rural malgache. En 1972, le chanteur Ray, né le 27 février 1943, a alors 23 ans. Il fait partie de la génération yéyé, mais il symbolise une rupture multiple. Il chante en se servant d'une guitare acoustique et d'un harmonica. Sa musique peut être jouée partout, ses thèmes sont ceux d'une révolte ouverte et se veulent ceux de la vie quotidienne de ceux qui souffrent. Dans une chanson intitulée *Koto sy Ikala*, il demande *“veux-tu continuer à supporter les capitalistes étrangers et nationaux, veux-tu continuer à être les complices des esclavagistes, Oh Koto et Kala, arrêtons de chevaucher des chiens”*. (...) À la fois meneur de grève, il siège parmi les cerveaux du mouvement de mai 1972 et fut l'un des premiers *protest-singer* que le pays ait eu. »

In : «Musique et société» Madagascar 1958-1972, mémoire présenté pour l'obtention de la maîtrise d'Histoire par Bodoharilala Ramiadantsoa, Université de Toamasina, 2009-2010

TSILAVINA RALAINDIMBY



Le parolier,
le révolutionnaire discret

«*Ampitapitao amin'ny namako any ataovy mazava / Fa ny vahoaka, Ampitapitao any fa izany no ilaina / Ataovy mazava dia aleo tonga saina / Fa isika vahoaka, tsy misy mitsoaka, tsy misy mitsoaka!*» («*Dites à mes amis, dites-leur clairement / Que le peuple ne peut plus être berné par l'injustice / Dites-leur clairement et qu'ils prennent conscience / Que le peuple ne fuira plus*»). S'il est un chant révolutionnaire, *Ampitapitao* en est l'illustration parfaite. Chantée par les Hazo midoroboka – qu'un présentateur maladroit de la télévision nationale baptisera les *Jomak'Ampama* (les Zoam ou chômeurs d'Ampamarinana) – cette œuvre est d'abord celle de Tsilavina Ralaindimby. Découvreur de talents hors-pair (on lui doit Rossy, Ricky...), il s'attèlera à formaliser le groupe de *sôva*. Il sera l'auteur ou co-auteur avec Gosh, de nombreux chants aux tonalités révolutionnaires qui résonnent encore jusqu'à maintenant comme *Mailo isika* (qui deviendra hymne du MFM). Journaliste de radio de formation, de 1967 à 1969, il s'orientera vers l'audiovisuel, où il fera ses gammes avant de devenir une référence et un précurseur dans le domaine de la communication institutionnelle.

R.A

Mananjo Rianala Tsiresy Ray

Fils de Ralaivelo Jean Aimé Andrianjandramampiononarivo, «Ray»,

«Le choix de vie de notre père et son comportement nous ont influencés»

«J'aimerais préciser que notre père faisait partie des concepteurs du parti MFM, appelé familièrement les *Mafana*. Je me rappelle qu'il a vécu en tant que militant et nous a éduqués à adopter ses valeurs. Il nous a enseigné le partage ou l'engagement désintéressé : faire les choses sans attendre rien en retour. Son père – notre grand-père en l'occurrence – était député-maire à l'époque du Parti social-démocrate (PSD). Mais notre père a préféré suivre le Monima avant de devenir MFM. À l'époque, de nombreuses personnes venaient chez nous et, automatiquement, nous étions en relation avec elles. Notre père accueillait beaucoup de monde et il nous incitait à être généreux. Ce sont les choses que l'on vivait quotidiennement, le choix de vie de notre père et son comportement qui nous ont influencés.

Je ne pourrais pas dire que nous avons ressenti une certaine crainte, au quotidien. En effet, c'était comme si les choses allaient de soi pour nous. Notre père avait d'importants rôles qui lui ont été attribués. Ainsi, il était souvent en mission. La plupart de ses dépla-

cements se faisaient à pied. Les partisans du MFM ont formé leurs enfants dans la structure baptisée Fanilo. Nous n'avions plus eu besoin d'être des membres actifs pour pouvoir prendre des initiatives au quotidien, car l'éducation est déjà ancrée en nous. “Moins d'égo et plus d'altruisme”, pouvait être notre *credo*. Beaucoup ont pensé que nous avions eu tort de ne pas avoir saisi les innombrables opportunités qui nous ont été offertes, surtout par rapport au statut de notre père, par exemple. À chaque fois, il nous disait que d'autres en avaient bien plus besoin. Il a préféré rester discret dans tout ce qu'il faisait. Je respectais ses choix. Notre famille faisait et fait toujours l'objet d'une certaine estime vis-à-vis de la communauté. Ce qui m'a marqué le plus, quand j'avais entre trois et quatre ans, était un épisode en particulier : j'avais vu mon père un jour avec une couverture. On le faisait entrer dans une voiture. Mais c'était bien après que je me suis rendu compte que c'était une arrestation.»

Propos recueillis par R.A



Constant Raveloson,

Comité «animation» du mouvement estudiantin de 1972

« Tous les ingrédients étaient réunis pour déboucher sur le 13 mai 1972 »

« Pour moi, le mouvement n'a pas commencé qu'en 1972. L'évènement du 13 mai entrainait parfaitement dans le cadre de mon cursus universitaire. Jeune, curieux et plein d'ambitions, j'avais pris part aux débats ou

aux discussions politiques. Après mon baccalauréat, un titre du journal *Andry-Pilier* de Manandafy Rakotonirina, m'avait ouvert sur tout un univers. *"Il s'agit d'exprimer avec la population les problèmes réels de la population avec les langages du peuple"*, mentionnait la publication. Tandis que l'AKFM véhiculait la lutte contre le monopole français ou encore contre l'impérialisme américain, avec des concepts abscons, le journal *Andry-Pilier* avait choisi un langage simple : celui des étudiants, des paysans... avec le souci d'évoquer les problématiques de tout le monde. Pour moi, "72" était en quelque sorte une confirmation que nous avions raison et qu'une grande partie de la population était également prête à faire bouger les lignes et à défendre les mêmes causes. Nous étions convaincus que les offres politiques ne réglaient pas toutes les problématiques.

Vers décembre 1971, les revendications concernaient l'internat de l'école de Médecine de Befelatanana. Les médecins de l'Assistance médicale indigène (Ami) avaient initié le mouvement. Ils revendiquaient davantage de considération. Quand nous, étudiants d'Ankatso, nous sommes emparés du mouvement, nous avions dépassé le simple stade des revendications. J'ai commencé par rédiger un tract. De manière anonyme et en toute clandestinité, j'y avais dénoncé les conditions d'examen en fin de cycle préparatoire en médecine à Ankatso. J'ai aussi énergiquement décrié ce système à deux "types" de médecins, un pour la ville et un autre pour le monde rural.

Puis, avec nos collègues, nous nous sommes penchés sur les autres problématiques. Nous avons commencé à parler du système. Nos revendications portaient sur une question d'égalité : il fallait avoir une filière médecine homogène. Puis, nous nous sommes rapidement aperçus que l'enseignement général rencontrait à peu près le même problème. Des enfants étaient presque condamnés à s'arrêter au brevet d'études, en classe de 3^e dans les CEG. Il n'y avait pas de passerelles pour les lycées. À l'époque, ce système avait été baptisé l'enseignement court. Les étudiants de l'enseignement technique ne pouvaient pas avoir la chance d'intégrer l'école supérieure en Polytechnique. Avec tous ces problèmes inhérents au système éducatif, tous les ingrédients étaient réunis pour déboucher sur le 13 mai 1972. »



Bebey,

membre des Lôlô Sy Ny Tariny

« Je ressentais le besoin d'une révolution »

« J'avais 18 ans à l'époque et j'étais en classe de seconde. On m'avait élu délégué de classe et je représentai le lycée Gallieni dans le comité que les étudiants avaient formé dans le cadre du mouvement. Notre revendication reposait sur la malgachisation. Au

lycée, j'étais vexé par le fait que l'ensemble de l'enseignement dispensé ait été dans la langue de Molière, alors que la plupart de mes camarades de classe français n'étaient pas obligés d'assister aux quatre heures de malgache par semaine. Ils avaient quartier libre. Les parents de ces élèves étaient pour la plupart

des militaires ou des enseignants. La plupart des colons travaillaient dans les provinces pour prendre certaines responsabilités politico-économiques.

Je ressentais le besoin d'une révolution, sans aucune manipulation. J'approuvai les revendications formulées. La victoire de Philibert Tsiranana aux élections de 1972 était, selon moi, la goutte d'eau qui a fait déborder la vase. Il y avait eu un *meeting* qui s'est déroulé à Alarobia. Je me souviens de cet épisode en particulier, le ministre de l'Éducation, Laurent Botokeky, avait été envoyé en émissaire par Tsiranana. Face à lui, il y avait Rayal Hubert, le porte-parole des étudiants. Les requêtes étaient simples. Personne n'avait demandé une révolution socialiste. Rayal était un ingénieur agronome et faisait partie du Monima. Ce n'était qu'avec du recul que nous avons constaté que le Monima était derrière ce mouvement. Il faisait suite à l'assassinat de plusieurs de ses membres à Androy en 1971. »

Propos recueillis par V-L.B.

GENÈSE

- 
- 21. Les causes lointaines de la crise de 1972
 - 23. 1972 : la revanche des « battus »
 - 25. Interview du Dr Georges Alexandre Andriantsilavo : « Le mouvement a pris une tournure politique à laquelle nous ne nous sommes pas attendus »
 - 27. « Nous étions conscients du caractère néocolonial des rapports entre Madagascar et la France »
 - 30. Avril 1971 et le Monima : précurseurs de mai 1972
 - 33. Interview de Olivier Rakotovazaha : « Les élèves et les étudiants avaient revendiqué la réforme du système éducatif et la malgachisation »
 - 37. Assises nationales d'avril 1971 à Ankorondrano pour la réforme et le (re)décollage du pays
 - 39. Né(e) en 1972 : Sandra Ratsiazao et Andrianimerina Hobiana Razanajatovo
 - 42. L'affiche « Ndao », une expression combative dans le contexte du reflux soixante-douze
 - 44. Mai 72 ou l'essor du *protest song* malgache
 - 46. Mahaleo : de soixante-douze à stars

Les événements du 18 mai 1972

Les causes lointaines de la crise de 1972

La mémoire collective retient la « crise de 1972 », en se rapportant principalement aux événements tragiques qui se déroulèrent en mai 1972. La crise puisa ses causes proches dans les évolutions d'une grève estudiantine qui débuta en janvier 1972, mais en réalité, les causes lointaines remontent à une accumulation de frustrations depuis plusieurs années. Face à la contestation de leur légitimité, les autorités ont réagi par les arrestations et la répression, ce qui a fait monter la tension politique.

ERICK RABEMANANORO

Le pouvoir a tenté de réagir par les arrestations et la répression. « Les événements sanglants du 13 mai 1972, qui marquèrent l'apogée de la crise, ne furent en fait qu'un épisode de plus dans les méthodes coercitives choisies par le gouvernement pour tenter de garder le contrôle face à la contestation de son pouvoir »¹ : vague de procès politiques de 1969 à 1972, dont celui d'André Resampa ; arrestations et répressions violentes dans le sud du pays en 1971, du fait de tensions entre les groupes démunis et les représentants de l'État à cause du système de recouvrement fiscal². La littérature fait état de deux sources principales de frustration politique qui peuvent être considérées comme des causes lointaines. D'une part, le comportement du parti au pouvoir, le Parti social-démocrate (PSD), et d'autre part, la perception d'une présence française encore trop importante dans le pays, malgré le retour à l'indépendance.

MÉFIANCE

Les pratiques du PSD ont été la première source de frustration politique. Le système électoral mis en place garantissait au parti présidentiel une domination sur la vie politique : le chef de l'État était réélu sur des scores-fleuves à chaque présidentielle et les législatives confortaient à chaque fois l'hégémonie du PSD. Les statistiques parlementaires rendaient compte de cette emprise profonde du PSD sur la vie politique du pays : tant après les législatives de 1965 qu'après celles de 1972, seuls trois députés sur les 107 qui composaient l'Assemblée nationale n'étaient point issus du parti au pouvoir. Le Sénat était, quant à lui, entièrement occupé par le PSD, à l'exception de deux sièges octroyés à des

représentants des Églises catholique et protestante³. Toutefois, les résultats des scrutins de la première République soulevèrent méfiance⁴.

Le parti au pouvoir se comportait de manière arrogante, même dans les plus petits détails de la vie quotidienne : « Un jour de juin 1969, je me souviens que, arrivés après le coucher du soleil à la rivière de Beroroha, les passeurs (du bac), après m'avoir contraint à une longue attente et être assurés qu'il ne s'agissait pas d'une tournée subversive, avouèrent qu'ils avaient reçu du fanjakana local l'instruction de ne pas transporter sur le bac des voitures des gens de l'opposition »⁵.

ERREURS D'APPRÉCIATION

Le quadrillage du pays par le PSD encouragea le sobriquet d'« État-PSD » eu égard « au pouvoir présidentiel fort » et à « la centralisation croissante »⁶. En mars 1961, le PSD comptait 500 000 adhérents répartis en 900 sections⁷. Cette domination conférait aux membres du parti une impression d'invulnérabilité, qui les conduisit à des erreurs d'appréciation de la montée en puissance de la grève des étudiants de 1972, mais aussi à celles inhérentes au conflit avec les militants du parti Madagasikara otronin'ny Malagasy (Monima) dans le Sud, en 1971. Selon Jacques Foccart, ce fut le résultat de « la sénilité et de la défiance de Tsiranana », qui fit l'erreur de limoger André Resampa et ses proches du ministère de l'Intérieur, alors qu'ils avaient une bonne connaissance des problèmes du pays⁸.

La deuxième cause de frustration politique au sein de la population fut la perception d'une trop grande place accordée à la

France dans la vie publique à Madagascar. La situation illustre ce que l'ancien président ghanéen Kwame Nkrumah appelait le néo-colonialisme : « L'essence du néo-colonialisme est que l'État auquel il est soumis est, en théorie, indépendant et possède tous les attributs extérieurs de la souveraineté internationale. En réalité, son système économique et donc sa politique sont dirigés de l'extérieur »⁹. L'ambassadeur de France, Alain Plantey, (1967-1972) était lui-même un ancien proche collaborateur de Jacques Foccart, artisan du réseau franc-africain.

Sur le plan économique, le retour à l'indépendance ne modifie pas la structure du tissu économique malgache¹⁰. L'appareil économique à Madagascar était en effet contrôlé à 80 % par des étrangers¹¹. L'aide française était par ailleurs fortement présente, rendue nécessaire par les faiblesses des ressources internes de l'État : « Madagascar est comme un enfant marié cohabitant avec ses parents »¹². Le pays faisait partie de la Zone franc, ce qui permettait « une convertibilité à parité fixe du FMG » avec le franc français¹³.

Les accords de coopération, signés avec la France le 2 avril 1960, étaient un ensemble de 11 documents, traitant, entre autres, de la coopération dans le domaine de l'économie et des finances, de la politique étrangère, de la défense et de l'enseignement, des domaines qui « empiètent singulièrement sur la souveraineté d'une nation »¹⁴.

PRÉSENCE

Sur le plan politique et militaire, des Français se retrouvaient encore à des postes-clés, près de dix ans après le retour à l'Indépendance, aussi bien dans le gou-

vernement, la haute administration, ainsi que l'armée et la gendarmerie¹⁵. Paul Roulleau, le chef de cabinet du Président Tsiranana, ainsi que le Colonel Bocchino, Commandant de la Gendarmerie nationale puis Chef d'État-major particulier du chef de l'État malgache, sont Français. Cette présence d'officiers français à des postes influents aiguïsa particulièrement la susceptibilité des officiers malgaches¹⁶.

Dans le domaine de l'éducation, les enseignants et les élèves étaient contraints de suivre des programmes très largement inspirés de ceux instaurés en France, mettant à l'honneur l'usage de la langue française, dont la promotion était garantie en ces termes par les accords de coopération de 1962 : «*Considérant que, concurremment avec la langue malgache, la langue française et l'enseignement d'inspiration française sont pour le peuple malgache l'instrument historique de sa promotion moderne et de son développement culturel, politique, économique et social*». À l'université, l'on estimait que 200 des 250 enseignants présents étaient français¹⁷.

Philibert Tsiranana affirme sa francophilie dans un discours en 1962 : «*nous tenons avec la même fermeté à ce que nos enfants continuent d'être nourris de la culture et de la science françaises*»¹⁸. Il perpétuait indirectement la volonté du général Joseph Galliéni qui avaient défini ainsi les objectifs de l'enseignement en 1899 : «*faire des jeunes Malgaches des sujets fidèles et obéissants à la France, et à cette fin, se consacrer à l'enseignement de la langue française et des notions d'histoire, de géographie, etc. pouvant inculquer aux élèves l'idée de la grandeur et de la civilisation de leur nouvelle patrie*»¹⁹.

THÉMATIQUE RÉCURRENTÉ

Dans ce contexte, la « malgachisation », en référence à une volonté de s'émanciper de la mainmise de la France dans l'économie et l'enseignement, devient une thématique récurrente à partir de la fin des années 1960. La formation de « cadres nationaux adaptés aux besoins du développement de l'économie » est une des revendications émises lors de Journées nationales de développement en avril 1971. Dans un cadre plus large, les participants à ces journées souhaitent

«*adapter les programmes scolaires aux réalités du pays, réviser les accords de coopération, et utiliser la langue malgache dans l'enseignement, condamner les attitudes importées qui dépersonnalisent la pensée malgache*»²⁰. En réaction à cette présence française prédominante dans la vie nationale, de nombreuses banderoles, lors des manifestations de 1972, servirent de supports à des messages à connotation francophobe tels que «*langue française, langue d'esclavage; accords de coopération, accords d'esclavage*»²¹, ou encore «*à bas l'impérialisme culturel; accords de coopération = obstacle au développement*»²². Les événements de 1972 ont donc «*peut-être, surtout, voulu sonner le glas d'un système économique essentiellement tourné vers la défense des intérêts étrangers – en particulier français*»²³.

Une partie de la population trouva donc, dans la crise de 1972, l'occasion d'exprimer son rejet de l'omniprésence française dans la vie quotidienne. Dans ce contexte, le mai 1968 français eut également des effets à Madagascar, portés par «*de jeunes coopérants qui se voulaient "libérateurs"*»²⁴. Philibert Tsiranana, lui-même, affirma que des professeurs français, «*des communistes*», furent à l'origine des événements de 1972²⁵. Le modèle donné par les mouvements de protestation français de 1968 renforça la motivation des leaders de l'opposition et d'une partie de la jeunesse à entrer en protestation visible contre le chef de l'État malgache. Conscient de cette situation, Philibert Tsiranana mit en garde les Malgaches contre le danger que représenterait pour l'économie la réplique d'une crise comme celle vécue en France.²⁶ Le chef de l'État eut également des mots très durs contre ceux qui prônaient la révision des accords de coopération avec la France, traitant d'«*imbéciles*» les Malgaches qui «*se croient colonisés*» à cause de ces accords²⁷.

Outre ces sources de ressentiment contre le pouvoir en place, d'autres motifs de délégitimation des institutions sont également mentionnés dans la littérature²⁸, à commencer par les dissensions internes au sein du PSD, et dont la gestion accaparait l'attention du chef de l'État au détriment des affaires nationales. La santé fragile du Président Tsiranana favorisa ces tentatives

de division animées par ceux qui espéraient lui succéder. «*On le (Tsiranana) soupçonnait de n'avoir plus prise sur les affaires publiques et d'être manipulé par ses nombreux conseillers techniques en majorité français*»,²⁹ affirme le général Mijoro Rakotomanga.

DÉMOCRATIE DE FAÇADE

La crise de 1972 résulte donc de la « démocratie de façade » qui est observée à Madagascar depuis 1960, et qui se caractérise par un écart important entre, d'une part, les principes et valeurs de la démocratie, et d'autre part, leur application réelle³⁰. Elle résulte «*d'un ensemble de facteurs qui fonde le moule crisogène de la vie politique à Madagascar : un système politique inefficace à répondre aux exigences qui lui sont soumises; un système d'acteurs d'équilibre inapte à réguler la tension politique; des écarts flagrants entre une relative bonne connaissance des principes de la démocratie et leur application concrète, à commencer par le manque de crédibilité du système électoral; une socialisation politique défailante; l'inefficacité des formes de contestation non violentes; et la présence de clivages qui obère le principe d'égalité pourtant à la base de la démocratie*»³¹.

Cette démocratie de façade se traduit, entre autres, par un système électoral biaisé afin de favoriser le candidat d'État ; une volonté de limiter les droits civiques et les libertés de l'opposition et des citoyens en faisant un usage fallacieux des dispositions du Code pénal ; et un équilibre des pouvoirs non réalisé du fait de la domination du pouvoir exécutif sur les pouvoirs législatifs et judiciaires ; et des abus reflétant un sentiment d'impunité. C'est ce cocktail crisogène quasi-permanent qui a été à l'origine de la crise de 1972 à Madagascar, mais aussi de toutes celles qui ont suivi. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. **P**

RÉFÉRENCES : 1 Rabemanano, 2021, 2ib. 3Spacensky, 1970, p. 451, 4Blum, 2011, p. 75, Vérin, 2000, p. 270 ; 5 Vérin, 2000, p.270, 6Chaigneau, 1985, p. 30, 7Spacensky, 1970, p. 374, 8Saura, 2006, p. 121, 9Nkrumah, 1965, 10Goguel, 2006, p. 122, 11Hugon, 1989a, p. 53, 12Randrianarisoa & Razafimahefa, 1991, p. 75, 13Hugon, 1989a, p. 62, 14Blum, 2011, p. 62, 15Spacensky, 1970, p. 497, 16Rakotomanga, 1998, pp. 33-35, 17Blum, 2011, p. 67, 18Goguel, 2006, p. 177, 19Goguel, 2006, pp. 48-49, 20Goguel, 2006, pp. 331-332, 21Tiersonnier, 2004, p. 47, 22Blum, 2011, p. 72, 23Rabetafika, 1990, p. 38, 24Tiersonnier, 2004, p. 47, 25Saura, 2006, p. 209, 26Saura, 2006, p. 71, 27Saura, 2006, p. 118, 28Rabibera, 2007, p. 126 ; Saura, 2006, p. 67 ; Chaigneau, 1985, p. 30, 291998, p. 48, 30Rabemanano, 2021, 31ib.

1972 : la revanche des « battus »

La mémoire collective a clairement choisi son camp : les événements de 1972, qui ont mis fin à la première République, étaient le soulèvement d'un peuple contre le néocolonialisme français.

DENIS ALEXANDRE LAHINIRIKO

L'État-PSD n'était pas la rupture tant espérée par le mouvement d'émancipation qui, depuis au moins les années 30, luttait pour la fin de l'oppression et de la répression coloniale. En dépit de l'indépendance de 1960, l'économie du pays était largement dominée par les intérêts français. Les grandes compagnies ainsi que les capitaux étaient encore français. Même dans le fonctionnement de la République, l'Administration fonctionnait avec le soutien des « coopérants », perpétuant ainsi un système déjà en vigueur du temps de la colonie.

ABSENCE D'UNE VÉRITABLE INDÉPENDANCE

L'enseignement est un exemple tant de fois cité pour fustiger le néocolonialisme français. Pour l'observateur d'aujourd'hui, il est tout à fait compréhensible que la population se soulevât contre un système qui perpétuait les aspects les plus honnis de la colonisation. D'ailleurs, dans les pratiques du pouvoir, durant la première République régnait encore l'autoritarisme. Le Président Philibert Tsiranana était considéré comme l'homme que la France avait choisi pour défendre ses intérêts et ses positions à Madagascar.

À cette époque, la Grande île s'alignait sur le bloc de l'Ouest à une période où la guerre froide battait son plein et obligeait presque tous les pays à choisir leur camp. La présence de base militaire française de Diégo-Suarez ou encore la base de la Nasa à Imerintsiatosika est souvent évoquée comme le signe même de l'absence d'une véritable indépendance. D'ailleurs, les accords de coopération étaient jugés comme le symbole par excellence d'une indépendance donnée, non pas au profit des Malgaches, mais au bénéfice de l'ancienne puissance colonisatrice.

ARTISANS

Le jugement est ainsi sévère. Il a été réitéré, voire amplifié par les initiateurs des autres crises sociopolitiques antérieures. 1972 est devenu le symbole du soulèvement du peuple éveillé contre tout autoritarisme. C'est la preuve que les Malgaches sont une population qui chérit la liberté et se donne les moyens pour l'avoir. Les événements de 1972 sont donc essentiellement à caractère politique. Ils n'étaient pas une « marche de la faim » durant laquelle l'on fustigeait la « mauvaise gouvernance » ayant appauvri le pays, il s'agissait plutôt de dénoncer un système politique qui serait à l'opposé des aspirations « réelles » de la population.

Pourtant, en 1958, la majorité des Malgaches avait choisi le « oui » lors du référendum pour la mise en place de la Communauté française. Par contre, Antananarivo a voté en majorité pour le « non ». Et quand l'indépendance était acquise en 1960, la capitale l'a bien accueillie, même si une partie de ses habitants estimait que ses vrais artisans étaient les trois parlementaires du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) revenus au pays en juillet 1960.

DEUX CAMPS

Cette situation montre bien la relation complexe qu'entretenait Antananarivo avec le régime Tsiranana. La ville a été longtemps le principal bastion du mouvement d'émancipation malgache. Le nationalisme y est même né vers le début du XX^e siècle avec la VVS. Le MDRM l'a choisie pour implanter son siège. Les principales figures politiques malgaches des années 40 et 50 y avaient élu domicile. Avec la mise en place de la Loi-cadre à partir de 1956, les rivalités politiques y étaient les plus fortes.

Rapidement, deux camps semblent se dégager. D'abord, les partisans d'une indépendance sans rupture brusque avec la

France. Ensuite, ceux qui clamaient une autodétermination « immédiate et totale ». Les nationalistes historiques, du moins ses héritiers, étaient bien évidemment dans le deuxième camp. Le Comité d'entente et d'action politique (CEAP) comme leur « frère ennemi » du catholicisme politique de l'Union des indépendants de Tananarive (UIT) en sont les principales organisations. Revendiquant les héritages de la Vy vato sakelika (VVS), de Ralaimongo et du MDRM, ils s'estimaient les plus légitimés à prendre la place des colonisateurs à leur départ. Seulement, cela n'était pas le cas. Non seulement, le nouvel État a été rempli de milliers de coopérants français, mais le pouvoir revenait à un homme taxé de « fidèle parmi les fidèles » à l'ancienne puissance colonisatrice et son Parti social-démocrate (PSD) issu du Padesm.

C'est sur ce point d'histoire qu'il faut comprendre les événements de 1972. Tsiranana est-il réellement l'« homme de paille » tel qu'on l'a longtemps dépeint ? Rien n'est plus simple. L'itinéraire de cet instituteur, né en 1912 à Anahidrano, dans le district d'Antsohihy, montre pourtant qu'il a longtemps fréquenté le milieu nationaliste historique et avait, plusieurs fois, exprimé des positions qui lui sont favorables.

ÉLITE CÔTIÈRE

Le premier Président malgache a fait ses études à l'école Le Myre de Vilers. Conseiller provincial de Majunga, membre de l'Assemblée représentative, en 1946, ce Tsimihety, instituteur de cadre supérieur, se rend en France comme boursier pour un stage de professeur à l'École normale de Montpellier. À cette époque, sous l'influence de l'instituteur français Condaminas, il adhère au Groupe d'études communistes et assiste aux réunions organisées par les communistes de la capitale. En 1947, il donne son adhésion au Padesm et devient membre de son comité central

et, à ce titre, collabore régulièrement au journal *Voromahery*. En 1949, il est l'un des fondateurs de l'Amicale des étudiants malgaches côtiers (Aemc), issue d'une scission de l'Association d'étudiants d'origine malgache (Aeom). Il en assure la présidence jusqu'en 1950.

Un tel parcours explique, en partie, sa position politique très francophile, même s'il subit également l'influence des idées nationalistes. Mais il est l'archétype de l'élite côtière de l'après-guerre et adhère volontairement aux discours officiels de la France sur la relation entre les Malgaches et notamment entre Merina et non-Merina. En 1951, il envisage de présenter sa candidature aux législatives, mais se désiste en faveur de Raveloson Mahasampo. Ensuite, il se rapproche des cercles politiques nationalistes tananariviens et, à l'occasion, collabore avec eux. Ainsi, en 1954, il adhère à l'association Action madécasse dans le but de réaliser « *la paix sociale dans l'égalité et la justice par la défense des intérêts communs à tous ceux qui peuvent se réclamer de Madagascar* ».

IDÉES POLITIQUES

Après un voyage d'information en France au titre du Conseil municipal de Tananarive, il rentre en octobre 1955 pour préparer sa candidature pour les futures législatives. Adoptant la même position que les nationalistes de la capitale, il se prononce en faveur de l'augmentation du nombre de députés et de l'institution du collège unique. Finalement, ses idées politiques ne sont pas radicalement différentes de celles d'une majorité des nationalistes tananariviens qui adoptent la politique de collaboration et de résistance. Il ne donnait donc pas l'image d'un antinationaliste radical ou encore un « fantoche de la France », tel que certaine presse le taxera plus tard – quand il deviendra chef d'État.

La preuve en est qu'il participait en tant que représentant des « Côtiers » à la création de l'Union fraternelle de Madagascar. Au moment de l'application de la Loi-cadre, il défendait la conception unitaire du pays contre ceux qui voulaient un système plus décentralisé au risque de balkaniser le pays. Pour les législatives de janvier 1956, il bénéficiait même de l'investiture du Front national malgache qui regroupait un certain nombre de nationalistes tananariviens proches du monde catholique. Mais cela ne

l'empêchait pas pour autant d'être méfiant à l'égard de cette élite merina qu'il soupçonnait de vouloir confisquer le pouvoir.

QUESTION DE POUVOIR

Effectivement, le principal point de frustration concerne la succession de la France au moment de l'indépendance. Longtemps, les nationalistes historiques, au nom d'un long combat pour l'autodétermination de Madagascar, estiment que le pouvoir devait leur revenir. La paternité de la revendication de l'indépendance ne leur était pas attribuée. On rappelle que Raseta et Ravoahangy, lors de l'élection à la Première Constituante en novembre 1946, avaient milité pour une « indépendance immédiate et intégrale ».

“Avec le mouvement de 1972, leurs « héritiers » vont réussir là où les partisans du « non » au référendum de 1958 avaient échoué”

Le Parti du Congrès (AKFM) reprendra, plus tard, ce même programme quand il appellera en faveur du « non » lors du référendum de 1958. Celle-ci devient ainsi la principale position du nationalisme historique au moment de l'indépendance de Madagascar. Ses militants reprochaient alors à Tsiranana l'indépendance « en douceur » issue des négociations avec la puissance colonisatrice. À partir de ce moment, la dénonciation du *sarintsarinà fahaleovantena* (pseudo indépendance) a été le leitmotiv de ceux qui s'opposaient aux dirigeants de la première République.

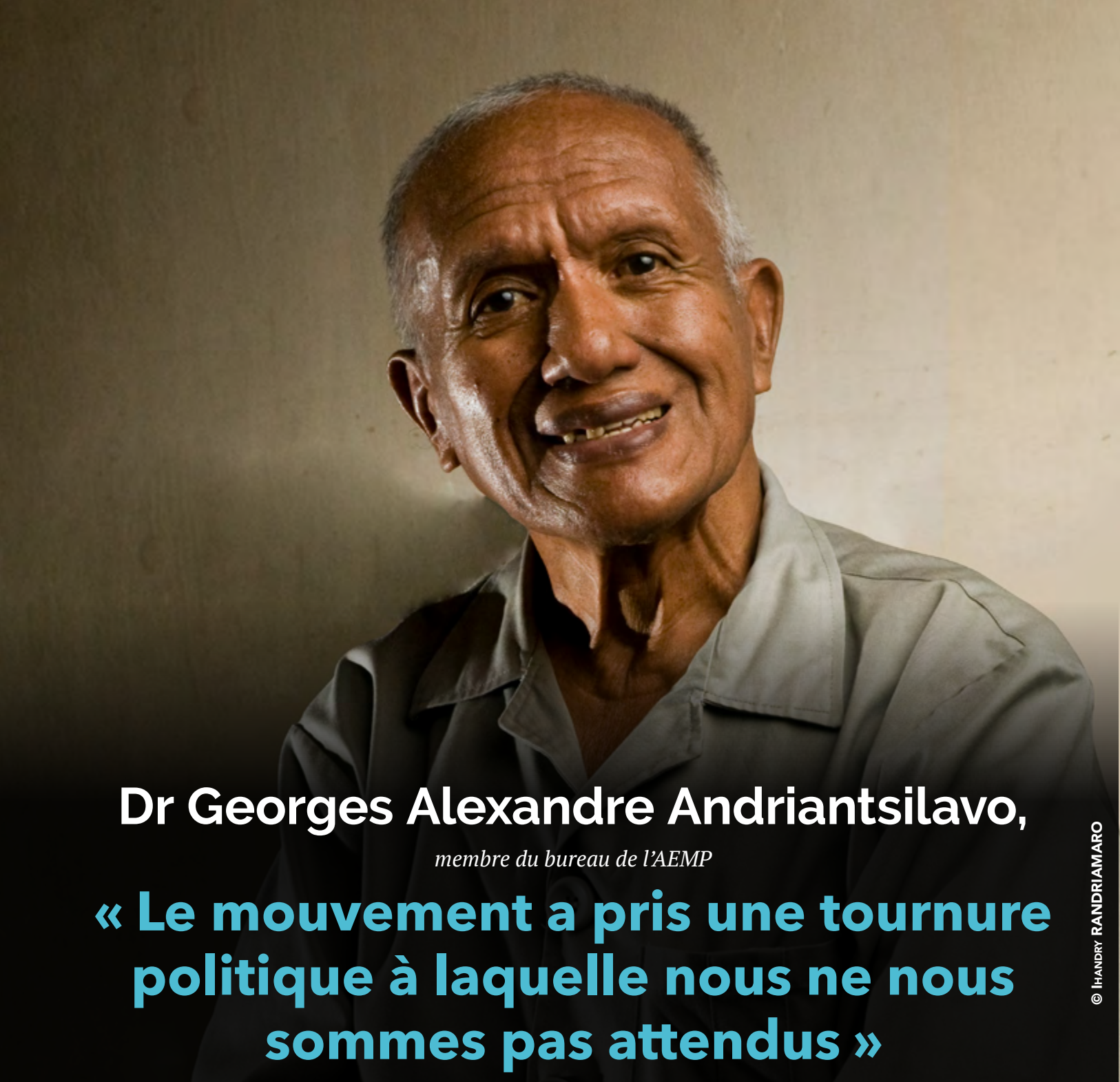
Avec le mouvement de 1972, leurs « héritiers » vont réussir là où les partisans du « non » au référendum de 1958 avaient échoué. Comme du temps du MDRM ou encore des communistes des années 50, ils vont réussir la promotion de la politique de « malgachisation » que la deuxième République va mettre en œuvre.

Ils vont même pouvoir imposer leur idéologie nationaliste comme base principale de l'État dirigé par Didier Ratsiraka. L'affront que le nationalisme historique avait subi en 1960 aurait été ainsi lavé après la réussite du mouvement de 1972, même si cela a cassé la dynamique de développement entrepris depuis une dizaine d'années.

INSURRECTION

Une telle situation est d'autant plus problématique que la forme d'indépendance obtenue par Tsiranana n'était pas foncièrement différente de celle revendiquée par le nationalisme historique tout au long de son évolution. Le MDRM avait clairement opté pour un État libre au sein de l'Union française en 1946, donc une indépendance en douceur comme en 1960. Il est évident que, depuis l'après-guerre, la situation politique n'avait cessé de se développer à Madagascar. L'insurrection de 1947-1948 y était pour beaucoup en impactant fortement la marche du pays vers l'indépendance. Il n'en demeure pas moins qu'entre Tsiranana et les nationalistes historiques, les positions politiques n'étaient jamais diamétralement opposées.

Au contraire, leur vraie différence, au moment de l'accession à l'indépendance, était tout simplement la question du pouvoir. Il va revenir à qui ? Tel était le réel enjeu. Le nationalisme historique tananarivien avait opté pour le « non » en 1958. Miné par une forte division, il n'était en mesure de peser sur les négociations pour l'autodétermination. Certes, certaines de ses grandes figures avaient rejoint Tsiranana, comme Ravoahangy et Rabemananjara, mais ses partisans n'ont jamais oublié leur échec en 1960. Les événements de 1972 constituent donc leur revanche sur l'histoire. **P**



Dr Georges Alexandre Andriantsilavo,

membre du bureau de l'AEMP

« Le mouvement a pris une tournure politique à laquelle nous ne nous sommes pas attendus »

© IHANDRY RANDRIAMARO

L'école de Médecine d'Ankadinandriana avait pour devise « Taniketsan'ny fitiavan-tanindrazana ». De nombreux étudiants de cet établissement ont marqué l'histoire de Madagascar à l'exemple des membres emblématiques du Vy vato sakelika (VVS) ou du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM). Dr Georges Alexandre Andriantsilavo est un monument vivant du syndicalisme, témoin privilégié de cette histoire. Il était membre du bureau de l'Association des étudiants en médecine et pharmacie (AEMP), qui avait initié en grande partie les mouvements de 1972.

VAN-LEE BEHAJA



Qu'est-ce qui a déclenché la colère des étudiants en Médecine ?

Georges Alexandre Andriantsilavo (G.A.A.) : Tout a commencé le 22 janvier 1972. Une coupure d'eau à Befelatanana qui a duré plusieurs jours a poussé les étudiants au mécontentement. Nous avons décidé de réclamer la résolution de ce problème auprès des dirigeants. Les manifestations ont duré pendant plusieurs jours dans l'enceinte de l'école, mais on ne nous a pas écoutés. Il n'y avait pas eu de réponse. Par la suite, nous avons demandé des conseils auprès de nos aînés du Syndicat des docteurs diplômés d'Antananarivo (Sedodia) ainsi qu'auprès de l'ordre des médecins.

Qu'est-ce qui vous a poussé à participer à la manifestation ?

G.A.A. : J'étais membre du bureau de l'Association des étudiants en médecine et en pharmaceutique (AEMP). Nous avons constaté que nous luttons à peu près pour les mêmes causes. Nous avons décidé d'unir nos forces avec le syndicat. Nous avons chacun notre tendance politique, mais face à la situation qui était délétère, nous avons fait preuve de solidarité.

Pouvez-vous résumer les objets premiers de votre revendication ?

G.A.A. : Nous réclamions l'amélioration de la nourriture, de l'eau, les bourses académiques et la réouverture de l'école de Befelatanana. Nous avons recommandé le *sekoly tokana* ou l'école unique. Une école nouvelle qui réunirait les deux établissements à Ankatso et à Befelatanana. Certes, les enseignements à Befelatanana étaient assez complets, mais il fallait juste y apporter de l'amélioration par rapport à l'environnement et surtout nous réclamions qu'il n'y ait qu'un seul et même cursus. La réaction de l'Administration était violente. Nous pouvons remarquer que l'école de Médecine de Befelatanana avait été supprimée. C'est passé entièrement à travers de nos revendications.

Avez-vous ressenti une sorte de discrimination ou de partialité entre les étudiants de Befelatanana et d'Ankatso ?

G.A.A. : Nous étions en très bons termes avec les étudiants d'Ankatso. Nous avons

fait tout de même la remarque que les médecins sortants de Befelatanana étaient envoyés dans les zones rurales et ceux d'Ambohitsaina bénéficiaient des postes en milieu urbain. Il fallait de toute façon répartir les médecins mais d'une manière équitable, pour que les régions, qu'elles soient urbaines ou rurales, puissent jouir des soins médicaux convenables.

Comment avez-vous procédé ?

G.A.A. : Le Sedodia et l'ordre ont proposé les mêmes pistes d'amélioration : une nouvelle organisation et davantage de solidarité. Nous avons donc formalisé l'AEMP pour cadrer notre mouvement. Il ne nous restait plus qu'à nous concerter sur les problèmes et sur les solutions recommandées en interne avant de les avancer comme objets de nos revendications.

Rapidement les politiciens ont remarqué l'affluence que prenait ce mouvement estudiantin

Nous nous sommes inspirés des convictions du Sedodia. Ainsi, les objets de notre requête se résument en deux points : le droit à une éducation égale pour tous les enfants malgaches et le droit à des soins pour tous citoyens. Mais les dirigeants ont réagi négativement face à la manifestation. Voilà pourquoi ils ont menacé de procéder à la fermeture de l'école de Befelatanana. D'ailleurs, ils sont passés à l'acte quelque temps après. L'AEMP a été dissoute. À partir du 23 avril 1972, les membres de notre mouvement ont rejoint les étudiants à Ankatso et ont formé le conseil permanent qui se réunissait tous les soirs.

D'après votre lecture, pourquoi une simple manifestation estudian-

tine s'est-elle muée en révolution populaire ?

G.A.A. : Rapidement, les politiciens ont remarqué l'affluence que prenait ce mouvement estudiantin. Très vite ils s'en sont emparés pour le manipuler. Un soir, les FRS avaient procédé à l'arrestation des étudiants à Ankatso. Des leaders comme les docteurs Ratsarazaka et Manan'Ignace avaient été envoyés à Nosy Lava. Rapidement, les parents d'élèves sont entrés dans la partie. Ils réclamaient la libération de leurs enfants. Le mouvement populaire du 13 mai 1972 a ainsi eu lieu et a pris une ampleur aussi grande. Les étudiants ont été libérés, mais la situation ne s'était pas arrangée. Les étudiants et les FRS sont entrés en conflit. Ces derniers se sont repliés à l'hôtel de ville qui a, au final, été incendié par des cocktails Molotov lancés par les étudiants.

Avez-vous pensé que la manifestation que vous avez initiée aurait eu cette portée ?

G.A.A. : Non, pas du tout ! Nous étions vraiment étonnés que le Président Philibert Tsiranana ait démissionné. Certains avaient déjà avancé qu'il était déjà atteint d'un Accident vasculaire cérébral (AVC) à l'époque, mais nous n'avions aucune preuve. Nous n'avons en aucun cas prévu de faire un coup d'État. On voulait juste déboucher sur des solutions effectives à nos problèmes. Le mouvement a pris une tournure politique à laquelle nous ne nous sommes pas du tout attendus. La renégociation des accords de coopération nous a surpris.

Votre mouvement au sein de l'école de Médecine était-il noyauté par des politiciens de l'AKFM, comme on l'a laissé entendre ?

G.A.A. : Non, il ne l'était pas. Nous nous sommes contentés de demander conseil au Sedodia, qui était formé majoritairement des membres de l'AKFM, rappelons-le. Les étudiants avaient leurs partis politiques. Il n'y a pas du tout eu de manipulations politiques là où nous avons commencé. Même l'AKFM nous a prévenus que notre manifestation pouvait être manipulée par les politiciens. Cela pouvait nous nuire. **P**



«Nous étions conscients du caractère néocolonial des rapports entre Madagascar et la France»

Micheline Ravololonarisoa et Michel Rambelo, connus respectivement pour leur sobriquet de Michou vavy et Michou lahy, étaient des figures de proue du mouvement étudiant. Pour Politika et selon leur perception, ils reviennent sur la genèse du mouvement et sur le rôle que les élèves, les collégiens et les lycéens ont joué.

MICHELINIE RAVOLONARISOA ET MICHEL RAMBELO

Mai 1972, 12 ans après l'obtention de l'indépendance et après une victoire du Président Philibert Tsiranana avec un score de 99,7% lors des élections présidentielles de janvier 1972, le «régime PSD» (Parti social-démocrate) fut balayé par un mouvement populaire initié par une jeunesse qui avait soif d'exister devant le pouvoir de l'État *raiamandreny*. Ce mouvement revendiquait le droit d'interpeller le régime sur ses relations avec l'ancienne puissance coloniale et remettait en cause les processus de domination culturelle, économique et politique qui régissaient ces relations. Ce mouvement, loin d'être spontané, a été pensé et organisé par un groupe d'étudiants dont nous avons fait partie.

COMMISSION

Nous étions animateurs de la grève universitaire d'avril 1971 qui, à l'époque, remettait déjà en question la subordination de l'université malgache au ministère français de l'Enseignement supérieur, en contestant

l'application de décrets pris à Paris pour régir les examens universitaires. L'issue du mouvement nous est restée en travers de la gorge : suspension de la grève avec la fermeture *sine die* de l'université, des revendications enlisées et noyées dans les méandres de la commission que les autorités malgaches et françaises ont mise en place pour, soi-disant, apporter des réponses aux revendications des étudiants. Une commission dont les travaux n'ont absolument rien résolu.

Nous n'étions pas des enrégés affiliés à des partis politiques, mais des étudiants militant dans des associations chrétiennes ou estudiantines, actifs au sein de la Fédération des associations des étudiants de Madagascar (Faem), et qui, soucieux de son indépendance, rejetaient l'emprise qu'avait le parti d'opposition, le Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar (AKFM) sur lui. Cet engagement a contribué à notre formation à la chose politique, une formation militante dans l'action. Il nous a ouvert sur

le monde des luttes de libération nationale, aussi bien en Amérique latine qu'en Afrique, en passant par l'Indochine. En effet, à l'époque, la Faem était membre de l'Union internationale des étudiants, une organisation internationale de gauche, proche de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Du fait de cette affiliation, nous étions au fait des luttes de libération à travers le monde et nous avions une appréhension des réalités néocoloniales au-delà de Madagascar.

IMPACTS

Il faut par ailleurs noter que notre lecture critique du système éducatif avait pour origine une prise de conscience politique qui remontait au séminaire national de la Faem, à Antsirabe, en avril 1968 dont le thème était «Malgachisation et démocratisation de l'enseignement». Non seulement ce séminaire avait posé le problème du caractère sélectif du système éducatif, mais, en outre, il a réfléchi sur la malgachisation de l'enseignement dont le corollaire était la nécessité de ...

... rompre les liens avec le système français. Un an plus tard, le congrès de Tamatave débattait sur le thème « Université et société » pour approfondir les thèmes dégagés par le séminaire d'Antsirabe. Assez tôt, nous étions assez conscients du caractère néocolonial des rapports que Madagascar entretenait avec l'administration française et leurs impacts sur le système éducatif et avons engagé l'élaboration d'un corpus politique qui allait nourrir le mouvement étudiant.

Sur un plan plus général, il ne faut pas oublier qu'à l'époque, l'université, malgré les relations ambiguës qui pouvaient s'instaurer entre les acteurs de la vie universitaire, était un creuset où les idées, les débats, le plus souvent informels, autour de sujets sociaux ou politiques bouillonnaient en toute liberté, malgré une censure imposée par l'État sur les publications qu'il considérait comme subversives. Ainsi, la revue tiers-mondiste *Africasia* de Simon Malley était interdite à Madagascar, mais circulait sous le manteau à l'université.

À ces débats participaient aussi bien des étudiants, affiliés ou non à des partis politiques, qui voulaient approfondir leur culture politique, que des enseignants progressistes qui adhéraient à la pensée de l'économiste Samir Amin, aux idées du philosophe Herbert Marcuse, ou de l'agronome René Dumont, sans oublier les aumôniers proches du christianisme social. Même si ces débats et ces discussions n'intéressaient qu'une minorité d'étudiants, il y avait là un foisonnement d'idées qui ne pouvait être que formateur, car il favorisait l'esprit critique et l'analyse. Et ce sont ces étudiants qui, plus tard, constitueront le noyau dur des commissions d'études et d'animation mises en place lors de la grève d'avril-mai 72. Frustrés et déçus par l'issue du mouvement de 71, mais gardant l'espoir de reprendre la lutte, nous continuions ainsi à militer au sein des associations d'étudiants, tout en guettant le contexte qui permettrait de relancer le mouvement.

FORMATION À DEUX VITESSES

En décembre 1971, les étudiants de l'école de Médecine de Befelatanana engagent une grève corporatiste avec des revendications concernant leurs conditions d'hébergement. Cette école a été créée en 1896 par l'administration coloniale pour former les auxiliaires malgaches des médecins français. À l'indépendance, elle fut maintenue pour

former les médecins, dont la scolarité durait cinq ans, et qui, après, œuvraient essentiellement dans les zones rurales. Cette situation a créé une formation de médecins à deux vitesses, avec d'un côté l'école de Befelatanana et de l'autre la faculté de médecine de l'Université Charles de Gaulle d'Antananarivo qui formait les futurs médecins « de ville », dont une partie du cursus se poursuivait dans les facultés de médecine en France.

La grève a repris au mois de janvier 1972 après l'intermède électoral. Accaparées par la gestion de leur victoire électorale et ignorant les revendications des étudiants, les autorités ont laissé pourrir le mouvement. Mais début avril, les élèves des principaux lycées de la capitale, notamment les lycées Gallieni et Jules Ferry, ont manifesté leur colère contre l'abrogation par le vice-Président Calvin Tsiebo de la décision prise par le ministre de l'Éducation malgache. Après avoir consulté Paris, Laurent Botokeky, voulait modifier les règles d'entrée en seconde dans les lycées afin d'en démocratiser l'accès.

Nous avons suivi et analysé avec attention l'évolution de ces mouvements. En analysant leur contexte, nous avons estimé vers la fin du mois de février que les conditions étaient réunies pour créer une dynamique qui permettrait d'enclencher un mouvement de grande ampleur. D'un côté, les étudiants de Befelatanana et les élèves des lycées ne lâchaient pas prise. Quant aux étudiants à l'université, ils vivaient toujours dans une atmosphère de débats et d'analyses critiques dans le sillage du mouvement de 71. Ils commençaient à se poser des questions existentielles. En 1971, la section théâtrale de l'Association théâtrale et artistique de l'université de Madagascar (Ataum) avait déjà présenté la pièce *Fa iza aho ?* (Qui suis-je ?), une création collective dont le titre était explicite et reflétait les interrogations des étudiants.

De l'autre côté, ces mouvements se déroulaient dans un contexte d'incertitudes politiques. Le parti PSD connaissait des affrontements internes fractionnels. Le président de la République était malade. Des rumeurs de complots divers s'étaient propagées également. Des publications très critiques à l'égard du régime se diffusaient sous le manteau. L'insurrection du Sud menée par le Monima en avril 1971, bien que

durement réprimée, a semé dans la société malgache des graines de révolte grâce aux militants du journal *Andry* (le Pilier). Nous avons jugé que le contexte était favorable et que les conditions étaient réunies pour que la lutte puisse reprendre.

VERS LA CONVERGENCE DES LUTTES

La question principale qui se posait à nous était celle de savoir comment faire converger les luttes sans pour autant être taxés d'opportunistes ou de vouloir instrumentaliser ces mouvements ? Notre objectif était de créer, à partir de nos luttes dispersées, un mouvement collectif revendicatif doté d'une portée générale et indépendant des partis politiques. Pour cela, il fallait proposer aux dirigeants de ces mouvements un cadre d'analyse politique qui assurait la congruence des revendications particulières pour leur donner un sens commun. Un système éducatif inégalitaire, *sekoly mian-gatra*, et néocolonial, un régime qui infantilise et qui n'écoute pas la jeunesse, ont constitué le cadre proposé aux étudiants de Befelatanana et aux lycéens pour faire converger les luttes. Ils pouvaient y intégrer leurs revendications respectives.

Nous avons travaillé sur deux fronts : les lycéens d'un côté et les étudiants de Befelatanana de l'autre. D'abord, nous avons commencé par l'approche des étudiants de Befelatanana. Nous avons estimé qu'avec les lycéens, la convergence serait relativement aisée, car il existait un dénominateur commun entre la grève universitaire d'avril 1971 et le mouvement des lycéens : le refus d'un système éducatif favorisant l'inégalité sociale et un mécontentement à l'égard des responsables politiques.

Avec les étudiants de l'école de Médecine de Befelatanana, la question était plus délicate pour deux raisons. La première, c'est qu'il fallait amener ces étudiants à passer des revendications corporatistes concernant la gestion de leurs conditions de vie à des considérations plus politiques. Ce, sans pour autant leur forcer la main ou leur donner l'impression qu'on essayait de noyer leurs revendications. Il fallait faire d'autant plus attention que l'école de Befelatanana avait une longue tradition de luttes nationalistes contre le pouvoir colonial. Mais la manœuvre a été facilitée par le fait qu'avec le temps, ces revendications avaient évolué progressivement vers la question de la formation des médecins à Madagascar.

L'autre raison, plus sensible, est le fait que l'association des étudiants de Befelatanana était noyauté et contrôlée par l'AKFM à travers le Sendikàn'ny dokotera diplao-man'Antananarivo (le syndicat des médecins diplômés de Befelatanana, Sedodia) inféodé à ce parti (lire l'interview du Dr Georges Alexandre Andriantsilavo p.25 afin de clarifier ce point de vue qui est loin d'être partagé par tous les acteurs du mouvement, dont les initiateurs au sein de l'école de Médecine, NDLR). À l'époque, l'AKFM, tout en se positionnant comme le principal parti d'opposition du régime, adhérait à une grande partie du programme de ce dernier. Mais surtout, nous n'avons pas oublié qu'en 1971, ce parti a manœuvré pour éviter toute jonction entre le mouvement étudiant de l'Université et le soulèvement des paysans dans le Sud dirigé par le Monima et qu'il avait tout fait pour étouffer la grève des étudiants pour que celui-ci ne contamine pas la capitale sur laquelle il (l'AKFM) régnait.

APPROCHE PROGRESSIVE

Nous avons opté pour une approche progressive en commençant par affirmer notre solidarité avec leur mouvement. Cette position s'inscrivait dans la philosophie de la Faem. Nous sommes allés les rencontrer dans leur cité à Befelatanana. Nous avons commencé à discuter avec leurs délégués des relations entre notre mouvement de 1971 et la situation de l'enseignement de la médecine à Madagascar, des inégalités observées entre les conditions de vie et d'études des étudiants à Ankatso qui bénéficiaient de nombreux privilèges et celles des étudiants de Befelatanana. Ces discussions furent facilitées par la présence du président des étudiants en médecine d'Ankatso dans notre délégation, mais aussi par le travail mené par des enseignants de la faculté de médecine.

Dans un deuxième temps, nous avons été invités à une rencontre avec les étudiants et quelques enseignants à l'amphithéâtre de Befelatanana. Les questions de la formation des médecins à Madagascar, de la nécessité d'engager des réformes avaient été abordées. Des discussions ont émergé une analyse partagée de la situation et la nécessité de faire converger des luttes. Cette convergence a recueilli un large consensus, malgré la réticence de certains professeurs de l'école de Médecine. Une fois acquise, la convergence a permis d'organiser des réu-

nions avec les délégués du lycée Gallieni. Mécontents de la reculade du gouvernement sur la question de la démocratisation du concours d'entrée en seconde, les lycéens furent rapidement convaincus de la nécessité de faire une jonction avec la lutte des étudiants de Befelatanana.

LE 24 AVRIL 1972 : DÉCLENCHEMENT DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

Par la suite, des réunions se sont tenues dans les locaux de la Faem avec les délégués des étudiants de Befelatanana, des lycéens et nous, les « survivants » de la grève de 71. Il s'agissait d'affiner notre stratégie de combat : comment sensibiliser les autres établissements de la capitale ? Comment amener la population à soutenir le mouvement ? La décision des autorités malgaches de dissoudre l'association des étudiants en médecine et pharmacie de Befelatanana le 22 avril et la fermeture de l'école ont accéléré les actions.

Ce « mouvement de mai 72 » est né d'une prise de conscience d'une jeunesse qui s'est indignée devant un système inégalitaire

La date du 24 avril a été retenue pour déclencher la grève générale, car il ne fallait pas laisser au gouvernement le temps d'engager une répression plus dure. La veille, des tracts ont été rédigés et toute la nuit, les photocopieurs de la Faem ont tourné. Le lendemain, les lycées et les collèges de la capitale ont commencé à être inondés de tracts et il en était de même de l'Université. Les dirigeants du mouvement de Befelatanana ont, quant à eux, mobilisé leur base dispersée à travers la capitale. Des assemblées générales ont été organisées dans chaque

établissement. Le 25 avril, un *meeting* rassemblant étudiants et élèves a été organisé au Jardin d'Ambohijatovo, au centre-ville, où le hasard a voulu qu'un camion-benne soit stationné. Il a pu servir de tribune pour haranguer la foule. Ainsi, la population de la capitale a su que le mouvement était enclenché. Elle a pu s'ouvrir petit à petit aux revendications des grévistes.

MOUVEMENT DÉCLENCHÉ PAR LES LYCÉENS, COLLÉGIENS ET ÉTUDIANTS

Ce « mouvement de mai 72 » est né d'une prise de conscience d'une jeunesse qui s'est indignée devant un système inégalitaire qui ne répondait pas à ses aspirations de démocratie, d'égalité, de justice et le désir d'exister comme acteur de son avenir. Cette jeunesse s'est levée pour lutter contre ce système. Sa lutte a bénéficié d'un contexte politique favorable, avec un régime fragilisé par une crise interne.

Par ailleurs, ce mouvement s'est développé en dehors des partis politiques et il a pu garder son autonomie grâce à une Faem libérée de ses liens avec l'AKFM. C'est une erreur que de penser que la fédération n'avait pas eu une part active dans la genèse du mouvement ou qu'elle a rejoint le mouvement en cours de route. Lorsque nous voyons comment ce mouvement a été déclenché, c'est tout le contraire. La Faem a été au cœur du mouvement en contribuant à l'élaboration de son contenu politique. Ce dernier a pu se développer rapidement parce que la Faem disposait d'une équipe opérationnelle capable d'élaborer rapidement des tracts, d'un budget et de la logistique nécessaire (stock de ramettes de papier, encres, photocopieurs...) pour engager une action de grande ampleur.

Ce mouvement déclenché par les lycéens, les collégiens et les étudiants, loin d'être une simple révolte estudiantine avec des revendications corporatistes, fut à l'origine du « Mai Malgache », l'amorce d'une révolution qui a abouti au renversement du régime en place. Bien que confisqué plus tard par le régime militaro-bourgeois du général Gabriel Ramanantsoa, cet embryon de révolution était toutefois causatif de la révision des accords de coopération avec la France. Cette révision a marqué le début d'une ère nouvelle, la deuxième indépendance, avec ses lendemains incertains, mais porteurs d'espoir. **P**

Avril 1971 et le Monima Précurseurs de mai 1972

Sans prétendre refaire l'histoire ni adopter une démarche éloignée de celle de l'historien, sans avril 1971, y aurait-il eu mai 1972 ?

LUCILE RABEARIMANANA

Néanmoins, affirmons d'emblée que les faits s'avèrent plus complexes qu'on ne le pense. Pour expliquer les relations entre les deux événements, il faut tenir compte de certains facteurs. Le contexte national notamment, ainsi que mai 1968 en France, ont influé sur le cours des faits se déroulant à Madagascar, aussi bien en milieu rural que dans les villes.

UNE SITUATION SOCIO-POLITIQUE DE PLUS EN PLUS EXPLOSIVE

Derrière une démocratie de façade, insatisfactions et mécontentements grondent, en silence. Sur les Hautes terres, dans la capitale, dans le Vakinankaratra, intellectuels malgaches et jeunes coopérants français analysent la situation dans le pays, interprètent les textes marxistes. Le Mouvement pour l'indépendance de Madagascar (Monima) canalise les souffrances et les volontés de changement s'exprimant dans le Sud du pays. Des relations se nouent entre les uns et les autres entre 1969 et 1971, où éclate le soulèvement dans le Sud. Les initiatives prises par ce parti opposé à l'État néocolonial du Président Philibert Tsiranana et, surtout la répression, violente, aveugle qui s'ensuit, se répercutent forcément sur les autres organisations anti-gouvernementales. Dans la capitale comme dans d'autres villes, à l'université Charles de Gaulle, à l'école de Médecine, réunions, grèves, arrestations préparent le mai 1972 malgache.

Pour ceux qui ont milité pour le retour de la souveraineté de leur pays, ou tout simplement espéré des changements politiques consistants et l'avènement de la liberté en même temps que l'indépendance, les années 60 marquent la déception et la fin des illusions. Le régime pêche par une

absence de démocratie et l'administration locale multiplie les violences et les abus, décuplés par rapport à ce qu'elle infligeait aux populations rurales durant la colonisation.

Le régime de la première République ne peut se targuer de faire régner la démocratie, même si le parti au pouvoir se dit social-démocrate

LE RÈGNE SANS PARTAGE DU PSD ET L'OMNIPRÉSENCE DE LA FRANCE

Le régime de la première République ne peut se targuer de faire régner la démocratie, même si le parti au pouvoir se dit social-démocrate. Derrière un pluripartisme formel se cache la dictature du Parti social-démocrate (PSD). Bon nombre d'organisations politiques modérées se rallient au parti du président de la République, d'autres se voient dépouillées de leurs membres et ne voient plus leur raison de subsister. Restent deux partis, fondés dans l'ambiance du référendum du 28 septembre 1958 organisé par le Président Charles de Gaulle pour l'adhésion ou non des Territoires

d'outre-mer (Tom) à la communauté française, le Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar (AKFM) et le Monima poursuivent sans relâche la lutte pour une véritable indépendance. Ils s'opposent à la politique autoritaire, dictatoriale du PSD, qui accapare les postes électifs et nomme des cadres obligés de lui obéir à la tête des institutions administratives.

De plus, la présence des assistants techniques français autour du président de la République, dans les ministères, dans les établissements d'enseignement, à la tête des organismes économiques et sociaux, ne peut que fortifier les citoyens malgaches dans l'idée que rien ne change depuis la proclamation de l'indépendance. Quant aux grandes compagnies françaises d'import-export, elles restent en place, de même que la grande colonisation agricole. Au contraire, elles diversifient et intensifient leurs activités, rassurées par un régime qui favorise leurs intérêts. Pour parvenir à ses fins, le pouvoir PSD empêche les citoyens d'émettre leurs idées et d'exprimer leurs mécontentements. Sa monopolisation des sièges et des responsabilités s'accompagne de restrictions des libertés pour les citoyens, surtout dans les campagnes.

LES ATTEINTES AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

La presse, si active depuis l'application de la Loi-cadre de 1956, voit son travail de diffusion des informations et des critiques de la vie publique handicapé par des mesures répressives : saisies de numéros dès leur parution dans la capitale, entraves à leur diffusion en dehors de celle-ci pour les journaux d'opposition. La Poste devient inaccessible à ceux-ci, ses services retenant les exemplaires destinés aux provinces et leurs

potentiels lecteurs inquiétés par les chefs de canton, comme au lendemain de l'insurrection de 1947. Quant à la radio nationale malgache, elle bénéficie, certes, d'opérations transistors pour devenir accessible aux citoyens des campagnes. Mais elle sert surtout à diffuser les discours du président de la République lors de ses tournées et les activités des sections du PSD et de ses organismes annexes.

Les réunions ordinaires des deux partis d'opposition légaux sont espionnées et gênées de différentes manières et les manifestations publiques, même en période de campagnes électorales, interdites par différents moyens. De nombreux exemples de « propagandistes » arrêtés, écroués de manière arbitraire avant les élections et libérés sans jugement au lendemain de celles-ci, sont signalés régulièrement dans des journaux à l'étranger et racontés par les victimes après la chute du régime. Ce n'est pas pour autant que les citoyens malgaches se plient à de telles pratiques peu démocratiques ou restent inactifs, par peur de la répression, d'autant plus que le parti au pouvoir lui-même n'est pas à l'abri de dissensions internes.

Dans une clandestinité plus ou moins respectée, dans les petites villes et villages des Hautes terres centrales, réunions et tentatives d'entente se multiplient, à Antsirabe, dans la capitale. Au sein même du pouvoir, les responsables du PSD révèlent au grand jour leurs divergences politiques, voire idéologiques et les querelles de personnes. Il y a de l'électricité dans l'air au tournant des années 1960.

LE MONIMA : LES PRÉPARATIFS D'UN SOULÈVEMENT

Au fil des élections présidentielles, législatives et municipales qui se déroulent pour la mise en place des institutions du nouvel État indépendant et au vu des pratiques de l'administration dans les campagnes, le Monima constate que toute accession aux instances institutionnelles n'est possible que par les élections, donc par la voie légale. Aussi bien les sections des campagnes que celles de la capitale le reconnaissent. Mais comment conquérir le pouvoir ? Par quels moyens ? Les points de vue divergent. Si les militants du Monima du Sud optent pour la manière forte, voire une répétition de l'insurrection du Mouvement démocratique

de la rénovation malgache (MDRM), de laquelle certains étaient déjà témoins, voire acteurs, la jeunesse Monima d'Antananarivo, formés d'étudiants et d'enseignants de lycées syndiqués, analysent les rapports de force, hésitent, essaient de tempérer. C'est dans ce contexte que Monja Jaona, le leader du Monima, contacte des opposants au régime, organisés à Antsirabe, dans la ville et en milieu rural.

 Dans une clandestinité plus ou moins respectée, dans les petites villes et villages des Hautes terres centrales, réunions et tentatives d'entente se multiplient 

LE BOUILLONNEMENT DES IDÉES DE GAUCHE À ANT SIRABE ET À ANTANANARIVO

À Antsirabe, à l'Académie militaire, enseigne un sociologue, Gérard Roy, connaissant aussi bien le milieu urbain que les campagnes du Vakinankaratra, où l'on remarque des traditions anticolonialistes et nationalistes depuis les années 1930, et surtout durant la décolonisation. La plupart des petites villes de la région ont voté « non » au référendum de 1958. Quant à Antsirabe, les citoyens ont voté pour un maire Monima, le docteur Emile Rasakaiza en 1959 (mais il est renversé, suite aux manœuvres du ministre de l'Intérieur, André Resampa). De même, la hiérarchie catholique a soutenu et organisé les indépendants, nationalistes, dans tout le Vakinankaratra depuis 1956. Gérard Roy est aidé par Régis Rakotonirina, ancien animateur des structures sociales

catholiques d'Antsirabe et de l'ensemble de la région, formant des cellules politiques et leurs militants à des idées de gauche.

Des discussions sont entamées lors de rencontres à Antsirabe, en mars 1969, entre Monja Jaona et les responsables de ces cellules fondées par Régis Rakotonirina. Mais si les deux parties s'accordent sur le constat des réalités socio-politiques du pays et sur l'impossibilité de parvenir au pouvoir par la voie légale, ils divergent incontestablement sur les suites de la lutte à engager pour parvenir au pouvoir. Le Monima se déclare prêt à mener une lutte armée, tandis que le groupe d'Antsirabe et du Vakinankaratra trouve hasardeux et dangereux d'entraîner la population dans une telle action qui ne pourrait se solder que par le désastre.

De même, à Antananarivo, les enseignants du secondaire, encadrés par le Syndicat des enseignants (Sempa), les responsables étudiants de la Fédération des associations des étudiants de Madagascar (Faem) épousent les idées de gauche, lisent les ouvrages de Marx et de Mao Tse Toung, sont informés de l'action des étudiants français de mai 1968. Mais ils ne comptent guère s'engager dans une lutte armée dont le dénouement ne fait aucun doute à leurs yeux : un échec cuisant et une répression violente de la part du pouvoir. Là encore, le président Monja Jaona se heurte à la réticence, voire le refus des opposants à son projet de lutte armée dans l'immédiat. Quant à l'AKFM, il n'est même pas question de s'adresser à son président, les motions du congrès de 1966 révèlent des similitudes de nombreux points de vue avec les idées du Secrétaire général du PSD et ministre de l'Intérieur. Mais le Monima n'entend pas reculer.

LES DISSENSIONS INTERNES AU SEIN DU PSD

L'ambiance politique à Madagascar est également agitée par des conflits à l'intérieur même du parti au pouvoir, dus à des visions idéologico-politiques différentes, attisées, en plus, par les problèmes de succession d'un président du PSD et de la République, malade et vieillissant. Un groupe soutient toujours celui-ci et sa ligne conservatrice, tandis que l'autre, avec à sa tête André Resampa, se situe plus à gauche et emprunte des idées à la social-démocratie. Cela entraîne des divisions au sein des sections et de leurs militants, engendrant ...

inquiétudes et hésitations et entamant leur confiance à un parti, qui a l'air d'un colosse aux pieds d'argile. C'est dans ce contexte et alors que le Sud est victime d'une sécheresse de plusieurs années, mais toujours contraint aux obligations fiscales, qu'éclate le soulèvement dans le Sud, le 1^{er} avril 1971.

LE SOULÈVEMENT D'AVRIL 1971 : LE MONIMA AVEC LE PRÉSIDENT MONJA JAONA, LE DÉTONATEUR

Des manifestations se produisent à différents endroits du grand Sud, dans la région de Toliara, entre le 31 mars et le 3 avril 1971, dans les petites villes, dans une ambiance empoisonnée par les punitions sauvages infligées à une population gravement appauvrie par les sécheresses de 1968-1969, et où la perception des impôts occasionne des comportements violents et indignes de la part des chefs de canton et des gendarmes. La répression des manifestants s'avère inhumaine, disproportionnée par rapport à ce qui s'est passé. Mais l'action du Monima n'est pas un cas isolé. Le groupe de Régis Rakotonirina, non circonscrit au seul Vakinankaratra, implique aussi des gendarmes.

DANS LA RÉGION DE TOLIARA, DES MANIFESTATIONS GÉNÉRALISÉES, MAIS PEU ORGANISÉES

Le mémoire de maîtrise d'A.T. Solondraza¹ et l'ouvrage de F. Raison-Jourde et G. Roy² fournissent suffisamment de détails sur les faits eux-mêmes pour que nous revenions longuement sur ceux-ci. Des groupes de manifestants, formés en forêt, hors des lieux à attaquer, s'en prennent à des bureaux de l'administration ou de la gendarmerie, en criant ou en chantant, et munis d'armes blanches dans des bourgs comme Betioky, Ankililoaka, Ankarobato, Ampanihy, Bekily. Mais ils respectent bien les consignes du Monima de ne tuer personne. Certains militants reculent, vu leur faible nombre. Aucune ville n'est attaquée, il ne se passe pas grand-chose à Toliara, où Monja Jaona est « enlevé » par ses partisans pour être épargné des arrestations. Quoi qu'il en soit, les manifestants sont accueillis ou poursuivis par les gendarmes ou les militaires des camps du service civique par des tirs mortels, les fuyards devant laisser les cadavres sur place, sans sépulture, ce

qui est particulièrement choquant pour les Malgaches en général et les populations du Sud en particulier. Pas de regroupement des manifestants après le retrait des points attaqués ni d'émergence de chefs pour poursuivre la lutte, tant la répression consécutive aux opérations a été brutale et traumatisante. Les langues ne se délient que dans les années suivantes, après la chute de la première République.

LA LOURDEUR ET LA GRAVITÉ DE LA RÉPRESSION

Les autorités officielles minimisent le nombre des victimes de la répression, perpétrée par les gendarmes, chefs de canton et sous-préfets et se taisent sur les traitements inhumains, sauvages assénés aux manifestants arrêtés, de manière évidente. « 45 "rebelle" morts, neuf blessés – un mort et 11 blessés du côté des forces de l'ordre. Les autorités s'engagent dans une terrible répression sans rapport avec le "self-control" des manifestants », affirme l'ouvrage de F. Raison-Jourde et G. Roy.

Entre 800 et 1 000 morts, selon *Lumière et Le Monde*, début mai, près de 850 arrestations. Certains sont détenus à Toliara, mais d'autres sont expédiés au bagne de Nosy Lava, dans le Nord. Des militants Monima de l'Alaotra, d'Antsiranana et de Mahajanga sont arrêtés aussi, ceux d'Antananarivo perquisitionnés. D'autres subissent des arrestations par la suite ; d'autres voient leurs domiciles incendiés, leur bétail confisqué, vengeances des chefs de canton et des sous-préfets auxquels les gendarmes ont livré les personnes arrêtées, du moins celles qui n'ont pas été fusillées. Dans la capitale, la sensibilisation des opposants au régime s'organise.

L'AGITATION DES OPPOSANTS AU RÉGIME DANS LA CAPITALE

Si l'ampleur et la gravité de la répression n'ont pas été connues rapidement par les populations malgaches, les échos en sont connus par le biais de la presse française et par les coopérants sur place. De toute façon, des réunions suivies de grèves étaient organisées à l'université Charles de Gaulle avant même les manifestations du Sud, dès le 24 mars 1971. L'université est fermée *sine die* par le président de la République. Les

grèves s'étendent aux lycées et collèges de la capitale.

Un comité de soutien des victimes comprenant aussi bien des hommes d'Église et des pasteurs protestants, que des universitaires, des avocats, des représentants de l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM), et de manière plus discrète, des dirigeants de l'aile gauche, communiste de l'AKFM, des coopérants français. En France même, l'AEOM sensibilise les Malgaches implantés là-bas, et surtout les organisations de la gauche française, même si ses relations avec le Parti communiste français (PCF) ne sont pas étroites. Les « catholiques sociaux » de France et de La Réunion sensibilisent sur la situation à Madagascar, de même que paraît le Groupe d'information sur Madagascar et l'Océan Indien (GIMOI).

Certes, les manifestations d'avril 1971 dans le Sud n'ont pas donné les résultats escomptés : la mise hors d'état de nuire par les citoyens de l'administration sous la première République et, plus tard, le renversement de celle-ci. Mais ils ont amplifié la contestation du régime en place par les jeunes étudiants et intellectuels de la capitale. Les relations entre la direction du Monima et la jeunesse des villes ont bel et bien existé. Mais celle-ci a hésité, sinon refusé de lutter aux côtés du Monima, avec les « armes » préconisées par ce parti pour renverser le régime néocolonial.

Les différences des milieux sociaux impliqués, de générations, de conceptions des luttes idéologiques et politiques sont manifestes. Mais la répression consécutive des manifestations du Sud a renforcé la volonté de s'opposer au régime et fait connaître les exactions et la nature même de la Première République malgache. C'est dans ce sens qu'il est incontestable qu'avril 1971 a joué le rôle de précurseur et de détonateur des luttes pour renverser le régime, luttes poursuivies et achevées par mai 1972. **P**

RÉFÉRENCES :

1. A.T. Solondraza, *Essai d'interprétation de l'insurrection du Sud de Madagascar*, mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Tuléar, 2000, 168 p.

2. F. Raison-Jourde et G. Roy, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar*. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975), Paris, Editions Karthala, 2010, 490 p.



Olivier Rakotovazaha, président national du parti MFM «Les élèves et les étudiants avaient revendiqué la réforme du système éducatif et la malgachisation»

Le parti Mpitolona ho an'ny fanjakan'ny madinika (MFM) a été en première ligne dans les mouvements de 1972. Ayant prôné une idéologie d'extrême-gauche à ses débuts, sous la férule de dirigeants charismatiques comme Manandafy Rakotonirina ou Germain Rakotonirainy, la formation va peu à peu assouplir sa position.

RAOTO ANDRIAMANAMBE

Comment avez-vous vécu l'année 1972 ?

Olivier Rakotovazaha (O.R.) : À l'époque, j'étais étudiant en niveau secondaire. Mais la cause était commune. Rappelons

que ce qu'on appelait les *sekoly miangatra* était à l'origine du mouvement. Durant la première République, après le Brevet d'études du premier cycle (BEPC), la plupart des collégiens n'avaient nulle part où aller. Les

lycées recevaient uniquement les étudiants en classe de 6^e, les seuls qui pouvaient continuer jusqu'en terminale. Les élèves de l'enseignement technique et ceux de l'enseignement général ont connu à peu près

...

... ce genre de discrimination. Le même écremage avait cours dans les universités entre les étudiants en médecine de Befelatanana et ceux d'Ambobitsaina. L'assassinat d'un jeune étudiant à Ambalavao a déclenché ces événements. De notre côté, les étudiants de l'université de Tuléar nous avaient incités à participer aux manifestations.

Qu'est-ce qui vous a attiré à la politique ?

O.R. : J'ai commencé réellement à m'intéresser à la politique en 1974. J'ai intégré le cercle d'étude du Mpitolona ho an'ny fanjakan'ny madinika (MFM) dans lequel j'ai suivi une formation politique dans une période où l'idéologie socialiste a commencé à gagner du terrain. Le Map et le KMM (la jeunesse MFM) avaient été fusionnés en 1975. Le MAP était destiné aux non originaires de Tananarive. Le but était de promouvoir davantage la culture du MFM qui faisait l'apologie de la solidarité et la lutte contre les inégalités sociales. Il est à souligner que le parti ne s'intéressait pas vraiment aux élections, au départ. Il se focalisait plus sur les mouvements sociaux. Ayant rassemblé de plus en plus de sympathisants, le MFM a été dissout suite à un décret sorti en 1976. La plupart de ses membres ayant fait partie de la fonction publique avaient été envoyés en affectation disciplinaire. Nous avons œuvré dans les préparations des élections aux côtés du Madagasikara otronin'ny Malagasy (Monima).

Comment avez-vous vécu la première République ?

O.R. : Sous l'ère de Tsiranana, la vie était généralement plus facile. Nos parents n'avaient pas vraiment de souci à subvenir à nos besoins. La langue française était utilisée partout, que cela soit dans l'enseignement ou dans l'administration. D'ailleurs, les enseignants étaient tous français. Seuls les professeurs de la langue malgache étaient malgaches. Le niveau d'étude était assez élevé. Mais en 1972, tout s'est arrêté. Les coopérants étaient tous repartis chez eux et remplacés par des professeurs malgaches.

Qu'est-ce qui vous a poussé à rejoindre le mouvement alors que la situation économique et le niveau

d'étude n'étaient pas réellement à plaindre ?

O.R. : Au lycée, ce qui nous dérangeait le plus, c'était le fait que nous, les étudiants malgaches, avions subi des discriminations. Les *vazaha* étaient omniprésents, voire arrogants, du fait qu'ils avaient le pouvoir. Or, leur niveau n'était pas si éloigné du nôtre...

Les revendications sur la nécessité d'un référendum ont émergé dans le but de passer à la malgachisation

Vous aviez donc l'intention de les renvoyer chez eux ?

O.R. : Que voulez-vous ? Nous étions Malgaches, alors que l'enseignement qu'on nous a fourni était de l'enseignement français. Nous avons étudié la géographie de la France, nous connaissions les détails des rivières et des fleuves français, mais rien sur Madagascar.

Comment vos parents percevaient-ils ces mouvements ?

O.R. : Il y avait l'aspect politique des manifestations avec les tentatives de renversement du pouvoir du Parti social-démocrate (PSD). Les fonctionnaires et les notables étaient tous membres du parti présidentiel. Ils n'étaient pas d'accord avec les manifestations, bien entendu. Les élèves et les étudiants avaient clairement revendiqué la réforme du système éducatif et la malgachisation. Ma conscience politique s'était éveillée à l'époque. Elle exprimait le besoin d'une démocratisation de la vie publique et la malgachisation de l'enseignement.

Pour vous, la première République n'était-elle donc que la continuité de la colonisation ?

O.R. : Tsiranana n'a pas eu d'adversaires pendant les élections successives. Or, il appliquait la dictature. Les scrutins étaient biaisés. À l'époque, il y avait des Français partout. Ce n'était pas seulement au niveau des enseignements, mais dans l'ensemble du système administratif. Nous étions à moitié Français. Le *hetra isan-dahy* (impôt *per capita*) était également une charge excessive pour les citoyens. C'était en réalité une manière de pousser les hommes à travailler pour les colons qui accaparaient encore de nombreuses terres dans la Grande île. Car où les citoyens pouvaient-ils avoir de l'argent pour payer cet impôt ? Culturellement, les habitants du Sud n'avaient pas tellement besoin de travailler, car ils vivaient de leur terre. Ainsi, l'acquittement de cet impôt nécessitait d'avoir de l'argent, ce qui était perçu comme étant une injustice. Le mouvement de 1972 m'avait fait prendre conscience de cette situation. C'est pour cela que j'ai décidé de faire de la politique. Deux ans après les événements, j'ai intégré le parti MFM. Après les émeutes et les répressions violentes du 13 mai, le PSD a sombré. Les séminaires nationaux ont commencé. Les revendications sur la nécessité d'un référendum ont émergé dans le but de passer à la malgachisation, de remodeler la coopération avec la France, ou encore de destituer le Président Tsiranana. Au mois d'octobre, le pays était entré dans la transition dirigée par les militaires.

Comment avez-vous apprécié le fait que les militaires aient pris le pouvoir ?

O.R. : Il était tout de même difficile d'accepter la situation au départ. Toutefois, des changements en termes de politique étaient appréciés : comme l'émergence du *fokonolona* menée par le colonel Richard Ratsimandrava. En attribuant plus de pouvoir au *fokonolona*, il y avait davantage de sécurité au niveau de la société. Un événement notable s'était déroulé : l'apparition de Didier Ratsiraka qui avait mis un terme aux accords de coopération. Certes, le départ de ces coopérants avait impacté le niveau d'étude, mais les Malgaches avaient commencé à occuper divers postes de res-

ponsabilité. Au niveau de la société, le *hetra isan-dahy* et l'impôt sur le gros bétail ont été supprimés. Une décision qui a eu tout de même eu de lourdes conséquences sur l'économie nationale. Les caisses étatiques avaient été fortement impactées.

Madagascar est entré dans une économie davantage nationalisée, comment la transition économique s'était-elle opérée ?

O.R. : Dès lors que le riz a été subventionné, la demande a explosé. L'offre est devenue insuffisante. Ne l'oublions pas, de nombreuses régions de la Grande île n'avaient pas forcément la consommation du riz dans leur habitude alimentaire. C'est un fait. Dans notre village natal, les produits comme le manioc ou la patate douce sont les bases essentielles de l'alimentation, mais suite à cet interventionnisme étatique, le riz était très prisé, car son prix était devenu abordable. Paradoxalement, le riz était devenu un produit de luxe. Son prix n'a dès lors cessé d'augmenter, ce qui a entraîné également une inflation sur le marché local. La vie était de plus en plus difficile.

N'y avait-il pas quelque part un certain regret d'avoir «dégagé» Tsiranana vu la tournure qu'ont pris les événements ?

O.R. : Le fait de voir des jeunes au pouvoir a donné de l'espoir. Politiquement, il n'y a aucun regret par rapport au mouvement de "72". Cependant, nous avons davantage espéré que nos revendications allaient être considérées par les dirigeants. Le retour de Ratsiraka après les négociations des accords de coopération en 1973 était triomphal. Pour faire le parallèle, ce retour était similaire à celui du Barea après la Coupe d'Afrique des nations (Can) de 2019. L'amiral avait suscité un immense espoir pour le peuple malgache.

Vous avez noté que le MFM était devenu indésirable durant les premières années de la deuxième République. Cela a-t-il eu un impact sur vous ?

O.R. : J'ai été affecté à Benenitra. C'est une zone très difficile d'accès, il faut faire 40 km à pied pour aller y enseigner, dans un Collège d'enseignement général (CEG) que

l'on venait de construire. Je n'ai pas eu de problèmes, car une partie de ma famille y vivait. Je n'étais pas tellement dépaycé.

Comment avez-vous trouvé le niveau d'étude des élèves malgaches ?

O.R. : Même si nous étions dans la période de la malgachisation, le niveau a été maintenu, en quelque sorte. Certes, la maîtrise de la langue française posait des problèmes aux étudiants malgaches, mais en général, les élèves n'étaient pas plus en difficulté que leurs homologues français. Le niveau en mathématiques, en physique ou dans d'autres domaines était excellent.

Le Livre rouge a été quasiment inspiré des idées-forces véhiculées par le journal Andry-Pilier

Puis, l'Avant-garde de la révolution socialiste malgache (Arema) a pris le pouvoir...

O.R. : L'Arema a vu le jour pendant que nous faisions notre service national. En tant que formation politique, il n'était pas aussi puissant que le Map-KMM. L'Arema ne pensait qu'à protéger le pouvoir qu'il détenait. Souvent, il y avait eu des désaccords et des frictions entre le Map-KMM et l'Arema dans tous les aspects de la société : du milieu universitaire au milieu professionnel. Par exemple, à l'université, le Map-KMM gagnait souvent les élections des conseils des résidents ou des associations pédagogiques. D'ailleurs, l'Arema avait encouragé la naissance de toutes ces associations estudiantines régionales pour affaiblir ces structures afin de contrebalancer le MFM.

Comment avez-vous gravi les échelons du MFM ?

O.R. : Après mon bac, j'avais pris le leadership du district du parti, à Tuléar 2. Une

fois à l'université, je suis devenu membre auprès du Map-KMM *foibe*. À l'époque, nous avons eu le privilège de suivre les formations en sociologie politique dispensées par Germain Rakotonirainy. Il y avait eu une continuité entre nos séances avec les enseignants durant notre période Map-KMM et ces échanges et enseignements très passionnants avec Lynx. Tous les dimanches soir, nous emmenions de quoi noter pour suivre les séances. Il nous parlait de révolution socialiste, du monde des travailleurs, des ouvriers, des paysans, de la lutte des classes, des élections... Il était passionné par ces sujets et inculquait en nous des valeurs humanistes. Nous avons publié le journal *Ndao* pendant cette période. Le titre avait été très prisé. Il faut dire que les textes étaient écrits dans tous les dialectes régionaux. Il avait attiré beaucoup de lecteurs. Les jeunes du MFM s'étaient engagés dans des ventes militantes de ce journal dans tous les quartiers d'Antananarivo. Ils étaient habillés en chemise rouge et en pantalon noir, un signe distinctif du MFM.

Le MFM a aidé beaucoup de personnes, que ce soit dans le domaine de l'éducation ou celui du travail. Pourquoi cet engagement a-t-il tenu à cœur à ce parti ?

O.R. : Les partisans du MFM ainsi que des jeunes déshérités du Zatofo ory asa malagasy (Zoam, jeunes chômeurs) ont bénéficié de l'éducation promue par le parti. Au lycée et au CEG, le parti a donné des cours gratuits. Ils étaient dispensés par des enseignants le plus souvent sympathisants. L'argent n'était pas un souci pour les enseignants de cette époque. Les enseignants dans les Écoles primaires publiques (EPP) avaient été également formés. Le MFM a consacré du temps et une importance considérable à l'éducation. Le parti a également offert du travail pour les grévistes de 1972, particulièrement les Zoam.

Le MFM a-t-il également dispensé des formations politiques ?

O.R. : Oui. Des enseignants se sont regroupés dans ce qu'on appelle Mpitolona ho amin'ny fanatanterahana ny tolom-pia-votana (MFT ou militants pour la concrétisation de la révolution). Les militants suivaient des formations politiques en parallèle aux formations pédagogiques. Ces

... enseignants étaient très prisés, que cela soit dans les CEG ou dans les lycées.

En 1982, 10 ans après, comment avez-vous perçu les efforts déployés en 1972 devant le pays qui était littéralement en décadence ? Est-ce qu'il n'y a pas eu de frustration au sein de la MFM que le pouvoir ait été pris par les militaires puis confisqué par l'Arema ?

O.R. : Dès 1976, on a déjà pu remarquer que la situation avait pris une mauvaise tournure. Le pouvoir accaparé par l'Arema – dont les membres n'étaient que des anciens du PSD – posait problème. Au sein même du Mandatehezam-pirenena miao ny tolom-piavotana (Front national pour la défense de la révolution, FNDR), des confrontations ont eu lieu entre le MFM et l'Arema, à cause des divergences d'idées.

Quels étaient ces points de divergence ?

O.R. : Il y en a eu beaucoup. En premier lieu, le contenu du *Livre rouge* (*Boky mena*, la Charte de la révolution socialiste malagasy ou Fototra iorenan'ny revolisiona sosialista malagasy). Il a été quasiment inspiré des idées-forces véhiculées depuis des années dans le journal *Andry-Pilier*. Les termes utilisés, comme *vahoaka madinika*, *mpikarama*, *tolom-piavotana*, etc. y avaient été plagiés. Notons que le socialisme et son concept avaient été vulgarisés à Madagascar par le Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar (AKFM). Cependant, cette formation n'avait pas adapté les notions en langue malgache. La "révolution" de l'AKFM avait été traduite en *tolom-piavotana*, bourgeoisie, *mpangoron-karena*, la coopérative socialiste est devenue *fiarian-karena iombonana*, etc. On avait retrouvé tous ces termes dans le *Livre rouge*, de Didier Ratsiraka. Tous les concepts avaient été inspirés de la philosophie MFM. Concernant le paysannat, des désaccords profonds subsistaient entre les deux partis, tout comme la manière de diriger les entreprises socialistes. Le MFM avait réclamé la mise en place du *fokonolom-pikarama* pour la cogestion de ces entreprises nationalisées.

À ce moment, avez-vous réalisé que le pays était en train de sombrer ?

O.R. : Oui, c'était assez visible.

N'avez-vous pas ressenti des regrets ?

O.R. : Le regret réside dans la conduite des affaires publiques. Nous avons voulu prendre le pouvoir, mais nous avons échoué. Pis, c'étaient les ex PSD qui étaient devenus les membres de l'Arema, comme je l'ai indiqué. La révolution socialiste – traduit par la dictature du prolétariat – connue sous l'appellation *fanjakan'ny madinika* a été véhiculée.

Il faut de la capacité et de l'expérience pour faire de la politique

Qu'auriez-vous changé à la situation si on vous en donnait la possibilité ?

O.R. : Il y a eu des erreurs au niveau de la trajectoire que nous avons suivie comme la nationalisation. L'entrepreneuriat était politisé. L'échec de nombreuses entreprises de l'époque s'explique par le fait que la gestion des affaires de l'État ait été confiée à des fonctionnaires opportunistes non qualifiés. Manandafy Rakotonirina avait contribué à la création du Centre de formation en comptabilité (CFC) pour y remédier. Il deviendra plus tard l'Institut national des sciences comptables et de l'administration d'entreprises (Inscae). En outre, la malgachisation n'avait pas avantagé le système de l'éducation nationale dans le sens où les programmes scolaires restaient inchangés, seule la langue d'apprentissage avait basculé du français au malgache. Plus tard, le français avait été rétabli parmi les langues d'enseignement. Les élèves étaient perdus : ils ne maîtrisaient plus ni la langue française ni leur langue natale. Aussi, au lieu d'une "mobilité sociale", chère au MFM, la "reproduction sociale" a été perpé-

tuée à travers le système éducatif. L'enfant d'un chauffeur de *taxi-be* devrait, par exemple, aspirer à une progression sociale et ainsi de suite. Nous estimons que cette situation est à la source de la corruption et du népotisme, flagrants depuis longtemps et qui se maintiennent jusqu'à présent à Madagascar.

Manandafy Rakotonirina a-t-il eu des regrets particuliers dans la façon dont il a mené la révolution ?

O.R. : Non, je ne pense pas. Après le départ des étrangers en 1972, les Malgaches ont pu avoir leur place. Que cela soit dans les domaines politique ou économique, les responsabilités étaient revenues aux Malgaches. Toutefois, le manque de compétences était indéniable. Elle a conduit à la fermeture de plusieurs entreprises. Aussi, le socialisme prônait l'État-providence alors que le budget qui était dans les caisses était assez restreint et ne le permettait pas. Par conséquent, la population s'était appauvrie. Vers 1988, nous avions prôné une voie plus libérale. Il fallait que l'économie de marché reprenne le dessus. C'était l'unique solution pour se sortir du borbier et pour que les citoyens créent de la richesse. À partir de ce moment, le MFM était devenu *mpitolona ho an'ny fandrosoan'i Madagasikara* ou Militant pour le progrès de Madagascar. Nous avons essayé de changer de vision.

Quelle est la différence entre la manière de faire de la politique d'aujourd'hui et celle d'autrefois ?

O.R. : Il faut de la capacité et de l'expérience pour faire de la politique. C'est ce qui explique la mauvaise gouvernance actuelle. Autrefois, la plupart des enseignants étaient des sympathisants de partis politiques. Mais le centralisme démocratique de l'époque du socialisme constituait un obstacle pour ces intellectuels. La séparation des pouvoirs n'existait pas. Les enseignants s'étaient appauvris et s'étaient retirés de la scène politique. Ils avaient laissé la place aux entrepreneurs qui n'avaient pas suivi de formation en matière. Pour eux, les intérêts personnels priment bien souvent sur l'intérêt commun avec, comme enjeux, les marchés publics et les élections. C'est la source de la corruption de l'administration actuelle ainsi que celle de la monopolisation des secteurs économiques. **P**

Assises nationales d'avril 1971 à Ankorondrano

Pour la réforme et le (re)décollage du pays

Impliquer les Malgaches dans les orientations économiques par des concertations entre les forces vives de la nation et fournir au gouvernement malgache un instrument de prise de décision : c'est une démarche adoptée afin de régler les débats sur l'avenir du pays.

ASINOME HARIMINO ELISÉ

Comme celles d'avril 1962 pour trancher sur les objectifs du premier plan, des journées nationales de la planification et du développement sont organisées en avril 1971, dans un quartier plus au nord de la capitale, à Ankorondrano. Cette initiative offre la possibilité aux Malgaches de réfléchir sur les orientations générales de l'économie malgache qui déterminent les objectifs du deuxième plan. Césaire Rabenoro, l'un des artisans du cadre de planification et de développement de Madagascar avait expliqué : « ces orientations ont été mises en forme dans une Charte du développement qui devait servir de cadre au deuxième plan. »

LE PARADIGME DISTRIBUTIF DE L'ÉTAT

À travers un communiqué, le gouvernement de Philibert Tsiranana apporte justement plus de précision concernant ces deux instruments de planification au développement. « Jetant la base de la politique économique du pays des années 70, la Charte du développement (loi 71-034 du 14 décembre 1971) et le deuxième plan sont les fruits de deux expériences : d'une part, la Charte est le résultat des confrontations d'idées au niveau national qui ont lieu à Ankorondrano en 1971, et d'autre part, le deuxième plan est le fruit des expériences tirées du premier plan de développement 1964-1968, première expérience qui a permis de mesurer les forces et les faiblesses du système de planification du pays », note-t-il.

En octobre 1971, une Charte du développement est ratifiée par l'Assemblée nationale malgache. Elle établit le cadre conceptuel

du développement économique et social de Madagascar, cadre dans lequel sont formulées les orientations économiques et les directives de développement du pays. Ce document a comme objectif de définir la stratégie de développement du pays. Ses grandes lignes sont issues de la résolution des journées de développement de 1962 et des journées nationales de la planification du développement de 1971. Les idées émises lors de ces journées sont rassemblées dans la charte et traduites en langage juridique pour sa mise en pratique.

Trois objectifs fondamentaux sont véhiculés dans la charte, dont l'amélioration générale des conditions de vie des Malgaches, l'indépendance économique et la distribution plus équitable des ressources nationales. De ce fait, en insistant sur le paradigme distributif de l'État, l'orientation socialiste du pays se dessine de plus en plus en cette période de remise en question de l'ordre national. « L'application de cette charte n'est pas facile, elle implique des bouleversements dans le mode de pensée, dans les habitudes, dans les structures mises en place. En effet, elle implique la révision de certaines conceptions comme les syndicats de communes, les fermes d'état, les banques et les industries », poursuit-il.

LE DEUXIÈME PLAN, PASSAGE OBLIGÉ ENTRE LA LOI-CHARTES ET LES PLANS À VENIR

En avril 1967, le conseil de gouvernement adopte le rapport du commissariat général au Plan, Césaire Rabenoro, définissant

l'orientation générale du deuxième plan et sa nature. Il s'agit d'un plan de projets et non plus de simples objectifs. Par sa durée, il diffère du premier plan, prévu pour cinq ans. Par contre, le deuxième plan qui est considéré comme un plan intérimaire s'étale sur trois ans, où les projections sont basées sur l'horizon 1974. Les objectifs principaux des projets du second plan se résument en dix points : l'augmentation de la productivité du secteur agricole, principalement celle des produits alimentaires pour la consommation locale ; la diversification de l'agriculture, notamment en ce qui concerne les produits de base. En deuxième lieu, le développement du milieu rural en mettant l'accent sur la création d'emplois. Ensuite, le développement des organismes de développement agricole, notamment les coopératives et les syndicats de communes. La réalisation des programmes de développement régional intégré, en vue de résoudre les problèmes régionaux sur une base multidisciplinaire. La promotion de l'enseignement professionnel et technique comme base d'un développement industriel accéléré et d'une plus grande participation malgache dans le secteur industriel. Les appuis aux entrepreneurs locaux en leur assurant un apprentissage professionnel, des facilités de crédits et des moyens techniques. Le redressement de la balance des paiements en augmentant l'exportation des produits agricoles et en développant les industries. Le développement des marchés intérieurs en améliorant l'infrastructure de transport, et, enfin, la réforme à tous les niveaux du système

...

- ... d'enseignement en vue de le rendre plus adapté aux besoins culturels du pays.

Le deuxième plan avait été préparé bien avant les assises d'Ankorondrano qui ont accouché des idées présentées dans la charte. Le gouvernement estime donc que la période couverte par le plan doit servir, d'une part, à la mise en place des structures prévues dans la charte et, d'autre part, à assainir la situation à la suite du premier plan. Ce qui permet au nouveau plan d'hériter de plusieurs projets prévus par le précédent plan. Compte tenu de la charte du développement et des expériences du premier plan, le deuxième plan sert donc de plan préparatoire aux autres plans à venir.

Cette préparation consiste à achever des opérations déjà engagées lors du premier plan, assainir et mettre en ordre des structures d'intervention de l'État, élaborer les réformes des structures, et enfin, accorder une priorité aux opérations productives créatrices d'emplois et valorisant au maximum les ressources locales. Ces dispositifs sont nécessairement tirés de l'expérience vécue du premier plan. D'ailleurs, l'absence de concertation permanente est ressentie au niveau du gouvernement au sujet de la politique de développement du pays. Déjà, le tâtonnement est constaté au sein de l'équipe dirigeante malgré la présence des assistants techniques qui apportent leur appui aux efforts de développement du gouvernement de Tsiranana.

DES RÉFORMES EN VUE POUR LE DÉCOLLAGE ET L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DU PAYS

Le premier plan a laissé des arriérés en termes de projets en cours de réalisation pour le gouvernement malgache qui projette de se rattraper dans le cadre du deuxième plan de développement. D'ailleurs, la mise en œuvre du plan de développement nécessite la restructuration du système de planification du pays et certains aménagements au niveau de la coordination ainsi que la réforme des structures existantes. Surtout que les expériences du précédent plan permettent au gouvernement de tirer des leçons par rapport à la priorité à accorder aux opérations pro-

ductives créatrices d'emplois et le renforcement de la politique de développement d'entreprises. D'ailleurs, la malgachisation du siège, du capital et du personnel des sociétés figure parmi les revendications des congressistes d'Ankorondrano. Le nationalisme économique oblige, l'État malgache concentre donc ses efforts auprès des industriels nationaux, par l'encadrement technique et l'appui à l'implantation sur le territoire malgache. Mais la relation avec l'extérieur reste indispensable en termes d'échanges commerciaux. À l'intérieur du pays, le gouvernement mène une politique d'infrastructures routières donnant priorité aux régions à forte production agricole.

Le deuxième plan et la charte préconisent la révision du système de formation et de son contenu. La réforme fondamentale de l'enseignement, très attendue par les Malgaches, dont l'objectif consiste nécessairement, soit à l'adaptation de la formation aux conditions socio-économiques du pays, soit à l'amélioration permanente de la qualité de l'enseignement de manière à limiter les déperditions. Dans ce contexte de restructuration du pays, une politique volontariste s'impose partout dans la gestion des affaires nationales. Il est nécessaire de construire des infrastructures sociales en milieu rural pour que la masse paysanne dispose des services publics plus proches. Ceci permet justement d'éviter le déplacement en ville par exemple pour régler les affaires administratives, se soigner ou poursuivre des études.

En outre, la mise en place des structures paysannes favorise l'amélioration des cadres de vie des paysans, d'après les directives issues de la charte et prescrites dans le deuxième plan. *«En ce qui concerne l'orientation socialiste de notre plan, la préférence, évidemment, doit être accordée à nos structures socialisantes qui favorisent au maximum et directement les masses : coopératives, syndicats des communes, fermes d'état, animation rurale, service civique ras du sol...»*, a souligné, dans son bilan annuel, le commissaire général au plan.

IMMOBILISME DU SECTEUR ÉCONOMIQUE

Les projets de restructuration du pays concernent également le rapport des

Malgaches avec les étrangers, notamment les Français qui détiennent des positions prépondérantes dans les secteurs clés de l'économie du pays. Lors des assises, les participants dénoncent l'immobilisme du secteur économique qui est largement dominé par les Français et qui, en outre, abusent du libre transfert vers la France. Parmi les revendications des participants est évoquée, entre autres, la malgachisation du siège, du capital et du personnel des sociétés. La valorisation de la langue et de la culture malgaches est réclamée, en leur accordant une meilleure place par rapport à la langue et la culture française. De plus, des reproches sont formulés contre les différentes formes de la présence française à Madagascar, comme l'assistance technique, militaire et civile. *«Les assistants techniques civils, près de 2000, dont la moitié dans l'enseignement en 1972, occupent des postes que réclament les générations montantes malgaches»*, précise Césaire Rabenoro. Ces idées véhiculées lors du grand rassemblement des Malgaches à Ankorondrano ne tardent pas certainement d'avoir des échos sur les stratégies de développement du pays et sur le rapport avec l'ancienne puissance coloniale.

Pour conclure, les réunions d'Ankorondrano marquent un grand tournant dans la vie économique du pays en 1971. Une charte du développement est née après les confrontations d'idées des congressistes au niveau national. Ce document renferme trois objectifs fondamentaux, dont l'amélioration générale des conditions de vie des Malgaches, l'indépendance effective de l'économie du pays et l'égalité d'accès aux ressources nationales. Les revendications lors du mouvement de mai 1972 ne sont que le reflet de l'aspiration populaire de l'époque, discutée dans les différentes instances, comme celles des réunions d'Ankorondrano. Faute de patience et d'absence de confiance envers le régime de Tsiranana, les mobilisations bruyantes s'avéraient une meilleure solution dans la démarche d'expression des attentes de la population en vue de la réforme du système qui a favorisé le clivage social. **P**

Sandra Ratsiazo et Andrianimerina Hobiana Razanajatovo

Né(e) en 1972



Sandra Ratsiazo et Andrianimerina Hobiana Razanajatovo sont nés en 1972. Ils ont vécu la lente descente aux enfers de la Grande île sur tous les plans. Entretien avec ces témoins privilégiés de l'histoire contemporaine malgache.

RAOTO ANDRIAMANAMBE ET VAN-LEE BEHAJA

Vous êtes nés en 1972. Quels ont été vos premiers souvenirs «conscients» du monde qui vous entourait ?

Andrianimerina Hobiana Razanajatovo (A.H.R.) : Je n'étais pas comme la plupart des enfants. Même si je n'étais qu'un enfant, je me souvenais de presque tout. J'ai en mémoire deux points en particulier : le premier était la naissance de mon frère à la maison. Je me souviens du fil des événements, même si je n'avais que deux ans. Ma mère a dû être transportée à l'hôpital en ambulance. Une autre chose m'avait marqué. Il faisait nuit. Mon père était rentré hors d'haleine, il avait raconté à ma mère que des éléments des Forces républicaines de sécurité (FRS), l'avait poursuivi. Il a dû se cacher dans le cimetière municipal d'Anjanahary pour leur échapper. J'avais trois ans, car cet épisode avait une relation avec l'assassinat de Richard Ratsimandrava. À l'époque, je n'avais pas forcément compris. Ce n'est qu'en grandissant que j'ai compris que j'étais né durant cette période trouble de l'Histoire malgache.

Vos parents vous ont-ils raconté les événements de 1972 ?

Sandra Ratsiazo (S.R.) : Mes parents, non. Mais mon mentor qui a vécu cette époque, si. Il m'a détaillé les événements,

les causes, les raisons, etc. Plus tard, ces informations m'ont grandement servi pour alimenter mes recherches en Aptitude pour études approfondies (AEA) sur les questions d'éthique et de politique. Il m'a fait comprendre que la jeunesse avait bien voulu changer les choses. Mais la plupart des personnes n'étaient pas encore prêtes. Il aurait fallu des années de préparation pour pouvoir reprendre en main la vie de la nation. Concernant l'éducation par exemple, personne n'était suffisamment armé pour prendre le relais et enseigner au même niveau que les coopérants français. Toutefois, l'idée et l'esprit de révolution étaient vraiment louables. Les étudiants ont mené leurs revendications. Néanmoins, ils n'ont pas pensé à la mise en œuvre des solutions qui allaient déboucher. Après, si on regarde à la loupe le *Boky mena* de Didier Ratsiraka, en termes de politique de développement et d'idéologie, il y avait eu de l'espoir. Malheureusement, les idées-forces développées n'avaient jamais été appliquées. Il y a toujours eu cet écart entre les politiques couchées sur papier et les réalités, à Madagascar. Le problème revient toujours à notre incapacité à exécuter les projets et les programmes. Cette situation pourrait être voulue ou le fruit de l'inconscience.

A.H.R. : Mes parents m'ont raconté en détail la lutte menée par les étudiants ainsi que la répression violente orchestrée par

les forces de l'ordre. Ils m'ont également emmené voir l'hôtel de ville qui a été incendié par les manifestants. Ils m'ont même expliqué le sens de la fameuse phrase "*tsak tsak zato arivo*" exprimée par Philibert Tsiranana.

Comment jugez-vous les impacts du mouvement de 1972 et les autres sur la pratique politique ?

S.R. : Je dirais que c'était toute une aventure et toute une vie ! À cette époque, la culture rassemblait la population dans divers endroits et sous divers aspects tous les week-ends. Les valeurs familiales étaient vraiment considérées. Petit à petit, elles ont été transformées par la pauvreté. Pour ce qui est de la vie en société, la sécurité régnait encore. Cependant, il y avait eu un gros point noir : il fallait faire la queue pendant des heures pour acheter des vivres. Le marché noir régnait en maître. La corruption était déjà très prégnante également. Les intérêts personnels ont toujours primé au-dessus des intérêts communs. La sensibilisation et la conscientisation citoyennes étaient défailtantes. Durant cette période, tout était obligation. Ce qui a fait qu'en général, la population manquait cruellement d'éducation, de volonté et d'implication. En parallèle, les gens avaient beaucoup de difficulté à trouver du travail. C'était une

... période peu favorable à l'épanouissement personnel, encore moins au développement.

A.H.R. : Il y a des impacts positifs et négatifs à mon avis. Les événements de 1972 ont permis de changer les structures profondes de l'Administration et la gouvernance. L'administration a été ôtée des mains des Français en 1972. Les événements de 1991 nous ont permis d'entrer dans l'ère de la libéralisation. Si les stations de média privées se sont développées ainsi, c'est grâce aux luttes menées à cette époque. L'immense point négatif est la pauvreté dans laquelle le pays est tombé, à cause de ces crises qui sont apparues tous les dix ans. À part cela, la guerre du pouvoir et les rivalités constantes sont devenues une culture politique à Madagascar.

Vous êtes ce qu'on peut dire des enfants de la deuxième République. Comment avez-vous vécu cette période particulière ?

A.H.R. : Ma perception peut être divisée en deux. Les débuts étaient prometteurs. J'étais encore enfant. Je ne cernais pas encore particulièrement les enjeux politiques mais j'avais senti qu'un bel élan dans un esprit de changement était en train de s'opérer. Il était en faveur de tous les Malgaches. Nous avions espéré le "paradis socialiste" tant promis. La radio nationale, l'unique station à l'époque, exhortait constamment la jeunesse à servir le pays. "*Les enfants d'aujourd'hui sont ...*", avait promis Didier Ratsiraka. Dans la même veine, la chanson *Isika* des Jomak'Ampama (Hazo Midoroboka était en fait le nom du groupe, *NDLR*) était très célèbre. Elle disait "*Isika tsy hanaiky ny tsindrin-tsaranga mangeja antsika*" (nous n'accepterons plus les pressions liées au statut social qui nous entravent, *NDLR*).

Je peux dire que la vie n'était pas encore difficile au début de la deuxième République. Nous n'avons pas eu de privations particulières à la maison. Même si mon père n'était qu'un simple fonctionnaire, il arrivait à subvenir à nos besoins. Ma mère était femme au foyer. La situation s'est réellement détériorée à partir de 1982. J'étais élève au Saff (Collège d'enseignement général) Antanimena. Nous étions à peine âgés de dix ans, mais nous parlions de la politique en classe. Nous avions senti que la corruption et le népotisme régnaient. La majorité de la population pensait que les bourses octroyées par l'Union des républi-

ques socialistes soviétiques (URSS) ou par Cuba n'étaient destinées qu'aux enfants des cadres du parti Antoky ny revolisiona sosialista malagasy (Arema) ou du parti Antokon'ny kongresin'ny fahaleovantenan'i Madagasikara (AKFM, Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar). Ces rumeurs circulaient, mais nous ne pouvions pas vérifier leur véracité. Durant ce moment, des queues interminables se formaient auprès des *fokontany* pour avoir un peu de riz, d'huile alimentaire, du savon... Nous avons dû nous lever à deux heures du matin pour pouvoir placer notre carnet de *fokontany* afin d'avoir notre ration.

En parallèle, les fils et les filles des dépositaires de l'autorité, comme ceux des ministres et des membres du Conseil suprême de la révolution (CSR), avaient mauvaise presse pour leur comportement. Nous avons même entendu que leurs épouses faisaient leur shopping à La Réunion. Le fossé s'est accru entre le peuple et la bourgeoisie, la classe politique et les nouveaux riches. Les conditions de vie s'étaient tellement détériorées que mon père a dû retourner travailler la terre et faire de l'élevage. Il faut dire que Didier Ratsiraka exhortait également à "produire et produire encore". Ce retour aux sources était avantageux pour moi : je pouvais voir le décalage entre la réalité des habitants de la ville et celle des campagnes. Pour l'anecdote, les Kaoperativa Arema (Koparema, coopératives Arema) avaient été disséminées un peu partout dans les campagnes. Elles alimentaient en produits de première nécessité les habitants du monde rural : riz, huile, sucre... Ces coopératives de production et/ ou de commercialisation se rapprochent des paysans pour les aider à écouler leurs produits. Ces derniers ne montraient jamais leur insatisfaction vis-à-vis de l'Administration, par rapport aux citoyens. Ainsi, la plupart intégraient l'Arema si bien que durant les élections de 1982 et de 1989, Didier Ratsiraka avait encore été crédité de plus de 90 % des voix dans le *fokontany* où on habitait.

L'un des marqueurs de la deuxième République était la malgachisation. Avez-vous le sentiment d'être une «victime» de ce choix ?

S.R. : Durant la deuxième République, l'éducation était négligée. Il était donc fort logique que le niveau global baisse. Les autorités n'hésitaient pas à suspen-

dre les cours pour obliger les élèves à faire les *mitabe*. Ils étaient enjoins d'entonner l'hymne de l'Arema, quand les autorités passaient. J'estime que c'était une réelle perte de temps. De nombreux parents avaient contesté cette situation. Ils avaient trouvé, à juste raison, que leurs enfants étaient seulement assujettis. Les conditions de vie des enseignants s'étaient graduellement dégradées. S'ils sont moins considérés aujourd'hui, c'est à cause de cette période de la malgachisation. Leur rémunération était de plus en plus indigne de leur statut et de leur fonction. Pis, on ne leur a pas offert la capacité d'évoluer. La corruption a gangrené fortement le monde de l'enseignement, alors qu'il est la base de la société. Dans l'ensemble, je dirais que c'est une manière de maintenir le peuple dans l'ignorance en quelque sorte. Nous nous sommes avancés dans la paupérisation. La mondialisation et la malgachisation ont donc fait chuter le niveau d'éducation. La pauvreté et le chômage ont pris de l'ampleur. Avant 1980, le coût de la vie n'était pas abordable, mais à partir de là, la vie devenait de plus en plus difficile.

A.H.R. : La langue d'enseignement revêtait cette forme de malgachisation. Toutes les matières étaient enseignées en malgache. Nous avons pu apprendre de nouveaux vocabulaires : *fimirana, ova, takamoa, varingarina, vovom-bony*, etc. L'avantage est que nous n'avons rencontré aucune difficulté durant l'apprentissage même si beaucoup raillaient cet enseignement en malgache. Certains n'hésitaient pas à soutenir que "*la langue malgache n'emmènera nulle part*". La substance de l'enseignement se basait aussi sur la société malgache. Le plus difficile pour moi était quand j'avais décroché mon Certificat de fin d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire (CFEPCEs). La langue avait subitement basculé vers le français en seconde, sauf pour les matières malgache et anglais. Beaucoup d'élèves avaient été en grande difficulté.

Qu'est ce qui a fait que le contexte socio-économique était aussi difficile ?

S.R. : La situation relevait davantage du choix politique. Nous avons opté pour le non-alignement. Avec le socialisme, l'administration avait l'intention louable de vouloir maintenir la population à un niveau égal. Je fais souvent la remarque sur ce

point précis : la capacité d'adaptation de la population malgache est un facteur de non-développement. Le peuple se contente juste de ce que les tenants du pouvoir lui offrent. Pire, il n'a pas le droit de contester. D'un autre point de vue, la population a beaucoup tendance à recevoir. Elle a été habituée à cet assistanat depuis des décennies. La deuxième République n'y est pas étrangère. La production s'est arrêtée depuis que les coopératives ont mis à mal la structure du paysannat. Elles ont dérégulé, voire détruit, le marché. Leurs dirigeants détournent à leur propre profit la totalité des ventes. De nombreux producteurs ont fait faillite et se sont découragés. Notre système économique s'était retrouvé bloqué. Aujourd'hui, nous sommes condamnés à importer la quasi-totalité des produits que nous consommons.

Abordons le volet de l'éducation, la décision d'opter pour la malgachisation a-t-elle été trop hâtive ?

S.R. : Nous n'étions pas vraiment prêts. Les outils n'étaient pas appropriés. Des questions restaient en suspens : qui allait concrétiser la politique d'enseignement ? Le concept de la malgachisation n'était pas encore tout à fait au point. Rien n'était vraiment prêt. Notons qu'à mon sens, il n'y avait pas d'objectifs précis. L'administration a été confisquée par certaines personnes et leurs proches. Le népotisme a gagné du terrain. Tout le monde avait perdu ses repères, c'est ce qui a fait perdre du sens à la malgachisation. En substance, le système ne faisait que traduire les concepts du français en malgache, alors que, nous-même, avons des difficultés à le maîtriser. La malgachisation était – et est – un excellent concept. Il est triste que de nos jours, à Madagascar, il soit interdit de parler en malgache dans de nombreux endroits comme dans les écoles d'expression française, dans les *calls center*, etc. Nous avons tendance à ne pas valoriser notre langue et à rabaisser tout ce qui a trait au malgache. Personne n'a su promouvoir la langue malgache. Personne n'a su l'exploiter dans le bon sens.

A.H.R. : Je ne pense pas ! Cependant, la malgachisation n'a pas été bien préparée. Toute la nation aurait dû se donner la main pour bâtir les structures nécessaires pour bien préparer la malgachisation. L'impression

donnée a été que nous n'avons fait qu'adapter des concepts venant d'ailleurs sans un réel ancrage aux cultures et à la mentalité malgaches, qui n'ont pas tellement changé au fil des siècles. Il faudrait remodeler la malgachisation, mais avant, les Malgaches devraient avoir confiance en la richesse de leur pays. Il y a tout pour bâtir une nation forte et résiliente.

Le passage à la malgachisation est-il réellement le seul coupable qui a fait chuter le niveau scolaire ?

S.R. : En termes de niveau scolaire, le niveau avait effectivement chuté. Les enseignants ne maîtrisaient pas l'enseignement à travers la langue malgache. La plupart des élèves étaient déboussolés : ils ne maîtrisent ni la langue française ni la langue malgache. Cela a créé un traumatisme. Beaucoup de ma génération ne font plus confiance à notre système éducatif. Le premier choix des parents reste les écoles d'expression française au lieu des écoles publiques. Jugez-en : jusqu'à présent, le fait de ne pas savoir parler en français est éliminatoire. Il ne permet pas d'avoir un travail dans une entreprise. La langue française est largement utilisée au niveau de l'administration.

Comment appréhendez-vous les choix politiques que nous avons adoptés ?

S.R. : Nous avons mis à la porte les étrangers un peu trop tôt alors que nous n'étions pas encore suffisamment prêts à prendre en main la gestion de nos propres affaires. En termes de ressources humaines, nous n'avions pas de personnel qui avaient les capacités adéquates pour faire fonctionner les entreprises et l'administration. Les personnes qui avaient été placées à la tête des services administratifs ou des sociétés d'État ignoraient totalement leur mode de fonctionnement. Elles en ont profité pour assouvir leurs ambitions personnelles. Les entreprises nationalisées ont fait faillite et ont fermé leur porte. Le pays s'était appauvri d'année en année. C'était un choix politique. Les citoyens n'avaient pas été responsabilisés. Ils n'avaient pas la possibilité d'être indépendants. La population dépendait de l'État, alors que lui-même était dans l'incapacité de satisfaire ses propres besoins.

A.H.R. : C'est à se poser des questions si les Malgaches ont réellement choisi le cheminement politique qu'ils doivent ou qu'ils devaient suivre ? Ou d'autres influences extérieures l'imposent ? Ce qui nous rend pieds et poings liés. Pourquoi aucun de nos dirigeants ne s'est levé pour dénoncer cette situation ? Ma vision du pays est celle d'un foyer dépendant et endetté – qui est fier d'être lourdement endetté – alors que de nombreuses richesses, comme de l'or, des pierres précieuses... se terrent sous son plancher.

Quelles sont les leçons que l'on doit tirer des événements du 13 Mai ?

S.R. : Après 1972, nous devons tirer des leçons, comme l'importance de s'exprimer face aux injustices sociales. Malheureusement, à Madagascar, il est aussi facile de faire taire les revendicateurs un peu trop véhéments. Il suffit juste de leur donner un poste à responsabilité ou de l'argent, par exemple. Parfois, les revendications ne sont utilisées que pour assouvir un besoin : comme celui d'un poste, mais sans une réelle conscience collective. Les questions économiques et d'éducation en sont les causes sûrement. D'une manière générale, la continuité dans la gestion des affaires publiques ainsi que la capitalisation sont indispensables. À chaque changement de dirigeants, les politiques changent également, le pays n'avance pas. On repart de zéro à chaque fois. Les situations qui prévalent ne devront pas être influencées par des enjeux politiques, mais il est essentiel de respecter des règles d'éthique. En voyant la situation actuelle du pays, et si on raisonne en termes statistiques, la révolution populaire de 1972 semble avoir été menée en vain.

A.H.R. : Pour les dirigeants, l'usage de la force ne peut réprimer la volonté du peuple de se soulever, quand la situation devient insoutenable. Même si l'administration Tsiranana a usé de la force, elle a dû finalement démissionner. La deuxième leçon est que détruire les biens communs n'est jamais une solution. L'Hôtel de ville, incendié en 1972, n'a pu être reconstruit que 40 ans après. Même la malgachisation de tous les pans de la société que l'on a tenté de détruire également n'a pu être totalement réhabilitée que 50 ans après. **P**



L'affiche «Ndao», une expression combative dans le contexte du reflux soixante-douzard

JEAN-CLAUDE RABEHIFARA

L'affiche "Ndao" sur la stèle du *Fahaleovantena*, à Antananarenina, octobre 1972

Le mouvement populaire de 1972 a déployé des formes inédites de mobilisation, d'action et d'expression, comparées à celles qui ont prévalu sous la colonisation : les luttes politiques légales pour l'indépendance et l'insurrection patriotique armée de 1947. Cette fois-ci, face à une indépendance sans souveraineté, autrement dit une domination politique, économique et culturelle de l'ancienne Métropole intégralement maintenue, par le biais des accords de coopération franco-malgaches de 1960, un mouvement de la jeunesse s'est construit en prenant conscience du caractère étriqué des enjeux politiques et syndicaux qui figeaient, avec les pesanteurs patriarcales, la formation sociale malgache.

DYNAMIQUE

D'avril à septembre, le mouvement a connu des phases de flux puis d'«apogée» – ce qu'a été mai 72 – et de reflux pendant lesquelles des jeunes (urbaines, universitaires, scolaires puis déscolarisées) se sont levées. Elles étaient soudées dans l'action contre le système néocolonial et avaient réclamé la malgachisation de l'enseignement et celle de l'administration et de l'économie. Par la suite, certaines fractions de la bourgeoisie, des syndicats de travailleurs (à partir du 15 mai, jour de la marche vers le Palais du Premier ministre), ainsi que progressivement des secteurs de la paysannerie se sont impliqués finalement dans la dynamique après l'imposition d'un gouvernement de militaires et de techniciens, le 18 mai. «72» s'est caractérisé par son organisation d'une grève générale démocratique articulant *dissensus* et consensus, assemblées (générales) délibératives, motions d'analyse et d'orientation et *in fine* actions de masse... tout en favorisant une relative grande fraternité et une expression libératrice de tout un chacun.

Face à l'offensive de réorganisation du procès néocolonial menée par le nouveau pouvoir qui a entrepris de récupérer le mouvement populaire dans un sens normalisateur, le Komity iombonan'ny mpitolona (Kim), le comité commun de grève, a appelé à la tenue en septembre d'un *Zaikabem-pirenena* (congrès national). La stratégie gouvernementale de pourrissement de la

situation a essoufflé le mouvement qui a entamé dès lors son reflux. D'aucuns voyaient même le projet de *Zaikabe* comme une sorte de baroud d'honneur.

CONTRASTES

C'est dans ce contexte de reflux du mouvement que j'ai proposé, en étron libre, au Kim, via deux responsables amis, Solofo Randrianasolo et Tovoninahary Rabetsitonta, la conception et la fabrication d'une affiche d'identification du mouvement et de remobilisation citoyenne : c'était le projet *Ndao*. Le projet est né d'une matrice d'affiche dessinée au crayon-stylo-feutre dans un local du lycée d'Ampefiloha, occupé par le Kim, à l'approche du *Zaikabe*.

«72» a adopté le slogan *Ndao* pour appeler à l'action...
«*Ndao – Na ho vy na ho vato, tsy maintsy mandresy ny vahoaka madinika*»

Je n'avais aucune référence artistique avérée, particulièrement dans le domaine où je me lançais, mais juste une expérience de *hobby* qui m'a fait exercer (pour moi-même ou pour certains amis) divers portraits au crayon-stylo-feutre à partir d'illustrations trouvées dans la presse ou dans des livres. Je peux citer l'iconique *Che Guevara*, *Guerillero Heroico* (d'après les clichés du photographe cubain Alberto Korda), *Free Angela Davis*, *Free Huey Newton* (dirigeant du Black Panther Party), *FNL Vietnam vaincra*, etc. Dans ma vision, l'affiche *Ndao* sera du même type que ces dessins faits à partir d'illustrations soixante-huitardes. Elle sera une mise en exergue de contrastes entre les couleurs noire (les traits en ombres du

personnage) et rouge (le fond de l'affiche) et, bien sûr et surtout, une combativité marquée.

Pour *Ndao*, j'ai construit un dessin graphique à partir d'une illustration que j'ai trouvée dans un numéro de la revue *Réalités malgaches* de l'époque : une photographie d'archive d'un paysan du Sud malgache lors du mouvement d'avril 1971 mené par le parti Monima.

Dans mon brouillon au format A4, la tête du paysan en lutte était enserrée d'un bandeau (comme celles de certains insurgés dans l'histoire de par le monde), tandis que son bras gauche brandissait une kalachnikov. Ce dernier symbole dépassait l'entendement, je le reconnaissais... d'ailleurs, le Kim a refusé ce brouillon. Donc, j'ai remplacé la kalachnikov par un poing gauche bien fermé, ce que le Kim a adoubé. Ainsi, le *Zaikabem-pirenena* a eu son affiche en «rouge et noir», le rouge pour «démocratie» et le noir pour «liberté».

HÉRITAGE THÉORIQUE

«72» a adopté le slogan *Ndao* pour appeler à l'action... «*Ndao – Na ho vy na ho vato, tsy maintsy mandresy ny vahoaka madinika*» (En avant ! Face au fer ou face à la pierre, le peuple vaincra inéluctablement). *Ndao* parce que le *Zaikabe* en préparation me semblait grippé et qu'il fallait réveiller la combativité de la population. Ajoutez-y mon clin d'œil internationaliste, et pour l'histoire, à *Vorwärts* (c'est-à-dire *Ndao*, bien sûr), le journal social-démocrate où Friedrich Engels a publié en 1876 son *Anti-Dühring*, un peu une partie de mon héritage théorique.

Ainsi, l'affiche *Ndao* du *Zaikabem-pirenena* de 1972 appelait à un regain de combativité citoyenne pour une unité populaire. À ne pas confondre avec l'affiche *Ndao* de 1977, en rouge et noir aussi, presque identique (à une nuance près), du parti MFM-MFT (Mpitolona ho an'ny fanjakan'ny madinika – Mpitolona ho an'ny fanatanterahana ny tolom-piavotana) où le personnage militant a été rajeuni et quelque peu «zoa-misé» dans son apparence. Normal, à mon sens : ce parti était alors en marche vers une participation au pouvoir sous la deuxième République et s'adressait d'abord à sa clientèle potentielle. **P**

Mai 72 ou l'essor du protest song malgache

La société malgache, en tant que société de l'oralité, a toujours eu un lien très intime avec les productions musicales qui mettent en scène et en image cette société. Du Mitsangana ry tanora du Mouvement démocratique pour la rénovation malgache (MDRM) au Aza misy miteniteny de l'Association des étudiants d'origine malgache (AEOM), les chansons constituent à la fois un symbole de résistance et de contestation à un régime qui n'a plus le soutien de la majorité de la population.

ANJA FANANTENANA RAKOTOARIMANANA

Si l'histoire politique s'est toujours intéressée aux thématiques concernant les élections, les partis politiques ou encore les mouvements de contestation, les années 70 ouvrent une brèche et des chercheurs commencent à l'intéresser à la musique comme une production sociale et politique qui entre dans ce champ de recherche. Le couple musique et politique s'inscrit alors dans le champ épistémologique de l'histoire de la représentation sociale, mais surtout histoire du temps présent, tellement chère à René Rémond. Bien évidemment, des questions émergent sur le rôle de la musique dans la politique et la portée des paroles de chansons dans les mouvements de masse, mais surtout sur l'orientation politique de ceux qui le produisent.

L'IDENTITÉ DU « YÉYÉ »

Si avant les années 70 les musiques françaises et anglaises dominent, le monde musical, à travers les groupes comme les Surfs, les Beatles ou encore les Rolling Stones, qui sont les idoles des jeunes, sous l'identité du « yéyé », les années 70, quant à elles, vont être marquées par le *folksong* et le *protest song* anglo-saxons. Le mouvement pop anglo-saxon a transformé durablement la culture du monde occidental, au-delà même de ses bases géographiques. Une révolution culturelle a bien eu lieu. La circulation des produits et des idées de mondialisation des échanges ont permis une diffusion rapide et quasi générale de la pop dans d'autres pays, malgré l'éventuel obstacle linguistique.

Une tendance qui apporte une influence importante dans la scène musicale malgache du fait que le début des années 70, avec son contexte particulier pour Madagascar, va basculer profondément le rapport entre la

musique et la société, mais surtout entre la musique et la politique. En effet, un grand nombre d'artistes – porte-flambeaux d'une majorité silencieuse que le régime a oubliée – vont ainsi se démarquer. De l'estrade au studio d'enregistrement, ces artistes vont devenir un symbole d'une génération et une représentation d'une société qui s'émancipe. L'année 1972 est ainsi celle de la rupture autant sur le plan musical qu'au niveau de la trajectoire personnelle de ces jeunes, marquée d'abord par les débuts du *protest song*¹ et après l'engagement politique et social des artistes².

INFLUENCE DES CHANSONS ANGLO-SAXONNES

Les artistes locaux vont s'inspirer des grandes figures internationales qui défient l'ordre établi. C'est le cas de Bob Dylan qui soutient en partie les mouvements de contestation et critique les injustices dans les pays anglo-saxons. Le chanteur américain se lance dans le courant des années soixante. Dans sa chanson *The Times They Are A-Changin'* (Car les temps sont en train de changer), il décrit l'état d'esprit de cette contre-culture portée par les jeunes : « Venez rassemblez-vous tous braves gens / D'où que vous veniez / Si votre temps pour vous / Vaut la peine d'être sauvé / Alors vous feriez mieux de vous mettre à nager / Ou vous coulerez comme une pierre / Car les temps sont en train de changer ».

Dans cette chanson, l'artiste américain utilise des figures de style métaphorique. « Les eaux autour de vous montent comme la modernité et la révolution / Il faut abandonner l'ancienne culture / Car les temps sont en train de changer... / Où vous coulerez comme une pierre ». La presse de l'époque parle de conflits de générations ou de la découverte d'un âge intermédiaire entre l'enfance et

l'âge adulte pour expliquer ces révoltes. Elle tente de réduire à un aspect physiologique un phénomène beaucoup plus profond. Ce sursaut de la jeunesse artistique arrive jusqu'à Madagascar. Parmi tant d'autres, le groupe Mahaleo a voulu aussi, à son tour, chanter les iniquités dans son pays. Un choix que le groupe Lôlô Sy Ny Tariny ne tarde pas à suivre, en se lançant dans des titres qui font la dissection de la société malgache, surtout urbaine.

Mais une personnalité qui a aussi symbolisé le mouvement 72 était incontestablement Ralay. À la fois meneur de grèves, il siégeait parmi les cerveaux des *rotaka* et premier *protest-singer*. Il sera l'un des premiers à prédire l'émancipation à travers le titre *Narodan'ny zaza mpanao be andiany*, sorti avant la crise de mai 1972. « *Narodan'ny zaza mpanao be andiany / Ilay hery nan-drotika ny ainy / "Montsana" rava ny maro mahantra/Ny zioga natao ho zakainy / Haika sy sandry misandratra hiady / Miraona tsy mety mangina* ». Comment à Madagascar, une société où le respect de l'autorité est érigé en valeur morale supérieure, va-t-elle se comporter ? Ce questionnement va inspirer les auteurs compositeurs des chansons à textes malgaches.

LES CHANTEURS ENGAGÉS, AU-DEVANT DE LA SCÈNE DE LA RÉVOLUTION DE 1972

Les événements de 1972 ont été marqués par la quête d'une identité perdue. Bekoto, membre du groupe Mahaleo, reste convaincu du rôle essentiel de son groupe durant le mouvement de contestation de 1972. « On a toujours été des acteurs volontaires du 13 mai 1972, dans le sens où l'on n'a pas fait l'évènement, mais c'est l'évènement qui nous a faits », a-t-il souligné. La grève a été une occasion idéale pour les

jeunes de révéler leurs talents en s'associant aux manifestations. Une manifestation a aussi eu lieu à Antsirabe, sur le jardin de la station thermale rebaptisé «jardin des grèves», sur la place de l'avenue de l'Indépendance. Le groupe Mahaleo y verra le jour. Le début a été marqué par *Adin-tsaina*, un titre qui parle d'une histoire d'amour ordinaire et qui a été diffusé plusieurs fois à la radio nationale par Latimer Rangers. Le titre met surtout en image la réalité de la société malgache.

Les textes des chansons peuvent être considérés comme le témoin des événements qui ont marqué le mouvement de mai 1972. La chanson de Mahaleo, *Matoa zahay manao girevy*, écrite par Dama et Raoul, est révélatrice de cet engagement. «*Matoa zahay manao girevy / Tsy adalana sanatria / Fa hanehoanay ny fandavanay / Tsy hangina izahay / Raha tsy azonay ilay zavatra angatahinay / Izay heverinay ho antonona anay*».

Cette chanson évoque la raison de la grève étudiante, le mécontentement et la soif de changement. Par la suite, elle devient l'hymne de la manifestation à Antsirabe. Les chansons parlent des aspects du vécu de la vie quotidienne. Ce qui constitue un apport considérable à la compréhension de l'histoire écrite. C'est également le cas de Ralay avec ses actions de sensibilisation idéologique, avec sa manière de faire refléter des phénomènes sociaux à travers ses *protest song*. Ralay a intégré le Comité de grève, animait au stade d'Alarobia à travers *Narodan'ny zaza mpanao be andiany*. Le chanteur était même devenu le porte-parole des étudiants.

DE L'ESTRADE À LA POLITIQUE OU À L'ENGAGEMENT SOCIAL

La participation des chanteurs aux manifestations de 1972 a façonné l'avenir de la musique, mais aussi de ceux qui l'ont produite. Après les événements de 1972, deux facettes ont été constatées à travers les artistes. Soit, ils s'engagent dans la politique, soit ils restent neutres, en dehors de toutes couleurs politiques. Grâce à la manifestation, Mahaleo et Lôlô Sy Ny Tariny ont pris l'ampleur. Ils ont su imposer leur présence, non seulement dans le monde de la musique, mais aussi dans le monde politique.

Des partis politiques (l'Arema ou le MFM, notamment) avaient plusieurs fois solli-

cité les deux groupes afin de les intégrer dans leur parti. Ainsi, des artistes s'étaient orientés vers une carrière politique tandis que d'autres avaient choisi un cheminement différent. Si Raoul était très proche du parti de Manandafy Rakotonirina, le Mpitolona ho an'ny fanjakan'ny madinika (MFM), Dama, lui, s'était engagé directement dans la politique en se présentant aux élections législatives de 1993. Il a ainsi pu cristalliser ses notoriétés dans le monde de la musique et ses passés en mandat électoral en devenant député d'Ambatofinandrahana. À travers ce parcours, il s'était rendu compte qu'il ne faisait pas de la «politique politicienne», mais de la politique de proximité, en essayant d'être à la hauteur du «donneur de leçon» qu'il est en tant que chanteur. Il avait ainsi l'occasion de contredire *Ambohikobaka*, évoquant ceux qui gouvernent comme si Madagascar leur appartenait, ou *Bemolanga*, parlant des promesses non tenues ou encore *Ministera*, soulevant la question du népotisme. Cet engagement s'est renforcé pour Dama en ayant été candidat à la présidentielle de 2018, avec le soutien du parti Manajary Vahoaka.

CONTRECULTURE

Le MFM est également à l'origine de l'émergence de nouveaux artistes qui font la promotion de la contreculture. Plusieurs membres du groupe Mahaleo et d'autres artistes font partie de cette vague, comme les chanteurs Ralay ou Tselonina. Une autre partie avait décidé de rester neutre sans prendre parti. Ils ne voulaient revêtir aucune couleur politique, mais ils voulaient garder uniquement leur statut de «porte-paroles» ou de «dénonciateurs» des injustices, des abus de pouvoir ou des problèmes socio-économiques.

«*Les chansons sont des productions artistiques, mais aussi des productions sociales*», avait philosophé Christian Delporte. C'est le cas de Lôlô Sy Ny Tariny, connu comme étant «*l'enfant chéri de la génération de mai 72*», par le biais de *Maria Katisoa*, qui fait allusion aux problèmes socio-économiques durant la seconde République. La chanson raconte les conséquences de la misère à travers le récit d'une jeune fille qui vit avec un avenir incertain. Sa vie n'est que le reflet d'une fatigue à cause de la pénurie, elle est obligée de faire la queue tous les jours pour un kilo de riz. «*Miala any Maria Katisoa/*

kamokamo hamonjy lakilasy/ Donto ny ankizy ankehitriny satria torovana sy reraka/ Manangana ny ho aviny amin'inona moa ?/ Fa ny mahavaky ny loha dia vary iray kilao zaraina folo ».

IMAGE SYMBOLIQUE DE LA RÉVOLUTION

La sollicitation des artistes pour soutenir la politique connaît un autre virage à partir de 1972. Ils se sont engagés à parler fort ce qui est murmuré tout bas dans la société, à dénoncer publiquement ce qui fait mal au peuple qui n'a pas le moyen pour se faire entendre. «*Une chanson à elle seule ne peut changer une loi ou renverser un régime, mais elle peut avoir une influence importante, même indirectement, sur des changements concrets*», note à ce sujet Lynskey. Les chants de Mahaleo, en tant que *hira vokatry ny tany*, de Ralay, en tant que pionnier du *protest song*, et celui de Lôlô Sy Ny Tariny, en tant que *folk* contestataire, ont touché le cœur des jeunes. Ils sont devenus une image symbolique de la révolution, un engagement pour la quête d'un meilleur avenir.

Les chansons sont devenues un instrument politique durant la période qui succède aux années 70 dans un autre contexte socio-économique et politique. Fafah du groupe Mahaleo avait expliqué que les chansons sont déjà un mouvement politique en elles-mêmes. «*La musique en soi est déjà politique. Les chansons que nous chantons font en quelque sorte figure de discours. Aussi bien Mahaleo que Lôlô Sy Ny Tariny dénoncent les imperfections à travers leurs chansons, dont parmi les plus connus Bemolanga et Lemizo*», avait-il expliqué.

Depuis les années 90, la musique revêt d'autres fonctions dans les événements politiques (propagandes, meetings, événements officiels). À l'exemple de Dama qui a chanté pour les propagandes de Didier Ratsiraka ou de Lôlô Sy Ny Tariny qui a chanté pour le MFM durant la deuxième République. Cette ère a fragilisé le rôle important des artistes, ce qui a remis en question l'éthique des artistes. **P**



Zafimahaleo Rasolofondraosolo et Honoré Rabekoto

Mahaleo : de soixante-douzards à stars

Dama et Bekoto, de leurs vrais noms Zafimahaleo Rasolofondraosolo et Honoré Rabekoto, artistes-sociologues, partagent à Politikā leurs visions d'une Grande île qui aurait réussi à relever les défis auxquels elle fait face depuis 1972. Se référant aux messages et interpellations véhiculés à travers leurs œuvres, ils nous livrent par eux-mêmes leurs visions.

JEAN-AIMÉ A. RAVELSON

À deux, vous perpétuez la légende de Mahaleo. Vous entamez cette année la 50^e année de votre groupe. Mahaleo est né presque en mai 1972. Quels sont vos rapports avec le mouvement de mai 1972 ?

Dama : Le mouvement de mai 1972 a beaucoup influé sur le processus de naissance de Mahaleo. Les sept futurs membres du groupe se sont rencontrés et se sont rassemblés pour la première fois lors d'un concert

durant le *meeting* à Antsirabe, alors que les groupes s'étaient succédé pour monter sur scène. Aussi, le nom "Mahaleo" du groupe que nous avons donné a été acclamé et très bien accueilli par les grévistes pendant les concerts dans le cadre des *meetings*. Si tout au long des années 70, nous avons pu enregistrer notre premier disque 45 tours, chanter au stade de l'université d'Antananarivo devant des milliers de jeunes, sortir notre premier 33 tours à Madagascar, tourner un film avec la télévision nationale à Antsirabe

pendant 15 jours, faire des concerts en solo en salle et en *open air* à Antananarivo et à Fianarantsoa, c'était grâce à nos activités pendant les grèves et les *meetings* durant lesquels des producteurs nous ont repérés. Le mouvement de 1972 a fabriqué et lancé Mahaleo en tant que groupe artistique, mais il ne se réduit ni au 13 mai 1972 ni à la place du 13 mai 1972.

Bekoto : Nous n'avons pas seulement chanté, nous avons aussi beaucoup parti-

cipé aux débats et aux échanges d'informations entre les grévistes à Antsirabe. C'est durant les *meetings* que nous avons découvert les valeurs telles que l'unité dans l'action, la solidarité et l'entraide, la discipline, la complémentarité, l'écoute, le débat, le partage, l'ancrage dans ses histoires, ses cultures et ses traditions, la valorisation de sa langue maternelle, la liberté d'expression, la liberté culturelle et intellectuelle, la loyauté, l'humilité, etc. Les valeurs de "1972" orientent nos actions et nous servent de repères dans notre vie d'artiste, dans notre vie professionnelle et dans notre quête de développement pour notre pays. Après 1972, Mahaleo a continué d'exister sur la base de ces valeurs. Il semble lui-même s'ériger en un mouvement intégrant les jeunes générations qui cherchent des repères et se construisent à leur manière de nouvelles identités. L'identité de Mahaleo n'est pas figée à "1972" ou à mai 1972, malgré notre ancrage dans "1972".

Par rapport à vos perceptions et vos vécus de la gouvernance dans le cadre de l'État-Parti social-démocrate (PSD) et par rapport aux débats menés dans le cadre du «mouvement 72», quelles sont vos visions de gouvernance pour Madagascar dans 10 ou 15 ans ?

Dama : "Gouverner", selon mes vécus et mes expériences durant la première République, c'est exercer unilatéralement le pouvoir. Pour nous par contre, c'est *mifampitondra* (gouverner mutuellement), car tout pouvoir appelle un contre-pouvoir, d'où le dicton *aleo halan'andriana toy izay halam-bahoaka*. L'*andriana* et le *vahoaka* se trouvent face à face, redevabilité et responsabilité s'interagissent. La gouvernance se base sur des principes qui font généralement référence à nos valeurs, aux valeurs malgaches. Pour illustrer, je peux citer la nécessité de s'écouter (*mifampiaino*), les discussions, le dialogue et la concertation (*hevitry ny maro mahatana-davitra*), le respect mutuel, l'appel aux valeurs communes lors des prises de décision, la recherche du consensus (*marimaritra iraisana*). Aussi, se concerter sur des visions et objectifs communs constitue un élément fondamental de ma vision de la gouvernance.

Bekoto : Pour asseoir des pratiques saines de gouvernance, nous départir des habitudes qui ne nous faisaient pas avancer s'avère être

une nécessité. Par exemple, je cite ce que nous appelons *indrokelin'ny mpandrafitra* (justification de l'inefficacité de nos actions), les *fitsaram-bahoaka* (les vindictes populaires) – qui vont à l'encontre de la primauté du droit –, le corporatisme, le népotisme (*kiantranoantrano*) et l'impunité (*tsimatimanota*), l'individualisme (*samy maka ho azy*) au détriment de la considération des intérêts communs, etc. Les jeunes leaders d'aujourd'hui et les nouvelles générations en général ne doivent pas perpétuer ces pratiques de gouvernance. D'ailleurs, ils connaissent bien les principes de la bonne gouvernance.

Dans quelques-unes de vos chansons, il semblerait que vous remettiez en cause le système de gouvernance du fanjakana raiamandreny à l'exemple de l'État PSD. Est-ce qu'on peut comparer ce type de gouvernance avec ce que vous aviez vécu chez vous avec vos ray aman-dreny (pères et mères) ?

Dama : À mon avis, l'État, le *fanjakana* en malgache, ne peut pas être nos *Ray aman-dreny*. Déjà le mot *fanjakana* est un dérivé du verbe *manjaka* qui signifie "régner". Mes parents n'ont pas régné sur moi. Ils nous écoutaient et nous apprenaient à écouter les autres. Personnellement, j'avais eu la chance de développer mes capacités d'écoute et d'expression dans le cadre de l'institut des sourds dirigé par mes parents à Antsirabe. Nos parents nous encourageaient à faire beaucoup de perceptions et être sensibles à ce qui se passe autour de nous, à ne pas être indifférents (*tsy miraharaha*). Ce qui a beaucoup contribué au renforcement de notre volonté et de nos capacités de comprendre, d'analyser, de synthétiser et d'évaluer les faits et les réalités, d'où nos tendances à chanter la réalité et nos choix de faire nos études en sociologie ou en médecine. Nos parents discutaient et échangeaient avec nous sur le pourquoi et comment du mouvement de 1972. Ils nous apprenaient la discipline et nous éduquaient à être responsables et non à obéir aveuglément. Ils étaient eux-mêmes contre le *fanjakana raia-mandreny* qu'était le *fanjakana* PSD. Aussi, ils soutenaient le mouvement étudiantin de 1972. Ils nous ont épaulés dans la rédaction de quelques-uns de nos textes dont *Matoa izahay manao grevy* (Pourquoi nous faisons la grève). Ils constituent pour nous la terre fertile pour notre éducation et notre développement : *ny hazo no vanon-ko lakana,*

ny tany naniriany no tsara (Si l'arbre est bon pour en faire une pirogue, c'est que la terre où il a poussé était fertile).

Bekoto : Quelques-unes de nos chansons parlent effectivement de l'État comme nous l'avons perçu et vécu dans les années 70/80. Notre chanson *Ikala Fanja*¹ (ou *Karabrosy* pour certains), par exemple, s'adresse directement à l'État : *Ikala Fanja mijanona tsy mirakana aminay/... Izahay tsy mila an'i Rafanja/... Manao azafady an-dRafanja malala/... Fa vita teo re ny amin'ity...* (l'État ne viendra pas avec nous... Nous n'avons point besoin de l'État... Toutes nos excuses, cher État... Cette fois, c'est terminé!). L'État PSD était un exemple typique d'un *fanjakana* fonctionnant selon les principes de gouvernance d'un *fanjakana raiamandreny*. Nos pères et nos mères respectifs ont fait de nous une partie de ce que nous sommes aujourd'hui. C'est grâce à eux que nous avons vu le soleil (*nahitanay masoandro*), ils nous ont donné l'autorisation, éduqués, soutenus à devenir des artistes et ils nous ont encouragés à continuer et terminer nos études. Ils font partie des écoles et des mouvements d'où sont sortis les Mahaleo. Je voudrais ajouter que l'État n'est ni la propriété du président de la République ni de son parti politique, comme il l'était dans nos perceptions et vécus en 1972, et comme Dama le chante haut et fort dans *Ambohikobaka*².

Par rapport à vos vécus sous l'État-PSD, quel État voudriez-vous léguer aux jeunes générations ?

Dama : Les textes de nos chansons accompagnent les aspirations qui se sont cristallisées à partir du mouvement de 1972 ainsi que les processus de leur réalisation. Ils jouent, entre autres, le rôle de références pour les jeunes, les paysans et les autres groupes sociaux, les acteurs économiques et les décideurs politiques. Des chansons de Mahaleo parlent de l'État d'*Ambohikobaka* (ville de la démagogie) loin d'*Ambalambahoaka* (village du peuple), de *fanjakana loham-boto*, de *fanjakana adaladala*. Nous savons depuis 1972 que nous n'avons nullement besoin d'un État qui ne veut que s'imposer (*fanjakana manjaka* ou *fanjakana raiamandreny*), même s'il s'autoproclame "*fanjakan'ny madinika*". Les jeunes générations ne doivent pas hériter d'un État au service des prédateurs (*mpanao rapadango*), qui sera "une main visible" assurant la persistance d'un système qui profite aux riches et qui soumet les pauvres. Pour ce

... faire, il est nécessaire de reconquérir et de mettre l'État au service du peuple, afin qu'il serve le bien commun. Pour que demain, il n'inspire plus peur et méfiance, comme c'était le cas en 1972, mais qu'il devienne le principal instrument de transformation de notre société. C'est notre vision du *fanjakana*. Nous insistons surtout sur la nécessité de faire correspondre les politiques économiques de l'État aux intérêts des groupes sociaux majoritaires, mais minorisés et subissant les inégalités sociales et régionales flagrantes dans le pays, et de mettre en place un système de protection sociale généralisé, ce qui n'a pas été fait depuis 1972 jusqu'ici.

Bekoto : Nous avons besoin d'un État qui a la capacité d'écouter, de prévoir, de promouvoir l'épanouissement de tout un chacun et de favoriser la vie collective dans notre société. Cet État aurait une principale mission : améliorer la vie du peuple. Bref, un État qui serait disposé à réaliser une distribution plus équitable des ressources et richesses nationales entre les différents groupes sociaux et entre les régions de notre pays. Nous souhaitons que les jeunes s'y mettent et poursuivent cette vision. Je crois qu'il leur est possible de transformer l'État de telle sorte qu'il ne soit plus l'État que les Rainivoanjo, Renindrainivoanjo et Lendrema ont connu dans les années 70 et 80 : un État perçu comme *fanjakana loham-boto*³ (État voyou), arrogant et oppresseur comme raconte nos chansons *Tsindrihazolena*, *Ekena re* et *Patrô*, et provoquant les comportements *tsy miraharaha* (s'en foutre) et l'aversion pour la politique. Pour ce faire, il faut éviter de tomber dans l'anachronisme et de refaire les mouvements de rue dont tout le monde a vécu l'inefficacité. Dama et moi pensons plutôt à la force de l'éducation et de la conviction au changement et développement personnels, à la capacité de changement des jeunes et à leur disposition à transformer la société et notre nation.

Les problèmes de l'éducation ont en partie déclenché le mouvement de mai 1972. Peut-on dire que nous avons résolu les problèmes qui se posaient dans les années 70 et 80 ? Quelles sont vos visions dans ce domaine ?

Dama : L'être humain (*olombelona*) se trouve au cœur du développement. Il en est le principal acteur. Le développement doit se définir par rapport à lui. Mais être *olombelona*,

c'est être le produit de son éducation qui, dans tout processus de développement, a un caractère fondamental. Notre vision de l'éducation est que, dès l'école *fibeazana fototra*, les enfants malgaches apprennent à vivre nos valeurs, à vivre en harmonie avec leur environnement naturel. Qu'ils reconnaissent les enjeux du développement durable pour le futur, afin que leurs enfants ne vivent pas les problèmes actuels dans des formes encore pires. Qu'ils apprennent à découvrir et à valoriser les cultures et le *kanto gasy vokatry ny tany* (arts malgaches du terroir) et qu'ils connaissent les histoires de leurs régions et de leur île, tout en étant outillés à entrer dans le processus de leur construction identitaire et développement personnel. Et qu'ils soient prêts à contribuer et qu'ils contribuent au développement de leur pays malgré la mondialisation.

Bekoto : L'éducation n'est pas seulement l'enseignement ou l'instruction. C'est aussi le transfert de valeurs humaines, mais surtout de nos valeurs. Lorsque nos jeunes apprennent que l'idéologie du *samy maka ho azy* (l'individualisme) ne suffit pas pour résoudre les problèmes socio-économiques de leur pays, ils revaloriseront la mutualité malgré les différences. Ils sauront revivre la solidarité, l'entraide et le collectivisme. Ils sauront vivre dans la complémentarité de nos régions et dans le respect des *soatoavina iombonana malagasy* (valeurs communes aux Malgaches). L'initiation à l'instruction civique (malgache) renforcera leur volonté à se soucier de la chose commune et publique : ils ne seront pas des citoyens *tsy miraharaha*⁴. Par la suite, ils respecteront l'environnement et entretiendront les nouvelles infrastructures. Ils iront voter et se porteront candidats aux élections. Ils participeront aux *loabary an-dasy* au sein des collectivités et des *fokonolona*, là où les membres sont à la quête du *soa iombonana* (bien commun). Ils développeront le sens de la rigueur et de la discipline qu'ils acquerront à travers les *teny ierana*. Ils n'hésiteront pas à réaliser les *tetika iombonana* (travaux d'intérêt général) sur la base des *dina* et selon leurs capacités (*izay tsy mahay sobika mahay fatram-bary*).

Dama : Mahaleo est pour nous une école *fibeazana*, là où nous, les Mahaleo, nous nous éduquons. Mais l'école Mahaleo se veut aussi être une école *ifanabeazana* où les autres s'éduquent et se forment avec nous. Et je voudrais ajouter que nous apprenons beaucoup des autres, c'est-à-dire de nos fans, de

la société en général et des jeunes générations en particulier. C'est dans ce cadre que, en dehors de nos activités d'auteurs-compositeurs et/ou chanteurs, nous – individuellement ou collectivement – avons réalisé et réalisons différentes activités dans divers domaines (socio-économique, socio-culturel, socio-politique etc.). L'éducation conscientise les jeunes à apprécier ce qui leur appartient, à apprécier et favoriser la création malgache, à valoriser les produits du terroir malgache, à développer et soutenir les investissements et les technologies malgaches. Ils investiront dans des entreprises industrielles fabriquant des outils agricoles comme les *angady*, etc. et dans l'industrie agro-alimentaire pouvant concurrencer les misao, soupes chinoises, pizzas, hamburgers, tacos, etc.

Bekoto : Nous soutenons la relève et la créativité des jeunes générations dans notre société. Avec elles, nous discutons beaucoup des thèmes et des défis issus du mouvement de mai 1972 auxquels elles sont encore confrontées aujourd'hui et auxquels elles seront toujours confrontées. Nous partageons nos perceptions et nos expériences aux paysans, aux jeunes urbains et ruraux, aux militants de la société civile, aux collégiens et lycéens, aux universitaires et académiciens, aux agents de l'État et aux politiciens.

Un des mots-clés du mouvement de 1972 est la malgachisation. Est-ce encore d'actualité ?

Dama : Dans les années 70, la radio Madagascar encourageait les jeunes à consommer et à imiter les tubes anglo-français. J'avais d'abord composé et chanté en anglais, par exemple, mes titres *Adin-tsaina* et *Raozy vony*. C'est le mouvement de 1972 qui m'a ouvert les yeux et m'a laissé découvrir ma langue maternelle et le potentiel culturel et artistique de mon pays qui restait jusque-là inexploité. Alors, j'ai commencé à composer et à chanter en malgache. Le fait que nous ayons appris le Malgache avec ses variantes régionales à l'école à Antsirabe avait renforcé cette volonté d'utiliser la langue malgache afin de transmettre les messages véhiculés dans nos *songs* dans tout Madagascar. Ainsi, Bekoto, Dadah, Raoul et moi, les quatre auteurs-compositeurs de Mahaleo, avons écrit nos textes en malgache, tout en adoptant des jargons et quelques touches empruntées aux jeunes de la capitale et des autres régions de Madagascar. Nos chansons

parlent des réalités de tout Madagascar et non exclusivement de ce qui se passe dans la capitale. Selon l'adage malgache "*ny an'ny tena andrianina, ny an'ny hafa koa fehezina*" (nous valorisons et respectons ce qui est à nous, tandis que celle d'autrui nous la maîtrisons), nous utilisons et maîtrisons la guitare, un instrument de musique importé, à côté du *kabosy* malgache.

Bekoto : Je voudrais tout d'abord préciser que malgachisation, selon l'esprit du mouvement de 1972, ne voulait pas dire "tout écrire ou tout dire en malgache". Il s'agit d'un changement de paradigme et de système. Il s'agit de l'adaptation du système d'éducation, de l'enseignement et de la formation à implémenter à Madagascar aux réalités (traditions, histoires, cultures, identités, géographie, conditions socio-économiques, ressources naturelles, etc.) du pays ainsi qu'aux objectifs et aux défis de développement du pays selon leur définition par les Malgaches. Par exemple, je suis d'avis de fixer notre calendrier scolaire par rapport aux saisons agricoles. Le nouveau système renforcera ainsi nos acquis et nous incitera à nous respecter et nous permettra de nous ouvrir à d'autres pays, en sachant que c'est à nous de définir et choisir avec quels pays et quelles modalités nous coopérons. J'ai commencé à écrire mes chansons en français. D'ailleurs, je dispose de quelques chansons chantées en français. Mais nous, les Mahaleo, avons évité de nous adapter, d'abord, et d'adapter notre musique aux normes de la *world music*, dans l'objectif de percer sur le plan international, au détriment de notre propre style du terroir et de nos racines politico-historiques et socio-culturelles ancrées dans "1972".

Se référant aux perceptions des réalités et aux aspirations que vous exprimez dans les textes de vos chansons, pourriez-vous nous partager quelques caractéristiques d'un Madagascar développé dont vous souhaitez «léguer» aux jeunes générations ?

Dama : Nous souhaitons vivement que d'ici 10, 15 ou 20 ans, nos textes et nos chansons ne servent plus de référence pour les jeunes de Madagascar afin d'encore interpeller ou critiquer l'État, la politique ou la société. Par contre, nous voudrions qu'ils poursuivent les *revy mahaleo* dans une Grande île développée. Dans notre vision, cette dernière est d'abord un Madagascar dont le dévelo-

ppement part de Madagascar et l'éducation est *made in Madagascar* (*fandrosoana sy fibeazana miainga avy ato anatiny*). C'est un Madagascar au sein duquel la gouvernance, en particulier locale (*fifampitondrana eny ifotony*), repose sur les trois principes *loabary an-dasy, teny ierana* et *dina*, constituant les trois pierres angulaires (*toko telo mahamasa-nahandro*) de la démocratie *made in Madagascar* qui se base sur le *fokonolona*. Un Madagascar dont les inégalités sociales et régionales ne seront pas les principales caractéristiques. C'est un Madagascar *efa vita baorina* qui ne se soumet à aucun pays étranger, car ici, c'est Madagascar, et où les ressources naturelles et l'environnement sont protégés et valorisés efficacement et durablement ; où les Malgaches vivent ensemble leurs différences dans la solidarité et la complémentarité ; où l'instrumentalisation de l'ethnicité "merina", "côtière" ou autre ne constitue plus la stratégie centrale de la politique, de la gouvernance et de la gestion de crise socio-politique comme du temps de la première République et durant les transitions et républiques successives.

Bekoto : La société que nous voudrions léguer aux jeunes est une société où les Malgaches croient à leur pays Madagascar, à un Madagascar pays de jeunes générations (*taninjanaka*) fières de leurs identités, de leurs arts et cultures, prêtes à construire et à ne plus subir le poids des histoires et des traditions, fières de leurs propres contributions à la construction et au développement de leur *firenena* et fières de pouvoir perpétuer le *fandrosoana lovainjafy*. Lorsque les jeunes ne croient plus à leur pays et ne croient plus au développement de leur pays, ils se referment sur eux-mêmes, nagent dans le courant de l'individualisme et du *tsy miraharaha*, tout en se laissant facilement mobiliser par "du pain et des jeux". Ils succombent à l'instrumentalisation et à la manipulation par l'ethnicité à travers les différentes organisations ethno-régionales au détriment de l'acceptation des différences, de la solidarité et de la complémentarité. Ils n'espèrent plus beaucoup de choses de leur pays et se retournent vers l'étranger, comme le relate le texte de *Ikala*. La chanson intitulée *Randriantsimavo*⁵ reflète au mieux les valeurs sur lesquelles est fondée notre vision d'un Madagascar développé.

Dama : J'ai la perception qu'on éduque les jeunes à ne pas se soucier de leur nation et de

leur pays. On leur fait croire que Madagascar ne s'en sortira plus, qu'il s'agirait d'énigme et de paradoxe impossible à résoudre, que la pauvreté, le *kere* et la corruption seraient endémiques, que l'on aurait besoin d'une guerre civile comme au Rwanda pour s'en sortir, que tous les efforts de changement et de transformation étaient et seront vains. Nous, les Mahaleo, ne faisons pas partie du cercle des personnes qui croient et veulent nous faire croire que Madagascar ne s'en sortira pas. Notre génération n'a pas réussi à relever de nombreux défis, c'est vrai, mais nous ne baissons pas les bras. Nous nous y attelons toujours. Par la force de l'éducation, nous croyons fermement que les jeunes générations et les générations futures réussiront. Avec elles, nous poursuivrons les traces de "1972".

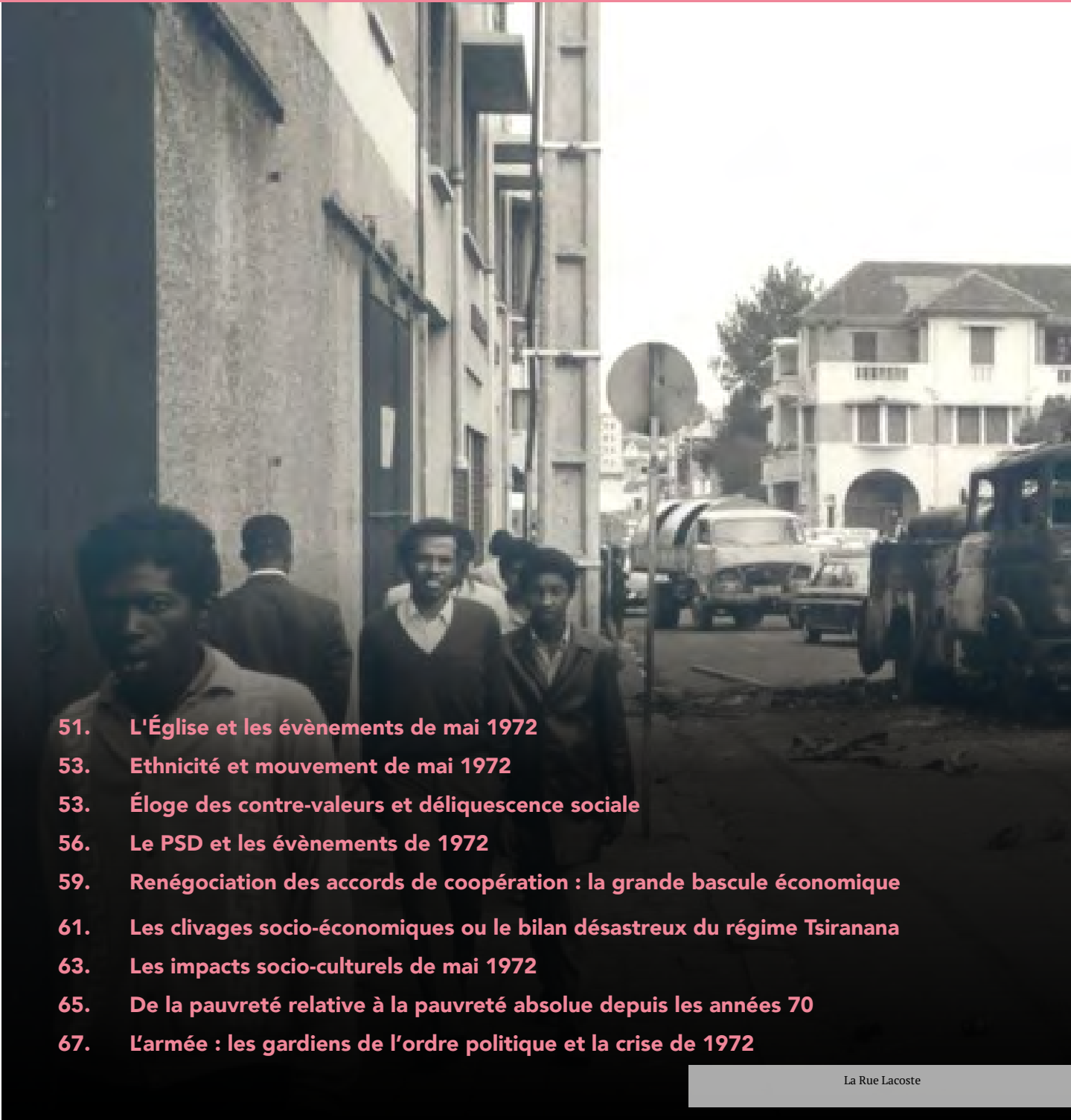
Bekoto : À deux, Dama et moi, nous sommes et nous restons Mahaleo. Nous sommes fidèles aux valeurs Mahaleo. Nos enfants continuent, selon leurs souhaits, à suivre les traces des Mahaleo, sans les remplacer, car aucun humain n'est remplaçable. Dama et moi restons dans la vision du mouvement de 1972. Nous ne voulons plus aucun autre "mouvement de rue". Nous voulons que les jeunes poursuivent ce qu'on a commencé en 1972 et ce que notre génération n'avait malheureusement pas réussi à faire aboutir, car nous n'en étions pas capables.

Dama : Nous croyons que les jeunes d'aujourd'hui en sont capables. Ensemble, ils peuvent changer et transformer le pays. Nous croyons qu'ils s'en sortiront, que Madagascar s'en sortira. Bekoto et moi continuons à vivre et à partager les valeurs et *revy* des (sept) Mahaleo. Nous tenons à ranimer la flamme du mouvement de 1972. Nous invitons les jeunes d'aujourd'hui à se rallier à ce mouvement. Nous poursuivrons les luttes pour les changements et les transformations souhaités depuis le mouvement de 1972, mais jusqu'ici inachevés. "*Ianareo ve hianona sa hiaraka aminay ?*". **P**

RÉFÉRENCES

1. Cf. texte intégral avec traduction, In : Mahaleo à l'Olympia : Kanto Productions, Laterit Productions, Paris, 2007, p. 15
2. Cette chanson stipule que « Madagascar n'est pas qu'à ces gens-là, elle nous appartient aussi » (Madagasikara anefa tsy an-dry zalahy irery ihany, antsika ihany koa). Cf. Mahaleo 40 ans d'histoire(s) de Madagascar, Laterit, Paris, 2011, p. 290-296
3. Il s'agit de la chanson « Aza misara-mianakavy » de Bekoto.
4. Cf. Mahaleo à l'Olympia : Kanto Productions, Laterit Productions, Paris, 2007, p. 34
5. Cf. Les meilleures chansons de Mahaleo, Edition Media Consulting, Antananarivo, p. 78

ANALYSES

- 
- 51. L'Église et les évènements de mai 1972
 - 53. Ethnicité et mouvement de mai 1972
 - 53. Éloge des contre-valeurs et délinquance sociale
 - 56. Le PSD et les évènements de 1972
 - 59. Renégociation des accords de coopération : la grande bascule économique
 - 61. Les clivages socio-économiques ou le bilan désastreux du régime Tsiranana
 - 63. Les impacts socio-culturels de mai 1972
 - 65. De la pauvreté relative à la pauvreté absolue depuis les années 70
 - 67. L'armée : les gardiens de l'ordre politique et la crise de 1972

La Rue Lacoste

L'Église et les événements de mai 1972

L'année 2022 marquera le 50^e anniversaire des événements de mai 1972. 50 ans d'espoir comme 50 ans de désillusions. Les conséquences sont depuis diversement interprétées aussi bien par les militants convaincus que par ceux qui sont déçus.

JOSEPH RABENIRINA, SJ

Pour les militants convaincus, les conséquences de mai 1972 sont positives. Le mouvement était porteur d'espoir et de renouveau. Pour ceux qui sont déçus, ces conséquences sont négatives. Pour eux, le mouvement a entraîné le pays dans une spirale d'instabilité et dont l'issue est complètement incertaine. Pour eux, aucune voie n'a apporté de solutions efficaces, et ce, jusqu'à ce jour. Les analystes du courant pessimiste avancent même qu'il serait injuste de qualifier ce mouvement de « populaire ». Les usurpateurs et les infiltrés (plagiaires) ont su occuper les terrains et imposer leur point de vue pour finalement réorienter les objectifs à leur profit.

BOULEVERSEMENTS

Cependant, au-delà de toutes ces tendances et ces considérations s'ajoute une autre aile qui, de ses empreintes, marquerait le cours des événements de 1972, jouait un rôle primordial, voire déterminant, avant, durant et après. Il s'agit de l'Église catholique, de l'Église de Jésus-Christ de Madagascar, de la Fédération des Églises protestantes de Madagascar et de l'Église anglicane de Madagascar. Indiscutablement, leurs contributions aux évolutions sont d'une importance capitale.

C'est dans ce contexte, et pour illustrer les rôles joués (contributions) par (des) les églises, dont l'une d'entre elles, à savoir l'Église catholique, que je voudrais, en tant que prêtre de cette confession, partager trois lettres retraçant ses apports à ces bouleversements durant lesquels elle fut remarquablement présente, proche des difficultés autant que des aspirations du grand nombre. Parmi ces lettres, je cite en premier, la lettre encyclique du Pape Paul VI sur « *le développement des peuples* » (*populorum progressio*) du 26 mars 1967, qui indique que le développement du peuple malgache

a toujours été considéré avec attention par l'Église. Elle précise comment les chrétiens doivent découvrir de quelles manières leur foi les inciterait à travailler à la promotion de leurs concitoyens, à avoir une conscience renouvelée des exigences du message évangélique qui leur donne un devoir de se mettre au service de l'homme pour l'aider à saisir toutes les dimensions de ce mouvement et pour les convaincre de l'urgence d'une action solidaire en ce tournant décisif de l'histoire en général et de celle de Madagascar en particulier.

POINTS DE CONVERGENCE

En second lieu, je fais référence à la lettre de la Conférence épiscopale malgache publiée le 26 mars 1972, à l'occasion du cinquième anniversaire de la parution de l'Encyclique de Paul VI. Elle s'intitule « *L'Église et le développement à Madagascar* ». Elle avait demandé plus de deux années de préparation. La missive fait le point sur la situation et les problèmes du pays, interpelle les chrétiens sur l'obligation à collaborer au développement intégral de l'homme. En raison de la convergence de certaines de ses analyses avec les revendications des événements de mai 1972, elle aura orienté plusieurs actions du mouvement et pourrait être considérée comme l'un des facteurs ayant provoqué les événements de l'époque.

Ces points de convergence concernent la dénonciation des inégalités sociales, la mise au grand jour de la domination économique étrangère, la corruption et la prise de position en faveur d'une réforme de l'enseignement et de sa malgachisation. Et, l'autre intérêt de la lettre est la réflexion engagée sur la nature et le rôle des œuvres sociales de l'Église, sur la nécessaire participation des laïcs à la gestion des institutions ecclésiales, sur leur place et avec leurs responsabilités respectives. La troisième, celle de Mgr Gilbert Ramanantoanina, archevêque

de Fianarantsoa de l'époque, est intitulée « *L'Église et la société à Madagascar* ». Parue le 11 avril 1971, elle relate largement les drames de 1971-1972 dans le Sud, dont les conséquences seront ressenties jusqu'aux années 80.

En effet, la sanglante répression de la jacquerie paysanne du Sud témoignait de l'aveuglement du régime Tsiranana. À cette atrocité s'ajoutait l'opération « *Tsy minday moly* » perpétrée par le régime Ratsiraka, qui n'a fait qu'attiser et raviver la haine intertribale et qui a établi une rivalité sans précédent entre politiciens. On se rappellerait que les adhérents du Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar (Monima) ont été persécutés dans le Sud, sans parler de l'isolement carcéral du leader charismatique Monja Jaona à Kelivondraka. Cette lettre aurait eu le mérite de susciter l'opinion publique sur les dures conditions de vie des paysans du Sud et d'enclencher une conscientisation générale de l'opinion sur le développement inégalitaire (déséquilibré) de Madagascar.

L'INTERCESSION DES ÉGLISES

Pour revenir aux trois lettres, celles-ci ont jeté les bases d'une réflexion profonde sur la situation politique et socio-économique d'avant et après mai 1972, et dont le cours a complètement changé de cap. L'intercession des églises s'avérait utile, car elles étaient conscientes des tournures et des revirements des événements. La voix des chefs des églises s'élèvera avec force à deux reprises, d'une part, pour dénoncer les manipulations politiques et d'une autre, pour apaiser les tensions et ramener la paix et l'ordre.

Ainsi, le 15 mai 1972, dans un message à la Radio nationale, après d'âpres négociations avec quelques membres du gouvernement de l'époque, tour à tour, le cardinal Jérôme Rakotomalala, représentant l'Église

...

... catholique romaine, le pasteur Daniel Ratefy, secrétaire général de la Fédération des Églises protestantes de Madagascar, le révérend Rasoloarivony, représentant l'évêque Jean Marcel de l'Église anglicane de Madagascar et le pasteur Titus Rasendrahassina, président de l'Église de Jésus-Christ de Madagascar, se sont adressés aux étudiants et à la population, leur demandant le retour au calme et en leur annonçant que le pouvoir a accédé à la plupart de leurs revendications, entre autres, le retour sans condition des déportés (Nosy Lava, d'Arivonimamo ou des autres endroits), la révision des accords de coopération avec la France et la prise des mesures adéquates pour améliorer, dans le meilleur délai, les conditions de vie des Malgaches. Toujours dans le cadre de l'apaisement, après que le Président Tsiranana ait remis les pleins pouvoirs au général Gabriel Ramanantsoa, le 18 mai, un culte œcuménique de soutien au pouvoir militaire fut organisé à Mahamasina le 20 mai.

ENJEU DES AMBITIONS POLITIQUES

Malheureusement, quelques années plus tard, sous l'incertaine direction du Général Ramanantsoa, le pouvoir redevient l'enjeu des ambitions politiques rivales, lesquelles ravivèrent les antagonismes séculaires. Progressivement, la situation s'est dégradée. De nouveau, le 25 février 1975, pour atténuer cette situation, les chefs des quatre principales églises chrétiennes, le cardinal Jérôme Rakotomalala, monseigneur Jean Guy Rakotondravahatra, secrétaire général de la Conférence épiscopale de Madagascar, le Dr Rakoto-Andrianarijaona, président de l'Église luthérienne, le pasteur Joseph Ramambasoa, président de l'Église de Jésus Christ de Madagascar, le pasteur Daniel Ratefy, président de la Fédération des églises protestantes de Madagascar, font pour la première fois une déclaration commune. Ils lancèrent un appel pour un retour au calme. Leur appréhension de voir les structures populaires du *fokonolona*, récupérées et utilisées pour la promotion d'une minorité est prémonitoire.

Ainsi, les réflexions de ces *raiamandreny* ont éclairé les esprits des protagonistes, à discerner les voies à suivre au milieu des

raisons diverses et à solliciter les chrétiens à entrer consciencieusement en action et à diffuser, avec un souci réel de service et d'efficacité, les énergies de l'évangile. Cet appel fut entendu et largement suivi. Il sied de souligner que les chefs d'église n'ont jamais oublié que l'Église n'est pas une force politique et de ce fait, n'avait pas l'ambition d'agir en tant que telle. Mais elle se reconnaît une double mission dans ce mouvement, dont la mission sociale et la mission pastorale (évangélique).

EUPHORIE

Malheureusement, et malgré ces intercessions, les faits qui s'ensuivirent n'empêcheront pas cette période transitoire de se terminer tragiquement. Le 11 février 1975, le colonel Richard Ratsimandrava fut assassiné six jours après qu'il eut pris la succession du Général Ramanantsoa, démissionnaire. Ainsi, avec la disparition de Richard Ratsimandrava, étaient effectivement assassinées les aspirations de 1972 et disparaissait l'espoir d'une voie spécifiquement malgache du développement national : le *fokonolona*.

L'euphorie de mai 72 fut de courte durée et tragique par la suite. Une page de l'histoire de Madagascar était tournée, s'ouvrait une nouvelle, celle de l'ère de la révolution socialiste malgache. Mais en plus de cet événement plus que malheureux, une autre façade de l'histoire mériterait d'être dévoilée, car elle est une partie intégrante de «72». Ces faits sont restés ou gardés sous silence pour diverses raisons, selon l'adage malgache *afon'apombo* (feu de paille), qui sont, entre autres, le non-aboutissement de l'enquête sur l'assassinat du Colonel Ratsimandrava et la déception la plus totale de la majorité des Malgaches, car les réalités qui suivirent seront des plus amères. Le constat est sans appel et l'échec total.

INSTAURER UNE ÉGALITÉ DE DROITS

PARMI LE PEUPLE

De tout ce qui précède, en écoutant les anciens originaires de différentes régions de l'île, on serait tenté de dire que la lutte aurait tourné au vinaigre. Les déçus apparaissent au grand jour. Parmi eux, je

pourrai citer les descendants des *Belefona* d'Amoron'Imania, membres d'association qui ont soutenu la position du Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) en 1947, qui ne ménageaient pas leurs mots envers les usurpateurs et les plagiaires. Ils soutiennent même qu'après les grèves successives et crises socioculturelles et économiques, Madagascar n'est toujours pas sorti du tunnel.

Il en est de même des militants de l'ancienne province de Fianarantsoa : Amoron'Imania, Haute Matsiatra, Vatovavy, Fitovinany, ceux de l'atsinanana ; ceux de l'andrefana, ceux de l'atsimo andrefana et même ceux de l'avaratra qui expriment tous les mêmes cris : «*ô rage, ô désespoir*», «*pleure ô pays bien aimé*». Ils affirment que tous leurs camarades, une fois au pouvoir, ne se souciaient plus du peuple. Aujourd'hui, ils regrettent d'avoir participé à ces mouvements. C'était le patriotisme, disent-ils, qui les a poussés à lutter et à s'engager dans cette voie dans l'espoir d'une vie meilleure et sereine.

Malgré tous ces dérapages, les églises n'ont jamais baissé les bras. Elles ont continué d'accomplir leur noble mission et en tant que «bons pasteurs». Elles veillent sur leurs brebis. Les églises chrétiennes à Madagascar sont toujours prêtes à soutenir les autorités lorsqu'elles s'efforcent d'instaurer une égalité de droits dans le peuple. Mais elles s'opposent à toutes les manœuvres obscures ou évidentes qui entravent la promotion du peuple et leur développement. Les églises considèrent tout dessein qui conduit à une guerre tribale et de castes comme des manœuvres s'opposant au relèvement du peuple. Et, afin de concilier les différentes tendances, pouvoir politique, partis politiques, société civile, population... l'Église catholique, dans sa lettre du 25 décembre 1973, a cru qu'il était temps d'introduire l'éducation politique («le» politique), le renforcement de l'éducation civique dans la vie quotidienne, et ce, pour encourager les chrétiens à s'engager davantage dans les affaires nationales et à témoigner de leur foi en tant que citoyens. Mais on doit reconnaître que cette éducation est une œuvre de longue haleine. **P**



Ethnicité et mouvement de mai 1972

La France avait choisi d'offrir à Madagascar l'indépendance afin d'assurer la continuité de ses intérêts dans un futur Madagascar dépendant d'elle. La politisation de l'ethnicité constituait le noyau de la stratégie de préparation du «futur Madagascar». Ce que prévoyait le colonisateur français dans les années 50 se passa effectivement en 1972.

JEAN-AIMÉ A. RAVELOSON

Le processus commence formellement avec la création du Parti des déshérités de Madagascar (Padesm) en 1946. Elle continuera avec la Loi-cadre (en 1956) instituant la structuration politico-administrative de Madagascar sur la base des provinces, se concrétisera avec la configuration constitutionnelle calquée sur la Constitution française, le choix des ressources humaines agissant dans les structures administratives, le choix des futurs dirigeants politiques, et se terminera avec les accords concernant l'indépendance de

Madagascar et les accords de coopération, signés entre les deux pays en 1960. Rendre permanente et possible à tout moment la politisation de l'ethnicité, constituait le noyau de la stratégie de préparation du «futur Madagascar» par le colonisateur français.

HIÉRARCHISATION DES MALGACHES DANS LEUR IMAGINAIRE COLLECTIF

Selon les concepts de politique de race et des rapports bi-communalistes, il s'agissait de créer dans l'imaginaire des Malgaches

un mythe hiérarchisant les Malgaches en deux groupes opposés. D'un côté, un groupe, dont ses membres sont jugés comme «vagabonds et paresseux»¹, habitant dans la périphérie dans les «basses terres» – jugé comme se sentant démographiquement majoritaire – voulant dans le passé bloquer le mouvement d'expansion vers la périphérie de l'autre groupe, inverser la situation et prendre le pouvoir.

De l'autre, un autre groupe classé comme une race à part, «une race supérieure»², habitant «en haut» au centre du pays, jugé ...

... comme se sentant démographiquement minoritaire, ayant dans le passé des ambitions d'expansion dans toute l'île, supposé voulant rasseoir son hégémonie, jugé apte à servir dans l'administration coloniale et à fournir plus tard les mains-d'œuvre au commerce et à l'industrie coloniale. Le mythe de l'opposition «Merina-Côtiers» se trouve renforcé à travers son enracinement dans les histoires, les mémoires et les interdits d'avant la colonisation. Il détermine l'imaginaire collectif des Malgaches qui l'entretiennent de génération en génération à travers les récits des *Ray aman-dReny*, des *raiamandreny* et *olombe*.

L'INSTRUMENTALISATION DE L'ETHNICITÉ

Comme prévu par le colonisateur français dans les années 50, les Malgaches ont commencé, dès la première République, à utiliser par eux-mêmes l'ethnicité comme instrument politique pour protéger le pouvoir acquis ou pour accéder au pouvoir. L'objectif de la création de l'ethnicité «côtière» étant sa mise en opposition à l'ethnicité Merina. Il ne faut pas oublier que l'ethnicité Merina, Sakalava, Betsimisaraka, etc. a déjà existé bien avant la colonisation. À l'entrée de l'indépendance, les élites politiques malgaches ont politisé l'ethnicité, ils ont instrumentalisé l'appartenance à un groupe ethno-régional en tant que ressource politique dans le cadre des processus sociopolitiques et l'ont utilisé comme moyen de mobilisation dans les luttes pour le pouvoir et pour la distribution des richesses.

D'une manière générale, ils le font afin de légitimer leur propre politique et/ou pour délégitimer celle de leurs adversaires politiques, qu'il s'agisse du contenu politique, des structures politiques ou des modes d'accès au pouvoir. L'instrumentalisation de l'ethnicité est toujours accompagnée d'une campagne de peur et d'un chantage politique pouvant aller de simples discours à l'utilisation de violence suivie d'émeutes, d'incendies criminels, de pillages de maisons d'habitation et de magasins. Par la politisation de l'ethnicité, il est facile pour un leader politique Merina de mobiliser des Merina contre des causes portées par des leaders «côtiers». Inversement, il est facile pour un leader politique «côtier» de mobiliser des «côtiers» contre des causes portées par des leaders Merina.

LEVIER

Arrivé au pouvoir, Philibert Tsiranana, qui voulait inverser la situation (selon le schéma préconisé par le stratège colonialiste français), avait pourtant pérennisé les anciennes structures coloniales qui l'ont préparé à prendre le pouvoir tout en s'inspirant de la gouvernance dirigiste et de l'ancienne politique autoritaire, hiérarchique et hiérarchisante du royaume merina dont il est censé éviter le retour (selon toujours le schéma des années 50 concernant le «futur Madagascar»). Le Parti social-démocrate (PSD), en tant que parti successeur du Padesm s'était beaucoup profilé en tant que parti des «côtiers» et s'est très vite emparé de tous les leviers de commande tant gouvernementaux qu'administratifs.

Dès le début du mouvement de 1972, le régime PSD n'avait pas hésité à recourir à l'opposition «Merina-Côtiers» pour protéger son pouvoir

Il s'était confondu rapidement au *fanjakana* (État), d'où le *fanjakana* PSD. Certes, celui-ci ne donnera pas naissance à un parti unique. Toutefois, les principaux partis d'opposition – le Madagasikara otronin'ny Malagasy (Monima) ou le Mouvement pour l'indépendance de Madagascar et l'Antokon'ny kongresin'ny fahaleovantenan'i Madagasikara (AKFM) ou Parti du congrès de l'indépendance de Madagascar – restent en lice tout en étant déclassés partis régionaux et considérés comme des «entités ethniques» des Antandroy et des Merina, mettant en danger l'unité nationale.

Durant la première République, le Monima n'avait pas réussi à entrer au Parlement, tandis que l'AKFM ne disposait que d'un à deux députés.

MOBILISER

Dès le début du mouvement de 1972, le régime PSD n'avait pas hésité à recourir à l'opposition «Merina-Côtiers» pour protéger son pouvoir. Le PSD et les sympathisants du Président Tsiranana ont étiqueté le mouvement de 1972 de mouvement merina agissant contre un Président «côtier» et contre les intérêts des «côtiers», afin d'inciter ces derniers à se mobiliser pour soutenir le régime PSD. Ils ont distribué des tracts et des communiqués contenant des menaces de violence et de guerre civile si «*Tananarive seul voudrait faire tomber le Président Tsiranana*»³. Le *fanjakana* PSD, n'étant pas «autorisé» à établir à Madagascar un système d'éducation adapté aux conditions de Madagascar et aux besoins des jeunes malgaches à Madagascar, réduit dans son discours le *fanagasiana* (malgachisation) prôné par le mouvement de 1972 à une «merinisation», afin de le délégitimer. Cela fait suite à l'obligation de respecter les accords de coopération franco-malgaches.

Étant donné que les Merina occupaient les échelons supérieurs de l'administration et de l'armée – dont les officiers supérieurs sont dans leur grande majorité des Merina ayant fait carrière au sein de l'armée française et ensuite intégrés dans l'armée malgache après l'indépendance conformément à la «politique de race» appliquée par le colonisateur – le *fanjakana* PSD a mis en place (en 1964) les Forces républicaines de sécurité (FRS) censées être l'émanation des intérêts «côtiers» et se trouvant après 1971 sous la tutelle directe du président de la République. Dans la journée du 13 mai 1972, les éléments de la police paramilitaire FRS se trouvaient sur l'actuelle «Place du 13 Mai 1972» face à face aux manifestations qui sont dans leur écrasante majorité des jeunes non-«Côtiers». Le comportement des étudiants et des FRS était décisif pour la suite du mouvement de 1972.

La bourgeoisie *merina* n'était pas non plus en reste. Elle maniait l'opposition «Merina-Côtiers» pour accéder au pouvoir. Le gouvernement de transition du général Gabriel Ramanantsoa, un Merina, supprime

les budgets des provinces afin de les mettre à la disposition de l'État central dominé par la haute bourgeoisie merina... Il a, en outre, supprimé l'impôt sur les zébus qui renflouait les caisses des provinces, ainsi que l'impôt *per capita* introduit par la colonisation en tant qu'«impôt moralisateur» destiné à inculquer aux Malgaches le goût du travail. Cette triple suppression affaiblit financièrement et économiquement les structures provinciales censées être les fiefs des tenants du régime PSD. Ce qui signifiait pour les leaders PSD une volonté délibérée de bloquer la décentralisation et le développement des zones périphériques identifiées de manière stéréotypée aux provinces. Ce qui, d'après le schéma prévu par les stratèges français des années 50, confirme la crainte des leaders PSD selon laquelle les Merina ne veulent pas promouvoir ceux qui vivent dans la périphérie (*tanindrana*).

LEADERS

Face à la propagande ethnociste de la part du régime PSD selon laquelle le mouvement de 1972 serait orienté contre les intérêts des Malgaches habitant en dehors d'Antananarivo, les leaders du mouvement de 1972 avaient étendu les manifestations dans les autres régions de la Grande île. Le premier manifestant décédé dans le cadre du mouvement avait été localisé à Ambalavao, dans la province de Fianarantsoa, quatre morts avaient été enregistrés à Mahajanga ; des contre-mouvements avaient été initiés et soutenus par les sympathisants du Président Tsiranana, à Toamasina ; à la veille de la journée du 13 mai, la grève touche les six provinces du pays.

Malgré la pression du mouvement étudiant, le général Gabriel Ramanantsoa n'a pas daigné insister sur une démission immédiate du Président Tsiranana. Il se donna une image d'un Merina ethniquement non catégorisé contre les «côtiers» qui voudrait respecter la légitimité électorale d'un Président élu et perçu comme «côtier». Parallèlement, il offre une légitimité nationale au départ du Président Tsiranana et à son propre accès à la tête de l'État via un référendum, afin de ne pas se contenter de l'avis de la foule d'Antananarivo (supposé être la capitale des Merina seuls), mais aussi de demander le choix de la majorité «côtière» afin d'éviter une éventuelle

guerre civile selon la menace de l'ethnisation politisée. Bien avant le référendum, il autorise la tenue du *zaikabe* (congrès) organisé par le Komity iombonan'ny mpitolona (Kim) dont les représentants viennent de différentes régions de l'île, donc difficile à ignorer. Après sa confirmation à la tête de l'État, il a intégré des ministres non-merina parmi les dix ministres de son gouvernement. C'est de cette manière que les membres des élites politique et militaire malgaches ont formellement commencé à collaborer ensemble au nom du consensus imposé par l'ethnisation des causes et sous la menace des *kobay an-kelika*.

ÉTERNEL CONSENSUS ?

En 1972 et après 1972, les membres des élites politico-militaires malgaches, malgré leur fractionnement en «privilegiés merina d'Antananarivo» et en «intelligentsia côtière», voulaient et étaient capables de trouver et appliquer un consensus tant qu'il s'agit du partage du pouvoir, des ressources et richesses du pays. Leur consensus va généralement de pair avec *fihavanana*, amnistie et réconciliation.

Par contre, ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur une vision d'un Madagascar futur et sur un projet commun de construction d'une future nation malgache. Ils ne trouvaient aucun consensus contre la lutte contre la pauvreté, pour la protection des ressources naturelles du pays, concernant la lutte contre l'insécurité et le banditisme de grand chemin, concernant le développement rural, le développement du secteur agricole, de l'élevage et de la pêche, concernant la protection de l'environnement et la promotion des énergies renouvelables, concernant l'industrialisation et la mise en place d'infrastructures structurantes, pour la réduction des inégalités sociales et régionales, sur un système d'éducation et d'enseignement approprié au pays, sur les structures de décentralisation des pouvoirs et de territorialisation des politiques publiques, sur le développement des jeunes Malgaches et du pays en général.

Les membres de nos élites ne veulent pas par eux-mêmes se concerter pour mettre fin à l'instrumentalisation de l'ethnisation. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ils font appel à la fameuse *fampihavanana malagasy* (réconciliation nationale), mais continuent à ethniser les causes et à éduquer les jeunes générations à s'ancrer

dans les mythes et mémoires hiérarchisant du passé en politisant l'ethnisation. Outre la collaboration intéressée et opportuniste avec l'ancienne métropole de certains d'entre eux, ils s'imbriquaient entre eux et avec les autres groupes de la population à travers des réseaux de clientélisme au sein desquels ils sont les patrons, les *raïa-mandreny*. Ce qui généralise dans le pays le népotisme (*kiantranoantrano*), l'impunité (*tsimatimanota*), la corruption, les trafics, le corporatisme, la protection des intérêts particuliers. Ce n'est ni une énigme ni un paradoxe si Madagascar fait partie des pays les plus pauvres du monde, alors qu'il n'a connu aucune catastrophe naturelle importante ni une guerre.

PROVOQUER LA DÉCADENCE DES MÉMOIRES ET MYTHES QUI NOUS HIÉRARCHISENT

La «cause côtière», la «cause merina» et l'ethnisation de toutes causes, quelles qu'elles soient, ne favorisent pas la résolution de nos problèmes et nous font stagner en termes de développement politique, économique et social et de progrès en général. Ceci exige la reconnaissance des inégalités sociales et des inégalités régionales comme notre unique principale cause. C'est de cette manière et à travers l'éducation (*fibeazana*, *fifanabeazana*) pour un développement *lovainjafy* (durable) que nous pouvons provoquer la décadence des mémoires et des interdits qui nous hiérarchisent aujourd'hui 50 ans après le mouvement 1972 et qui risquent de hiérarchiser encore les nouvelles générations pour les 50 prochaines années, c'est-à-dire un siècle après «1972». C'est de cette manière que nous pourrions vivre nos différences au lieu de les éviter, nous éviterons de les transformer en exclusion, en discrimination et en *adim-poko* (guerre civile). Les nouvelles générations auront alors une perception saine de leur identité ethno-régionale morale et pourront construire leur propre Madagascar dans un futur qui leur appartient. **P**

RÉFÉRENCES :

1. Cf. Jean Fremigacci : Le colonisé. Une création du colonisateur, In : Omaly Sy Anio, Université de Madagascar, n° 5-6, 1977,
2. Selon Galliéri, Instructions relatives aux mesures à prendre pour favoriser l'accroissement de la population en Emyrne, In : Journal officiel de Madagascar, 15 juin 1898, p. 2018,
3. Cf. Rémi Rahajarizafy : Mey 1972, Antananarivo, Tranompirintim-pirenena, natonta fanindroany, 1982, p. 167, 173-174 ; voir aussi Madagascar Matin 4.12.1973, Antananarivo



Le PSD et les événements de 1972

Aborder les événements de 1972 sous le regard du parti présidentiel de l'époque, le Parti social-démocrate (PSD), semble à première vue être à contre-courant. La mémoire collective, reflétant la vision des contestataires de l'époque, veut qu'on privilégie les actions menées par les étudiants et les lycéens. L'objectif était de revendiquer tout d'abord des réformes du système éducatif, puis de mettre fin au régime du PSD.

LALASOA JEANNOT RASOLOARISON

Aux manettes de l'administration du pays, le Parti social-démocrate (PSD) réagit face au mouvement contestataire en établissant dans un premier temps un dialogue avec les meneurs du mouvement. Ensuite, il durcira le ton avec la répression du mouvement dont les faits marquants sont l'arrestation et l'emprisonnement des contestataires, ainsi que les actions policières, notamment celles menées par les Forces républicaines de sécurité (FRS), pour mettre fin au mouvement. Face à la contestation et à la remise en cause de son régime, le PSD apporte sa vision des faits pour éclairer l'opinion publique. Il qualifie le mouvement de contestation initié par des étudiants et des lycéens de la capitale de «mouvement

politique», orchestré et soutenu par des partis d'opposition. Après le transfert du pouvoir au général Ramanantsoa, le PSD fustige les actions menées par le gouvernement et les nouvelles entités mises en place après la grève, comme le Komity iombonan'ny mpiasa (Kim). Pour ce dernier, l'action vise à trouver une nouvelle piste pour améliorer l'administration du pays.

ORIGINES, MOTIFS ET ASPECTS DE LA GRÈVE DES ÉTUDIANTS ET LYCÉENS SELON LE PSD

Parti solidement ancré au pouvoir depuis l'obtention de l'indépendance de l'île en 1960, le PSD a méconnu les différents malaises qui touchaient une partie de la population malgache, aussi bien en milieu

rural que dans les villes. À l'exemple des problèmes des paysans du Sud, en proie à des difficultés économiques et sociales, et de ceux des étudiants et des lycéens en quête d'une réforme du système de l'enseignement. Ainsi, il apporte sa vision des faits pour expliquer les origines du mouvement de grève des jeunes malgaches de la capitale en 1972. Selon son journal en langue malgache, *Madagasikara Mahaleotena*, la grève des étudiants et des élèves de 1972 est la suite du mouvement de contestation entrepris par des opposants politiques au régime en place en 1971. Ces derniers, lorsqu'ils n'ont pas réussi leur coup, se sont tournés vers les jeunes, facilement manipulables, pour entreprendre des nouvelles actions de déstabilisation de l'État¹.

L'éclatement de la grève chez les étudiants de l'école de Médecine de Befelatanana au mois de janvier 1972 n'a pas provoqué une réaction immédiate chez les membres du gouvernement de Philibert Tsiranana. Ce n'est que deux à trois mois plus tard, lorsque la grève déborde du cadre de l'école de Médecine et gagne d'autres milieux d'étudiants et d'élèves, qu'ils commencent à réagir. Ainsi, à travers ses déclarations, le ministre de l'Éducation, Laurent Botokeky, attribue comme motifs à la grève des étudiants et des élèves la réforme de l'enseignement secondaire (au niveau des lycées et collèges d'enseignement général) et la solidarité avec les grévistes de Befelatanana². Selon lui, lors de la réunion avec les parents d'élèves, tenue en fin avril 1972, la plupart des élèves ne connaissent pas les motifs de la grève. Ceux qui voulaient continuer à fréquenter l'école avaient peur, car ils faisaient l'objet d'intimidation de la part des grévistes³.

UN MOUVEMENT NÉFASTE POUR LES ÉLÈVES ET LEURS PARENTS

Face à l'ampleur du mouvement de grève, le PSD lui attribue différentes interprétations. Tout d'abord, la grève revêt un caractère forcé, car ses organisateurs ne respectent pas la liberté des autres élèves qui veulent continuer à fréquenter l'école. Ils ne respectent pas les principes de la liberté démocratique⁴. Le PSD considère la grève comme un mouvement néfaste pour les élèves et leurs parents. D'après lui, la grève lèse les parents d'élèves dont les enfants n'ont pas eu de places dans les écoles publiques (écoles primaires publiques, collèges d'enseignement général, lycées). Ils paient des frais de scolarité dans des écoles privées. Ils se sacrifient pour leurs enfants alors que la grève ne fait que compromettre leurs efforts⁵.

En outre, le PSD interprète la grève comme un mouvement dicté par les intérêts d'une minorité d'étudiants et d'élèves. Pour le parti, elle reflète l'égoïsme et la défense d'intérêts personnels de quelques étudiants et élèves (fils et filles de personnes ayant des revenus élevés et un meilleur cadre de vie). C'est une stratégie personnelle des enfants des personnes nanties pour empêcher les fils des paysans (des *tantsaha*) d'évoluer et de connaître une promotion sociale. Cette grève peut mener le pays à la perte et dans les abîmes⁶. Avec la montée en puissance

du mouvement, le Président Philibert Tsiranana décide lui-même d'intervenir pour défendre son régime, en apportant sa vision des faits.

Ainsi, après le Conseil des ministres du 26 avril 1972, il fait la déclaration suivante : « *le mouvement de grève des étudiants et des élèves de la capitale n'est rien moins qu'une perturbation de la tranquillité des élèves et du peuple malgaches* »⁷. Le groupe parlementaire PSD abonde dans ce sens pour montrer que le régime en place s'oppose à la grève. Dans une déclaration, il manifeste sa désapprobation de la grève, utilisée comme un moyen de pression sur les tenants du pouvoir afin d'obtenir satisfaction des revendications, au lieu de privilégier le dialogue⁸. De plus, la tenue de la grève est dénoncée, car elle est détournée de ses objectifs premiers. Selon le bureau politique du PSD, la grève est devenue un instrument utilisé par les opposants politiques pour renverser le régime en place⁹. Comme les manifestations perdurent et que le régime en place n'arrive pas à trouver des solutions adéquates pour y mettre fin, le PSD cherche d'autres arguments. Selon lui, les meneurs de grèves pratiquent le jusqu'au-boutisme puisqu'ils ont de l'intérêt dans la poursuite de la grève avec la quête d'argent effectuée dans les rassemblements au campus universitaire¹⁰. Le mouvement revendicatif des jeunes grévistes revêt un aspect contradictoire. Par exemple, on revendique la malgachisation de l'enseignement alors que les meneurs ne maîtrisent pas l'utilisation de la langue malgache et formulent leurs revendications dans des tracts en français¹¹.

LES ACTIONS DU PSD FACE AU MOUVEMENT DE GRÈVE

Lorsque les étudiants de l'école de Médecine de Befelatanana se mettent en grève dans la deuxième quinzaine du mois de janvier 1972 pour des revendications portant sur les conditions d'internat, la qualité de la nourriture et l'insuffisance des bourses¹², le gouvernement PSD n'a pas cherché à résoudre le problème, estimant que la grève va s'arrêter elle-même. Il ne décide de réagir que lorsque le mouvement de grève commence à se radicaliser et à gagner d'autres milieux. Ainsi, au début du mois de mars 1972, il décide de fermer provisoirement l'école de Befelatanana pour éviter la propagation du mouvement aux autres établissements universitaires et scolaires.

Il prend cette mesure, car il se méfie de la conférence et de la distribution de tracts, organisées à l'université par les étudiants de l'école.

Face au développement du mouvement dans le milieu scolaire et universitaire, le PSD entame une série d'actions pour tenter de le stopper. Tout d'abord, il incite les jeunes à ne pas suivre le mouvement de grève, car cela peut compromettre leur avenir. De plus, il accuse les meneurs de grève d'être des « irresponsables » qui ne cherchent que leur profit personnel. Selon lui, leur mode d'action à travers la distribution de tracts anonymes (sous la signature comité de grève) dans les établissements scolaires illustre cette irresponsabilité¹³. Pour le PSD, la grève ne porte que des méfaits pour les élèves malgaches. Ces derniers en sont victimes car le programme scolaire ne sera pas terminé à temps pour l'année scolaire en cours (1971-1972), alors que les examens officiels (BEPC et baccalauréat) doivent se tenir au mois de juin 1972, suivant le calendrier établi par le ministère de l'Éducation¹⁴.

PORTE-PAROLE DE LA MASSE RURALE

Pour contrecarrer l'action des grévistes, le PSD a porté le débat sur le mouvement de grève des étudiants et élèves de la capitale sur le terrain de l'opposition entre ville et campagne et citadins et paysans. Pour lui, les grévistes, constitués pour une bonne partie d'enfants de personnes nanties, veulent empêcher « l'accès au soleil » des fils des paysans, qui a été favorisé par l'ouverture de lycées dans les chefs-lieux de province et dans quelques grandes villes comme Antsirabe et Morondava et de CEG dans les chefs-lieux de district. Les enfants des paysans qui poursuivent leur scolarité dans la capitale participent à la grève en exécutant simplement les ordres venant des meneurs¹⁵. De plus, pour le PSD qui se veut être le porte-parole de la masse rurale, les paysans qui constituent 80 % de la population malgache n'approuvent pas du tout le mouvement de grève des étudiants et des élèves de la capitale¹⁶.

Face au durcissement du mouvement de grève, le régime PSD essaie de détendre l'ambiance en se montrant intéressé par le sort des grévistes. Ainsi, pour montrer aux yeux du public que le régime en place se soucie de l'intérêt des élèves malgaches, des mesures de clémence sont prises en faveur de certains grévistes. À titre d'exemple, ...

... les élèves mineurs arrêtés lors du mouvement de grève ont bénéficié de la part du Président Philibert Tsiranana d'une mesure de libération et ont été remis à leurs familles. Selon le PSD, ce geste de bonne volonté du Président est destiné à montrer que ces enfants mineurs étaient trompés et manipulés et ne connaissent pas la portée de leurs actes¹⁷.

LE PSD ET L'APRÈS-13 MAI 1972

Après les événements du 13 mai 1972, le PSD fait publier une déclaration selon laquelle le parti réitère sa confiance au président Philibert Tsiranana, «le père de l'indépendance» et fondateur du parti et le félicite pour sa sage décision de nommer à la tête du gouvernement le général de division Gabriel Ramanantsoa afin de préserver la paix et l'unité nationale¹⁸. Cette déclaration est destinée à montrer au public que le Président reste à la tête de l'État et bénéficie toujours du soutien de son parti. Néanmoins, au lendemain de la mise en place du gouvernement Ramanantsoa, on assiste à un règlement de comptes entre les membres du PSD. Ceux qui sont restés fidèles au parti font une attaque en règle contre les cadres du parti qui ont démissionné. Ainsi, on reproche à l'ancien ministre de l'Éducation, Laurent Botokeky, qui a quitté le parti, d'avoir minimisé la grève des étudiants en médecine de Befelatanana. De plus, on l'accuse de n'avoir rien fait pour trouver une solution à la grève et d'avoir induit en erreur les autres membres du gouvernement dans l'interprétation de la grève. On le considère comme un «traître» à la cause du PSD et du Président Tsiranana¹⁹.

Le PSD fait également une attaque en règle contre les entités mises en place pendant et après la grève des étudiants. Le Kim est la principale cible dans cette catégorie. Selon le journal du parti, *Madagasikara Mahaleotena*, «Les délégués du Kim se prennent arbitrairement pour des mandataires de la Nation tout entière. Ce faisant, ils mettent en doute la compétence des habitants des provinces et blessent ainsi leur amour-propre. Non seulement les délégués du Kim sont «envahissants», mais ils méconnaissent les droits de l'homme. Partout où le Kim

passé, il n'y a que directives et dirigisme : pourquoi constituer à chaque fois dans les séminaires un comité de grève alors que la grève a été suspendue ? Actuellement, le Kim de Tananarive fait tache d'huile un peu partout dans les provinces. Utilisant les services de délégués endoctrinés et bornés, le Kim de Tananarive s'efforce de s'implanter de facto dans les séminaires, et cela, par des moyens subtils et détournés, voire par des propos démagogiques. Mais partout, la venue du Kim de Tananarive n'est pas accueillie avec le même enthousiasme par la population. Le nord de l'île (Diego-Suarez) se présente comme l'une des provinces où l'accès des délégués du Kim s'avère comme le plus difficile»²⁰. Les hommes du PSD qui restent encore bien ancrés dans les villes de province en tant que maires ou députés s'opposent aux délégués du Kim envoyés de la capitale. Ces derniers vont s'épuiser en polémiques contre les premiers²¹, même s'ils bénéficient du soutien de la nouvelle administration dans leur manœuvre. Le général Gabriel Ramanantsoa et son gouvernement font aussi l'objet de critiques du PSD, surtout lorsqu'ils décident d'organiser un référendum en octobre 1972 afin de mieux asseoir leur pouvoir. Ainsi, il est reproché au Général Ramanantsoa d'avoir «trahi» la confiance que le Président Tsiranana a mise en lui.

ACTION POLITIQUE

Le PSD réagit face au mouvement de grève des jeunes en 1972 pour essayer de sauvegarder les assises de son pouvoir. Ses actions visent dans un premier temps à privilégier le dialogue avec les grévistes et dans un deuxième temps la répression se traduisant par les arrestations, les emprisonnements et les violences armées. À travers les déclarations et les prises de position de ses cadres, le PSD apporte une double interprétation au mouvement de grève des étudiants et des élèves de la capitale. Lorsque les grévistes se montrent «raisonnables» vis-à-vis des attentes du parti (ne pas manifester le 1^{er} mai 1972, jour de l'investiture du Président Tsiranana pour un 3^e mandat, accepter des dialogues avec le pouvoir), le mouvement est qualifié d'apolitique²².

Lorsque le parti n'arrive pas à contrôler le mouvement des étudiants et des élèves, la grève est vue comme une action politique, en considérant les meneurs comme des personnes manipulées par les partis d'opposition.

En se basant sur l'essentiel de sa vision des faits, on peut déduire que le PSD considère la grève comme une action politique. Ce propos est confirmé par la caricature, mise à la page de couverture du journal *Madagasikara Mahaleotena* n°2889 du mardi 9 mai 1972. Pour le parti, le mouvement de grève des étudiants et des élèves, entamé au début de l'année 1972, est organisé et soutenu par des partis d'opposition comme l'AKFM et l'Udecma afin de nuire aux efforts de développement que le régime du Président Tsiranana a entrepris depuis l'accession du pays à l'indépendance. **P**

RÉFÉRENCES :

1. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2892 du Vendredi 15 mai 1972.
2. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2883 du Jeudi 27 avril 1972.
3. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2883 du Jeudi 27 avril 1972.
4. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2882 du Mercredi 26 avril 1972.
5. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2884 du Vendredi 28 avril 1972.
6. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2883 du Jeudi 27 avril 1972.
7. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2884 du Vendredi 28 avril 1972.
8. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2891 du Vendredi 12 Mai 1972.
9. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2892 du Lundi 15 Mai 1972.
10. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2891 du Vendredi 12 Mai 1972.
11. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2892 du Lundi 15 Mai 1972.
12. Gérard Althabe, «Les luttes sociales à Tananarive en 1972», Cahiers d'Études africaines, 80, XX-4, p. 407-447.
13. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2882 du Mercredi 26 avril 1972.
14. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2887 du Vendredi 5 Mai 1972.
15. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2884 du Vendredi 28 avril 1972.
16. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2884 du Vendredi 28 avril 1972.
17. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2892 du Lundi 15 mai 1972.
18. Rémi Raharizafy, Mey 1972, Antananarivo, Librairie Mixte, 3^e édition, 2003, 218 p.
19. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2894 du Mardi 8 août 1972.
20. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2893 du Mercredi 26 juillet 1972.
21. Gérard Althabe, «Les luttes sociales à Tananarive en 1972», Cahiers d'Études africaines, 80, XX-4, p. 407-447.
22. Journal Madagasikara Mahaleotena n°2884 du Mardi 2 mai 1972.



Renégociation des accords de coopération La grande bascule économique

Après la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement français s'est résigné à une décolonisation qui allait, comme on disait dans les années 60, « dans le sens de l'histoire » tout en cherchant à maintenir le plus longtemps possible des liens privilégiés avec les anciennes colonies à travers des mécanismes d'aides financières et de préférences commerciales.

RICHARD RANARIVONY

Les élites des pays venant d'accéder à l'indépendance se sont elles-mêmes souvent prêtées à ce jeu. Elles ont considéré que des avantages pourraient être tirés du maintien des liens particuliers avec l'ancienne Métropole. C'est ainsi que dans le cas de Madagascar, la première République, sous la conduite du Président Philibert Tsiranana, avait continué à faire de la France un partenariat privilégié. En 1962, René Dumont parlait de « *prolongement abusif de l'économie de traite* »¹ dans les pays anciennement colonisés.

LE PACTE COLONIAL

Après le retrait de Tsiranana du pouvoir en 1972, ses successeurs se sont efforcés de donner à Madagascar une plus grande indépendance économique, ce qui se traduisit, entre autres, par la sortie de la zone franc en 1973. L'évènement avait été baptisé « la deuxième indépendance ». L'indépendance acquise ou « octroyée » en 1960 n'a pas entraîné automatiquement une indépendance économique. Toutefois, celle-ci est une notion relative, surtout pour un pays en voie de développement comme Madagascar. Malgré l'indépendance politique, il faut reconnaître que

l'économie malgache reste encore dominée par les agents économiques étrangers et la tendance au transfert systématique de leurs bénéfices à l'extérieur ne saurait surprendre.

Madagascar, colonisé en 1896, dépendant entièrement de la Métropole, doit mettre son potentiel économique, ses richesses au service de la France. Le Pacte colonial aura pour but de réglementer cette politique. La Grande île, comme toutes les colonies françaises subsahariennes, devra pallier le manque de ressources naturelles nécessaires au développement de la Métropole et assurer les débouchés au marché français. ...

... Pour ce faire, d'importantes sociétés françaises d'import-export s'installent dans l'île, telles que la Compagnie lyonnaise de Madagascar, la Compagnie marseillaise de Madagascar, en 1898.

ZONE FRANC

Depuis 1960, Madagascar est indépendant. La Grande île est donc, théoriquement et juridiquement libre de ses décisions, de ses relations avec l'extérieur. Cependant, si la situation politique a plus ou moins changé, sur le plan économique, l'ancienne Métropole a su conserver sa domination et sa présence grâce aux accords de coopération conclus en 1960. Par le biais de ce cadre, la politique de la France dans ses anciennes colonies restait dans la continuité de ses interventions passées, notamment à travers la zone franc. Cette permanence des liens reposait sur de multiples facettes et diverses formes de coopération : économique et financière², technique, culturelle et scientifique³, sanitaire et militaire⁴ et diplomatique⁵. Dans la décennie qui suit l'indépendance, Madagascar avait commercé pour les 3/4 du volume avec la France, au sein de la zone franc. L'ancienne Métropole avait créé une sorte de marché commun, non seulement avec Madagascar, mais avec toutes ses anciennes colonies, à l'exception de la Guinée de Sékou Touré.

L'union monétaire et douanière créera une solidarité économique de la part de la France envers ses territoires. Les liens économique et monétaire entre Madagascar et la France seront d'une imbrication qui aboutit à une profonde symbiose. S'il est vrai que parfois la France « vend cher », en contrepartie, elle « achète bien » grâce au maintien du régime préférentiel réciproque caractérisé par la libre circulation des marchandises en franchise douanière et grâce également à l'existence de débouchés privilégiés. L'échange s'appuyait sur une protection tarifaire et contingente, des prix subventionnés, la fixation des prix propres à la zone à un cours supérieur à ceux des marchés mondiaux.

Le système des tarifs préférentiels et des cours de soutien accordé par la France conduit la Grande île à ne rechercher que le marché français pour la plupart de ses produits. L'économie malgache en général et le

commerce en particulier avaient trouvé des conditions avantageuses et des débouchés privilégiés. Les bénéfices de la zone franc pour Madagascar étaient assez nombreux, tels que la garantie de la stabilité des prix grâce à un taux de change fixe vis-à-vis du franc français, la garantie de convertibilité que donne la France à ce régime de change et la crédibilité que confère cet ancrage à la politique monétaire. Madagascar a eu une inflation beaucoup plus faible que dans d'autres pays en développement. L'ancienne Métropole avait une position déterminante sur l'économie de Madagascar et un moyen de pression indiscutable. L'organisation économique de la première République (1958-1972) était restée proche de ce qu'elle avait été durant la période coloniale (1896-1958). La première République ne s'est pas traduite par une rupture ou un divorce économique radical, contrairement à ce que d'aucuns espéraient.

LE « GRAND BOND EN ARRIÈRE » DE L'ÉCONOMIE MALGACHE

Après la période de transition dirigée par le général Gabriel Ramanantsoa (1972-1975), la deuxième République naît en 1975 avec le capitaine de corvette Didier Ratsiraka. Il avait opté pour une orientation économique se traduisant par une vaste politique de nationalisation et d'étatisation des principaux moyens de production. Le pouvoir révolutionnaire d'inspiration marxiste de 1975 se sentait dans l'obligation de parer au plus pressé, en raison de la situation de dépendance trop flagrante du régime de la première République jugé à tort et à raison de « néocolonial ».

Le régime avait les pieds et les mains liés avec l'ancienne Métropole par le biais des accords de coopération dans tous les domaines et plus particulièrement sur les plans économique et monétaire. La crainte du contrôle et de la mainmise de l'économie nationale par les étrangers, pour ne pas dire par les Français, avait réveillé le nationalisme économique des Malgaches. *« Que notre pays veuille soustraire son économie à la domination de gros intérêts privés qui le vident de sa subsistance (85% de l'économie et 85% du commerce malgache sont entre les mains des étrangers), que les Malgaches veuillent briser l'étau de la tutelle*

étrangère, il n'y a là, nous semble-t-il, rien qui ne soit tout à fait légitime et tout à fait naturel⁶ », avait constaté Didier Ratsiraka, qui, faut-il rappeler, avait présidé la deuxième République, baptisée République démocratique de Madagascar.

Il a dirigé la délégation malgache lors de la renégociation des accords de coopération avec la France en 1973 qui a pu sortir Madagascar de la zone franc. Cette sortie n'a pas manqué d'avoir des conséquences dans tous les domaines pour la Grande île. L'intention était louable et politiquement correcte. Or, économiquement, la sortie de la zone franc était irréaliste, car la décision a été irréfléchie. Avec du recul, elle peut être considérée comme un « crime économique » quand on regarde les liens et les rapports très étroits qu'entretenait Madagascar avec la France ainsi que la situation économique du pays à l'époque. Sur les plans économique et monétaire, la France peut facilement se passer de Madagascar. L'inverse était-il vrai : Madagascar pouvait-il se passer de la France ? La stratégie de la rupture de 1972 a tourné le dos aux mécanismes du marché maintenant la parité du Franc malgache (FMG), ce qui a entraîné la dégradation de l'économie. **P**

RÉFÉRENCES

1. Dumont (R), *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Seuil, p. 31
2. Il a été dit dans les accords de coopération : « Fermement décidé de ne point négliger ses compétences nouvelles, la République malgache à l'article 2 de la Convention, déclare créer une monnaie nationale rattachée au franc par une parité fixe... »
3. Les accords de coopération stipulent dans la rubrique Enseignement supérieur : « Le souci d'assurer la coopération de la France sans méconnaître le caractère malgache de la compétence en matière d'enseignement supérieur. Une Fondation nationale destinée à assurer le fonctionnement et à promouvoir le développement de l'enseignement supérieur a été créée... Les personnels de l'enseignement supérieur sont nommés par la République française en accord avec la République malgache. Mais c'est la France qui assume la charge exclusive de ces personnels, leur verse directement traitements et indemnités et conserve sur eux les attributions administratives et disciplinaires en vigueur dans les droits français »
4. Dans le domaine de défense intérieure et extérieure, les accords de coopération disaient clairement que : « En premier lieu, la promotion de la République malgache au rang d'État indépendant signifie que Madagascar a désormais la responsabilité de sa défense intérieure et extérieure... Loïn de s'opposer à la constitution de cette force, la France a pris l'engagement d'en faciliter la formation en fournissant la première dotation en matériel et en capital »
5. Dans la rubrique diplomatique des accords franco-malgache de 1960, elle disait que « La République française assure, à la demande de la République malgache dans les États où celle-ci n'a pas de représentation propre, la représentation de la République malgache ainsi que la protection de ses ressortissants et de ses intérêts. Il en est de même de la Représentation de la République malgache auprès des organisations internationales où celle-ci n'a pas de représentation propre »
6. Revue de l'Océan Indien, Hors-série, Mai 2012, Magazine mensuel d'information et d'analyse, p. 46-47

Les clivages socio-économiques ou le bilan désastreux du régime Tsiranana

Toutes les frustrations exprimées dans le mouvement social trouvent leurs origines aux crises économiques qui gangrènent la Grande île depuis la veille de l'indépendance. Les dirigeants du Parti social-démocrate (PSD), avec le président Philibert Tsiranana en tête, ont du mal à gérer. Les attentes non satisfaites ont déclenché le mouvement de mai 1972. Il a été mené par une jeunesse de plus en plus inquiète pour son avenir.

HARIMINO ELISÉ ASINOME

« **A**u secours, au secours, l'eau déborde », criait à sa Une dans sa dépêche l'hebdomadaire *Lakroan'i Madagasikara* pour démontrer que le pays se trouve dans une situation d'urgence et la crise de mai 1972 n'est que l'aboutissement logique et inévitable du dysfonctionnement ressenti depuis de nombreuses années.

UN ÉVÈNEMENT SOCIO-POLITIQUE

Cette crise avait pris ses racines plutôt dans des faits majoritairement économiques à la veille même de l'indépendance du pays. Une lecture politique des causes est proposée par Lucile Rabearimanana, en soutenant que « *la chute de la première République a été le fruit d'un combat souterrain mené quotidiennement depuis sa naissance par des citoyens malgaches qui n'entendaient pas se faire dépouiller de la victoire sur le régime colonial et le colonialisme. (Cette chute) représente une victoire (un rejet ?) dans la lutte du peuple malgache pour la démocratie, pour des conditions d'existence meilleures* ». L'accès à l'indépendance n'a pas pu avoir d'impacts patents sur les conditions de vie des Malgaches. Ce qui nous amène à présenter le tableau si sombre des vécus des Malgaches pendant la première République. Il s'agit des faits socio-économiques qui permettent d'expliquer le déclenchement du mouvement de mai 1972, provoquant par la suite la chute du régime Tsiranana.

RÉCESSION ÉCONOMIQUE EN PÉRIODE POSTCOLONIALE

Les Malgaches avaient été à la croisée des chemins après la réclamation de l'indé-

pendance : une indépendance politique venait d'être acquise, mais les questions économiques restaient encore des défis à relever. « *Il faut à tout prix, c'est pour nous un impératif vital, développer notre économie, permettre à notre peuple de mieux vivre, assurer aux jeunes générations qui nous pressent, non seulement le pain, mais une vie plus belle et plus large* », avait réitéré Jules Ravony, vice-président du gouvernement devant ses pairs. De plus, le pays devait faire face aux charges découlant de la pression démographique, et l'insuffisance des moyens financiers, techniques et en cadres se fait sentir.

Le 26 juin 1960, Madagascar avait accédé à l'indépendance après un long parcours depuis son annexion sous le protectorat français en août 1896. L'objectif de la revendication de l'indépendance était essentiellement pour le bonheur du peuple malgache. Les Malgaches attendaient de l'indépendance une libération sur tous les plans, dans le but de redécouvrir le bonheur « volé » par les colons. Cependant, ce n'était pas le cas pour la majorité de la population. Ainsi, « *les Malgaches sont pauvres dans l'ensemble*, affirmait l'hebdomadaire *L'Avenir de Madagascar*. *Ils sont pauvres et sont en proie à toutes sortes de difficultés dans la vie et vivent à peine*. » Pour illustrer ce propos, le même titre rapportait que « *dans la capitale, l'eau, l'électricité, les denrées de première nécessité, les problèmes du chômage et des transports en autobus figuraient parmi les principaux desiderata de plusieurs quartiers* ».

MARGES DE MANŒUVRE

En raison des difficultés économiques, le gouvernement malgache disposait de

marges de manœuvre assez limitées pour satisfaire les attentes de la population. Les difficultés économiques rencontrées par le pays depuis les années 40 et 50 ne cessaient d'empirer, même à la veille de l'indépendance. L'économie malgache avait démarré dans des conditions défavorables dès son indépendance, les conséquences étaient multiples, provoquant des pertes de revenu chez les commerçants, la diminution des importations, l'absence des investisseurs et la fuite des capitaux.

La croissance économique n'avait pas suivi le rythme de l'augmentation démographique si galopante de l'après-guerre. Après l'indépendance, il s'était produit une nouvelle et sérieuse augmentation du déficit des échanges extérieurs. Elle était liée à l'effort d'équipement du pays et à l'évolution des prix à l'étranger ainsi qu'à une progression rapide du niveau général des prix intérieurs. Par ailleurs, l'évolution des recettes fiscales indirectes donnait une autre indication de ce problème économique. Les recettes étaient passées de 8,355 milliards en 1955 à 12,480 milliards en 1960, soit une augmentation de près de 50 %, alors que le commerce extérieur de Madagascar (importation et exportation) n'avait augmenté, en valeur, que de 30 %. Pourtant, aucune nouvelle mesure fiscale n'avait été prise pour le budget 1960. Malgré cela, l'augmentation des dépenses de fonctionnement affectait à peu près tous les services et tous les ministères, c'est-à-dire des dépenses d'ordre politique.

FACTEURS MALHEUREUX

D'autres problèmes exogènes venaient amplifier le sombre tableau de l'économie malgache. Les Trente Glorieuses (1946-...

... 1975) – une période qui se caractérise par la prospérité de la France et la plupart des économies occidentales – avaient atteint leurs limites à partir de la fin des années 1960, suite aux crises monétaires et pétrolières. Les pays occidentaux étaient entrés dans une période de récession profonde et durable. Sur la scène internationale, diverses crises secouaient le monde : la fermeture du canal de Suez, en juin 1967, avait perturbé le flux de pétrole et le commerce international, la création de la Taxe unique sur les transactions (TUT), la dévaluation monétaire, la crise sociale française de mai 1968... avaient constitué des facteurs malheureux qui avait affecté le pouvoir d'achat des Malgaches.

La récession économique avait également ébranlé le marché du travail. Le pays n'arrivait pas à satisfaire la forte demande d'emploi des jeunes. La situation était aggravée par le flux migratoire depuis les années 40 et 50. Les nouveaux migrants renforçaient les rangs des chômeurs en ville. Cependant, dans toutes les provinces de Madagascar, le marché du travail se rétrécissait, d'année en année. Le nombre total des travailleurs salariés avait diminué régulièrement depuis 1960. Le nombre de jeunes en quête d'emploi dépassait largement les prévisions et les offres d'emploi, très inférieures aux demandes. À titre indicatif, dans toute l'île, les demandes d'emploi non satisfaites au cours de 1967 avaient représenté environ 92 % des demandes reçues. Soit 8 % seulement de demandes satisfaites. Les conséquences sociales et politiques du chômage étaient importantes. Devant cette situation, le journal *Hita sy Re* s'était alarmé. « *L'avenir du pays sera sombre tant qu'il existe encore des personnes sans emplois* », déplorait le titre.

COÛT DE LA VIE DE PLUS EN PLUS ÉLEVÉ

À la fin des années 60, la dévaluation du franc avait des conséquences directes sur la vie économique et quotidienne des Malgaches. Le gouvernement était obligé de freiner les importations pour ne pas aggraver davantage le déficit de la balance commerciale, déjà assez important en 1968. Toutefois, au cours du 1^{er} semestre 1969, ce déficit s'accroissait. La raison est

simple : pendant deux mois et demi, la TUT avait été amendée. De plus, la hausse constante du coût de la vie et des prix des produits importés devenait incontrôlable en raison des variations des prix à l'étranger. Les denrées alimentaires étaient frappées par une hausse constante des prix à cause de la hausse des produits importés eux-mêmes. Partout, dans toute la Grande île, des inquiétudes naissaient devant le spectre de la vie chère.

Dans l'ensemble, selon l'Institut national de la statistique et de la recherche écono-

La croissance économique n'avait pas suivi le rythme de l'augmentation démographique si galopante

mique (INSRE), l'indice général des prix à Madagascar s'était envolé de 11,7 % entre mars 1962 et décembre 1965. Ce qui dénotait une hausse moyenne d'environ 4 % par an. À titre d'exemple, sur la base de 100 en janvier 1964, l'indice du prix au détail était passé à 111,7 en décembre 1965 pour la consommation familiale malgache et à 107,8 pour la consommation familiale européenne. Cette série noire haussière ne s'était pas arrêtée au panier de consommation des ménages. Elle avait atteint 117,2 au mois de juin 1967 (sur une base de 100 en janvier 1964), ce qui démontrait encore une hausse moyenne d'environ 5 % par an. C'est dans ce contexte de hausse de prix que la condition de vie des Malgaches s'était grandement détériorée. La situation était renforcée par les clivages socio-économiques. Le journal *Lumière* a fait un

calcul simple. En moyenne, un employé de bureau de deuxième catégorie n'avait qu'un revenu de 11 000 fmg par mois. Ce qui équivalait au paiement de l'impôt par tête et au budget pour faire les courses. Un secrétaire de direction pouvait espérer toucher jusqu'à 50 000 fmg par mois, un cadre supérieur venant d'outre-mer, recevra, quant à lui, jusqu'à 500 000 fmg par mois.

ANNÉES DE MOBILISATION SOCIALE

Face à ces situations économiques catastrophiques, la jeunesse malgache était de plus en plus inquiète pour son avenir. Elle ne pouvait compter que sur ses propres forces pour alerter le gouvernement à travers des mobilisations estudiantines, dans le sillage de mai 68, en France. Le mouvement de contestation politique, sociale et culturelle, avait été le déclencheur de tous les changements sociétaux, comme la modification des rapports entre les jeunes et les adultes. Les anciennes colonies ont connu ces mêmes mutations. De plus, l'événement de mai 1968 a généré des références et un imaginaire collectif qui ont pesé sur la vie politique tout au long des années 70, bien plus qu'ailleurs.

Par ailleurs, dans les années 70 des citoyens soucieux de prendre en main les problèmes auxquels ils sont confrontés, avaient rejoint ou développé de nombreuses organisations populaires et communautaires. Ces périodes étaient marquées par une grande effervescence politique et sociale. La société était en pleine ébullition. De nombreux citoyens étaient pleinement engagés politiquement et socialement. D'après *Lakroan'i Madagasikara*, dans sa dépêche datée du 14 mai 1972, la mobilisation citoyenne visait à revendiquer la réforme de l'éducation à Madagascar, à résoudre le phénomène de chômage, à lutter contre l'impérialisme culturel et à procéder à la révision des accords de coopération franco-malgaches... Le mouvement militait également contre l'exclusion de certains groupes sociaux par rapport à l'éducation, ce qui avait entraîné la frustration d'une majorité de la jeunesse malgache. Les grévistes dénonçaient l'écart entre les salaires du secteur public et du privé dans tous les secteurs. **P**



Les impacts socio-culturels de mai 1972

À bien des égards, mai 1972 est perçu dans la représentation collective comme le point de départ d'une révolution qui allait changer le cours de l'histoire à Madagascar. Soubresaut d'un mouvement plus vaste qui initiait la participation citoyenne dans le devenir social, il fait écho à ce mouvement d'envergure mondiale qui a vu éclore et se développer l'engagement citoyen de par le monde.

HEMERSON ANDRIANETRAZAFY

© FONDOS TRANBOKIM-PIRENENA ETO MADAGASIKARA

Aux États-Unis, la rue a servi de théâtre aux mouvements de contestation contre la ségrégation raciale et la guerre du Vietnam ; en France, mai 1968 a provoqué la chute de la quatrième République... Un peu partout, la voie des urnes ne constituait plus l'expression exclusive et contrôlée de la participation citoyenne à la vie publique. Il y a également la libération de la parole et le poids de l'opinion dans les grandes décisions politiques.

TRANQUILLITÉ ET HARMONIE

Au cœur de ce mouvement s'ouvre effectivement la possibilité pour le citoyen de se donner de la voix, se faire entendre et ainsi, d'agir pour orienter son devenir. À Madagascar particulièrement, la manifestation estudiantine de mai 1972 annonçait la rupture par rapport à l'ordre ancien qui rejette à la fois la période du *fahagasy* et l'ordre néocolonial : revendication identitaire contre la pérennité du rapport colonial, elle réclamait une justice sociale qui puisse offrir plus d'opportunités aux nationaux ; elle aspirait également à la malga-

chisation de l'éducation et des pratiques socio-politiques...

Du rêve de tranquillité (*miadana*) à la quête d'harmonie (*finaritra*), l'idéal du bonheur à bâtir n'était plus brûlant que dans les heures chaudes de mai 1972. S'ouvrait alors la possibilité d'une remise en cause de « l'ordre établi » et l'éventualité d'imposer par un acte « consensuel » un ordre nouveau, plus juste, plus viable.

DYSFONCTIONNEMENT INSTITUTIONNEL

50 ans plus tard pourtant, la situation est loin d'évoluer favorablement. « *Malgré d'abondantes ressources naturelles, ce pays connaît les taux de pauvreté les plus élevés au monde. L'estimation de la Banque mondiale en 2021 avance même que 75% de la population y vit sous le seuil international de pauvreté avec moins de 1,90 \$/j* »¹. La justice sociale reste un vœu pieux tant les fractures sociales se manifestent de façon criante entre une minorité honteusement riche et une masse qui ne cesse de s'appauvrir. De malaise en mal-être, la situation témoigne d'un dysfonctionnement qui

se manifeste par les crises qui ont scandé la vie politique locale en 1991, 2002, 2009...

Pour expliquer cette situation, on peut mener des réflexions savantes pour évoquer le dysfonctionnement institutionnel chronique en termes de mode de gouvernance. On peut également se référer à la fragilité de la structure économique locale. Mais finalement, au cœur du problème, ne s'agit-il pas tout d'abord et tout simplement d'une débâcle culturelle qui révèle une incapacité sociale à construire et définir le citoyen ? Celui-là même qui serait et qui devrait être l'acteur de toute mise en œuvre de projet de développement ? En effet, au fil des décennies se sont fait sentir de manière criante la pesanteur de l'incivisme, l'absence de prise de responsabilité et la défaillance de la conscience citoyenne. D'une décennie à une autre, se profilent et se renforcent l'apathie, la résignation et le désintérêt du Malgache lambda pour les choses publiques. Malgré les actions « relativement » limitées des sociétés civiles et le développement récent des réseaux sociaux permis par les nouvelles technologies de

...

... l'information et de la communication, l'opinion publique a du mal à surnager. On se trouve devant une situation de déficience humaine.

NAUFRAGE DE L'OPINION PUBLIQUE ET ÉMERGENCE D'UNE CULTURE DE LA FRUSTRATION

Tout a bien commencé pourtant. On se souvient de ces moments d'euphorie au cours desquels les revendications populaires de 1972 ont réclamé l'intervention des militaires dans la conduite du pays. Ainsi, sous la férule du général Gabriel Ramanantsoa s'était formé un gouvernement mixte civilo-militaire. Le colonel Richard Ratsimandrava, alors ministre de l'Intérieur, a prôné la responsabilisation des communautés de base à travers le *fokonolona*. C'était la période bénie où les communautés de base ont été responsabilisées pour prendre en main la gestion et l'organisation de leurs terroirs. Le capitaine de corvette Didier Ratsiraka aux affaires étrangères, quant à lui, menait avec brio la voie diplomatique pour révoquer les accords de coopération franco-malgache de 1960. Dans la foulée, tout le monde exultait de voir l'armée française quitter le pays.

L'opinion publique prenait part et s'intéressait réellement aux faits d'actualité. Sur un fond de bataille idéologique qui a comme cadre la guerre froide, les codes de lecture s'imbriquaient dans une perception biaisée du marxisme et la véhémence réaction contre l'impérialisme. Outils de propagande par excellence, les chansons influent sur la perception sociale, les *sôva* (genre de chanson populaire) se déclinent en textes militants. «*Aza misy miteniteny!*» (Surtout ne dites rien!), «*Antsika daholo daholo*» (Tout doit nous appartenir) ... On rêvait d'un «*fanjakan'ny madinika!*» (Le triomphe du lumpenprolétariat) ... La presse et la radio se faisaient écho de la révolution en marche.

VERROUILLAGE IDÉOLOGIQUE

Toutefois, cette opportunité vivement vécue en 1972 a été très vite réduite au silence. Après l'euphorie de l'expérience de décentralisation et d'autonomisa-

tion du *fokonolona*, l'expérience a tourné court après l'assassinat de son initiateur. Le régime qui allait se mettre en place la deuxième République (1975-1991) a, mené une stratégie de verrouillage idéologique qui se donne comme objectif l'exclusion des citoyens de toutes les formes de débats publics. En 1976, a été institué le Front national pour la défense de la révolution (Mandatehezam-pirenena miano ny tolom-piavotana) qui jouait le rôle de quasi-parti unique. Les partis politiques ne peuvent plus exister en dehors des lignes prescrites par le Président Ratsiraka qui a lui-même créé l'Avant-garde de la révolution socialiste malagasy (Arema).

Inspiré de la doctrine de Djoutché – le marxisme-léninisme à la sauce nord-coréenne – le pouvoir en place s'ingénie à boucler l'espace public. La radio, les médias de masse restent exclusivement à l'usage du parti au pouvoir et se font l'écho de la volonté du Président. Manipulation et conditionnement de masse se suivent pour réduire le citoyen au rang de sujets passifs tout juste bons à accepter et/ou encenser les discours enflammés du leader. Toute pratique étant culturante, s'instaure désormais dans le paysage politique malgache la tradition du culte de personnalité voué à tout leader autoproclamé qui nous survit jusqu'à maintenant. L'opinion publique, désormais jugulée, se mue en charges émotionnelles incapables de se transformer en courants idéologiques. Le citoyen coupé de tout appareillage institutionnel se verse dans une silencieuse cacophonie de monologues : les murmures des bas-fonds («*vavan'ny pelouse*»).

LA CULTURE DE LA FRUSTRATION

Cette frustration a été d'autant plus marquée que la société malgache a traversé, à l'époque, une période noire faite de privation et d'austérité. Après la décennie d'aisance relative de la première République, la seconde a opté pour une autarcie fonctionnelle. Les Produits de première nécessité (PPN) vinrent à manquer. Le rationnement des vivres obligeait les citoyens à faire la queue à quatre heures du matin pour une poignée de riz et quelques gouttes d'huile. Cette fois encore, la culture de la frustration sera largement relatée et renforcée par

la vogue de chansons à texte (*vazo miteny*). Seule voie d'expression permise (quoique), pour décrire la misère, les dysfonctionnements du système et autres anomalies. À travers sa composition phare intitulée *Lendrema*, Bekoto relate le drame en cours du petit paysan déphasé qui quitte sa terre pour se perdre dans la délinquance de l'enfer urbain. Son groupe, Mahaleo, figure illustre de toute cette aventure post-72, déclinera sous forme de clichés hautement colorés la misère, la hausse de la criminalité et la déchéance humaine (*Rainivoanjo, Mamalenina*, etc.).

Ils iront jusqu'à interpellier le pouvoir sur le dysfonctionnement du système à travers «*Bemolanga*, à propos de cette réserve de gisement pétrolier non exploitée alors que le pays ne cesse de sombrer dans la misère. Constamment, la culture orale extrêmement imagée transparaît à travers les tubes de Lôlô Sy Ny Tariny (*Lemizo, Zimbô...*). Avec un humour un rien caustique, Tselonina dénonce la présence d'une nouvelle aristocratie de privilégiés qui peuvent se permettre le luxe de faire du shopping à l'étranger alors que les Malgaches se privent de tout (*Izany no malaza!*).

Ici et là, la parole relayée par l'oralité vient façonner la perception sociale. Mais exclu du système, le Malgache de base ne dispose pas d'espace public pour structurer sa perception en vision prospective. Ainsi, il va se forger une habitude qui restera une constante dans son comportement : celui de remâcher patiemment ses frustrations dans l'attente d'une circonstance qui lui permettra de faire exploser sa colère dans la rue lorsque la situation le permet. Ceci explique l'extrême méfiance qu'éprouvent les pouvoirs successifs vis-à-vis de toutes formes de manifestations populaires. **P**

RÉFÉRENCES :

1. <https://www.journaldunet.com/1208807.madagascar>,
2. Le *fokonolona* (communauté autonome) de Richard Ratsimandrava a été transformé en fokontany, simple circonscription territoriale, mise sous tutelle administrative par une autorité de plus en plus centralisée,
3. Est-il besoin de rappeler ici que l'opinion publique s'était réfugiée dans les églises et les temples, seuls espaces de sociabilité qui ont vu l'émergence d'une conscience politique engagée (FFKM) aux premières heures de la libéralisation induite par la Politique d'ajustement structurelle à la fin des années 80?



De la pauvreté relative à la pauvreté absolue depuis les années 70

Depuis la vague de nationalisation de 1975, l'administration malgache avait pris en main la destinée des importantes compagnies locales qui symbolisaient la force de frappe de la colonisation. Elle avait pensé qu'il lui aurait été possible de recueillir les bénéfices et d'en faire profiter la Nation entière.

RICHARD RANARIVONY

Grandes entreprises et sociétés nationalisées étaient gérées par des personnes pas forcément compétentes et qui n'avaient aucun savoir-faire dans le domaine de la

gestion d'entreprise, pour la plupart. Des officiers de l'armée et de la gendarmerie, sortant des Écoles de guerre et pas forcément d'écoles entrepreneuriales, étaient à la tête de certaines d'entre elles.

POLITIQUE INTERVENTIONNISTE

Les sociétés nationales étaient aussi un moyen de « caser » des amis ou quelques membres de la famille des dirigeants. Elles avaient été utilisées pour faire taire des

...

... adversaires politiques réels ou imaginaires de la révolution. Il n'est pas du tout étonnant si, après quelques années de fonctionnement, la quasi-totalité des sociétés et des entreprises nationalisées sous la deuxième République était tombée en faillite. La plupart des initiatives économiques prises par l'administration s'étaient également soldées par un fiasco total et complet. La décision s'était apparentée à un véritable suicide économique. D'autant plus que l'histoire économique avait démontré que toute entreprise ne peut s'épanouir et prospérer que dans la concurrence et non dans une économie nationalisée et étatisée. Mais encore faut-il que celle-ci soit réellement loyale, honnête et saine.

Cette politique interventionniste de l'État dans l'économie avait profondément impacté sur la vie des consommateurs malgaches. L'État, au lieu d'être une solution, était devenu un problème. C'était la période des carnets de rationnement et de la pénurie pour la majorité des Malgaches, non pour les dirigeants. Les Produits de première nécessité étaient devenus des denrées rares et des produits de luxe. Le marché noir de devises et de produits de première nécessité, s'était développé.

ÉCONOMIE DUALE

Une déflation sans précédent s'ensuivait. Durant les premières années de la seconde République, le Produit intérieur brut (PIB) avait baissé de 10%, la consommation moyenne par habitant avait diminué de plus de 15%, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig) avait baissé de plus de 25%, le pouvoir d'achat des fonctionnaires avait décliné de près de 50%. Si en 1973, il ne fallait au haut fonctionnaire que quatre mois de salaire pour s'acheter une Peugeot 504, il lui aurait fallu dix ans pour acquérir la même voiture, dans les années 1990. Les prémices de la situation avaient déjà été constatés durant la période de transition de 1972 à 1975. Le pouvoir d'achat des ménages s'était réduit comme peau de chagrin. L'inflation avait été estimée à près de 20% par an et l'écart entre l'évolution des prix et celle des salaires s'était accentué continuellement et s'était creusé inexorablement d'année en année.

Les traitements de salaire ne correspondaient plus au coût réel de la vie. Par

exemple, le salaire d'un cadre D de la fonction publique, qui était de 25 000 Fmg, en 1982, était passé à 32 260 Fmg en 1986, soit une augmentation de 28,2%. Durant la même période, l'inflation avait été de 86%, selon les indices officiels. Nombreux étaient les salariés – surtout de la fonction publique – qui devaient exercer d'autres activités pour arrondir leurs fins de mois. Les difficultés économiques avaient eu pour conséquence une baisse généralisée du niveau de vie de la population et l'aggravation des problèmes sociaux. À cela s'ajoute la dévaluation incessante de la monnaie malgache. En 1973, le dollar américain valait 225 Fmg. En 1999, 26 ans plus tard, il s'était échangé à 6 737 Fmg, soit 30 fois plus. Le franc français valant 20 fois plus.

La politique interventionniste de l'État dans l'économie avait profondément impacté sur la vie des consommateurs malgaches.

Après 13 ans de rattachement au franc CFA, le FMG avait décroché, suite à la renégociation des accords franco-malgaches. La dévaluation de la monnaie malgache avait provoqué la hausse du coût de la vie ainsi que le ralentissement de la consommation. Ce qui allait inévitablement freiner la croissance. Il était à craindre qu'une économie duale ne se développe. Elle était composée de quelques poches de développement tournées vers l'exportation, en marge du reste du pays qui poursuivait sa chute par absence du pouvoir d'achat. Ainsi, quelques années seulement après 1972, la disparition progressive – mais

sûre – de la classe moyenne à Madagascar avait été constatée.

PAUPÉRISATION

Sur le plan socio-économique, la diminution, voire la disparition de cette classe, était un mauvais signe pour un pays. En 1990, on estimait que 35% des habitants d'Antananarivo et près de la moitié de la population nationale vivaient en dessous du seuil de pauvreté absolue (contre 12% en 1981). Ils vivaient avec moins de 28 000 Fmg par mois, pour une famille de cinq personnes. La paupérisation de la masse était réellement en marche et s'était installée pour de bon, sans concession. En 1995, le Produit national brut (PNB) annuel par habitant était de 250 dollars. Or, en 1972, le PNB malgache était identique à celui du Sénégal et de la Côte d'Ivoire de l'ordre de 480 dollars. En 1987, le PNB par Malgache avait été de 210 dollars. Plus que le niveau, c'est cette tendance à la baisse continue depuis une décennie qui est inquiétante. Elle est encore aggravée par l'évolution divergente de la population et du PNB. Depuis 1987, la population a augmenté de 2,5% en moyenne par an alors que durant la période de 1965-1983, la croissance annuelle moyenne du PNB a été de -1,2%.

Quelles que soient les velléités de favoriser les nationaux, les investisseurs étrangers demeurent incontournables. Une politique d'ouverture est donc nécessaire. Le pays a été libéré du joug du colonisateur, il n'en est pas plus libre aujourd'hui. Plus que jamais sans doute, Madagascar se trouve durement confronté au poids d'une dépendance économique sans précédent. La situation dans le pays est tout simplement maintenue dans un étau qui ne permet aucune indépendance.

La Grande île dépend du marché des capitaux et du fardeau de la dette qui en est le corollaire. Elle dépend de l'humeur souvent chagrine du marché des matières premières. Elle dépend aussi d'elle-même et surtout d'une mauvaise gouvernance et de la corruption de plus en plus institutionnalisée, devenue « culturelle » et « normale ». Il n'est pas du tout étonnant si Madagascar fait partie de la catégorie des pays en récession, dans le classement des Pays les moins avancés (PMA). **P**



L'armée Les gardiens de l'ordre politique et la crise de 1972

Les relations civilo-militaires constituent une clé de compréhension des relations de pouvoir à Madagascar ainsi que celle de la construction étatique et démocratique¹.

JUVENCE F. RAMASY

L'institution militaire a accompagné les diverses évolutions politiques dans le temps. Ces relations remontent à la période pré-coloniale, affirmant de manière accrue le rôle et le poids des forces armées malgaches en tant qu'acteur politique.

JEU DÉMOCRATIQUE

Elles sont considérées par la population – au moment des soubresauts politiques débouchant sur une remise en cause du système politique – comme la seule alternative crédible en raison de la disqualification de l'ensemble des politiques de par

leur participation à la gestion de l'État par des pratiques patrimoniales. De plus, les hommes en armes, notamment son élite, se considèrent comme le juge ultime du jeu démocratique et de l'intérêt national et sont, à ce titre, les gardiens de l'ordre politique. Ils sont ainsi les seuls à pouvoir

- ... rétablir l'ordre, voire édicter de nouvelles règles politiques.

Le déroulement des différents mouvements révolutionnaires de l'histoire en Afrique subsaharienne – au lendemain des indépendances, lors de la troisième vague de démocratisation, au sein des régimes communistes en Europe centrale et orientale, au cours du « printemps arabe » – a montré le rôle central des forces de défense et de sécurité dans les rapports de domination entre les régimes politiques et la société.

FRANCHISSEMENT DE LA FRONTIÈRE

Le mouvement social de 1972 à Madagascar s'inscrit dans cette lignée. Cet article vise à s'interroger sur le paradoxe de l'effondrement d'un régime hégémonique dont la capacité à réprimer toute forme d'opposition au moyen d'un puissant appareil sécuritaire était attestée depuis l'indépendance. Il s'agit de comprendre l'action jouée par les hommes en armes, en cherchant à les comprendre de l'intérieur, tout en les replaçant dans le jeu à trois avec le pouvoir politique et la société civile.

Une telle compréhension nécessite qu'il faille tenir compte de différentes temporalités, celle du temps court inhérent à la crise de 1972, ainsi que celle du temps long dans lequel s'inscrivent l'institution militaire et les diverses composantes de la société. La vocation « naturelle » de ces corps habillés est de se trouver au cœur de l'événement historique en cours en raison de leur mission qui leur impose notamment un devoir de neutralité, si bien qu'ils apparaissent comme indifférents à la forme des régimes politiques qu'ils sont censés défendre. Il convient ainsi de s'interroger sur le franchissement de cette frontière, les faisant passer de la fonction de conservateurs armés de l'ordre constitutionnel à celui de gardiens de l'ordre politique et de politiques en uniformes.

RÉPRESSION

La postcolonie se confond avec la formation de l'État et de l'étatocité. Madagascar, à l'instar des États nouvellement indépendants, cherche à imposer sa bureaucratie à l'échelle du territoire national à travers différents attributs nationaux et régaliens dont une armée moderne. Cet ensemble participe à la recherche de stabilité politique du pouvoir par le contrôle sécuritaire

et la coercition martiale et la formation de l'identité de l'État postcolonial à travers les symboles militaires². Le régime du Président Philibert Tsiranana exerce une domination au sein des diverses institutions à la suite de ses succès électoraux et ceux de son parti, le Parti social-démocrate (PSD).

La létalité de la violence paroxystique de l'État accentua la rupture du lien de confiance et la perte de sa légitimité et du *hasina*

Entre le 1^{er} et le 5 avril 1971, environ un millier de membres armés du Monima attaquèrent cinq postes de police de la ville de Tuléar, un poste de gendarmerie à Isoanala ainsi que le camp de la compagnie de Service civique de Bezaha³. La gendarmerie, dirigée par le colonel Richard Ratsimandrava, fut envoyée afin de rétablir l'ordre. La répression menée, avec l'aide des milices du parti gouvernemental, reprit la méthode coloniale dont les techniques militaires de contre-insurrection appliquées au cours de la guerre d'Algérie. D'ailleurs, le Colonel Ratsimandrava a œuvré en Algérie au sein du Comité de salut public⁴. Cette répression prit une ampleur considérable : 2 000 tués, 5 000 prisonniers, torture généralisée, villages et récoltes détruits ; dans la capitale une douzaine de militants du Monima sont emprisonnés⁵.

POLYMORPHISME

L'année 1972 fut traversée par un mouvement social débutant le 23 janvier par une grève au sein de l'école de Médecine de Befelatanana dénonçant la précarité de leur situation. Dans sa monopolisation des

violences physique et symbolique, l'insitution militaire fait preuve de polymorphisme par l'usage de moyens qui varient en fonction des contextes et des espaces. La routine de l'ordre social et politique fut bouleversée et remise en cause par un mouvement social. Ce dernier avait des accents anti-impérialiste et/ou nationaliste, et ne se limitait plus au milieu estudiantin mais touchait celui du travail et du paysannat, de la gestion néocoloniale de l'État à travers la présence de coopérants français au sein des institutions, tel que le chef d'état-major particulier du président de la République, le Colonel Bocchino, l'usage du français comme langue de travail et donc d'enseignement, mais aussi du non-respect du *fhavanana* entre *mpitondra* (porteurs) et *olona entina* (portés), c'est-à-dire entre dirigeants et dirigés. Cette contestation d'envergure nationale fut appuyée à la fois par l'opposition officielle, constituée principalement par l'AKFM, et les intellectuels de la « malgachitude » qui arborèrent une condamnation de l'ordre économique, social et politique né d'une « décolonisation conservatrice »⁶.

MISSION PROPHYLACTIQUE

Le corps d'élite des Forces républicaines de sécurité (FRS) dirigées par le ministre de l'Intérieur et secrétaire général du PSD, André Resampa, fut envoyé pour la réalisation de leur mission prophylactique visant au maintien de l'ordre public et à la défense du régime. Cela se solda, le 13 mai 1972, par des tirs sur les manifestants, causant la mort d'une quarantaine de personnes tout en blessant une centaine. Face à la résistance des manifestants, la gendarmerie et l'armée furent appelées à la rescousse, mais elles refusèrent d'ouvrir le feu et quittèrent l'avenue de l'Indépendance avec les FRS.

Cette attitude combinée à la dimension répressive des mobilisations par la gendarmerie en 1971 influa sur le rôle particulier joué par les forces de l'ordre dans la dynamique protestataire et l'événement révolutionnaire. Ainsi, la létalité de la violence paroxystique de l'État accentua la rupture du lien de confiance et la perte de sa légitimité et du *hasina*. Tandis que l'armée se positionna désormais en arbitre du jeu politique. Le 18 mai 1972, Tsiranana remit les pleins pouvoirs au général Gabriel Ramanantsoa, chef d'état-major de l'armée

malgache qui fut nommé Premier ministre donnant satisfaction à l'une des revendications des manifestants qui considéraient l'armée comme la seule institution capable de rétablir l'ordre et de ramener la paix sociale⁷. Cette remise du pouvoir politique, après une période d'instabilité systémique, s'apparente à un coup d'État au regard du renversement de l'ordre constitutionnel et la perte de toute autorité étatique du président de la République. Le mouvement révolutionnaire et le coup qui en découle s'inscrivent dans une vague militaire touchant le continent subsaharien à partir de 1963 au Togo. Il inaugure une nouvelle ère dans l'ordre politique et constitutionnel malgache avec l'avènement de la «deuxième indépendance» et l'arrivée des militaires politiques porteurs d'une autre «gouvernementalité».

LES POLITIQUES EN UNIFORMES

L'entrée des hommes en treillis en politique mit en place une nouvelle rationalité politique à travers un gouvernement militaro-civil comprenant quatre militaires sur 10, conduit par le Général Ramanantsoa. La militarisation du système politique fut accompagnée par la nomination de militaires à la tête des six provinces. La représentation des différents corps de l'armée ne permit pas d'assurer la cohésion de l'institution d'autant plus que des forces centrifuges illustrant les luttes de pouvoirs apparurent.

Des revendications corporatives se manifestèrent émanant principalement des officiers « côtiers » avec comme leader le colonel Bréhard Rajaonarison qui fut à l'origine d'une tentative de coup d'État le 31 décembre 1974. Le 25 janvier 1975, le Général Ramanantsoa fut contraint de dissoudre son gouvernement sans toutefois parvenir à en nommer un nouveau en raison d'un manque de soutien. Si bien qu'il transmit le pouvoir au Colonel Ratsimandrava, le 5 février 1975. Un gouvernement de 15 membres, dont six militaires fut institué tout comme de nouveaux gouverneurs militaires en charge des provinces.

L'assassinat du colonel Ratsimandrava le 11 février 1975 déboucha sur une prétorianisation plus accrue où les corps habillés se reconnurent, désormais, une vocation politique. La vacance du pouvoir fut comblée par un directoire militaire dirigé par le général Gilles Andriamahazo,

chef d'état-major général de l'armée, et comprenant 18 militaires représentant l'ensemble de l'institution militaire. Le gouvernement fut maintenu et deux gouverneurs militaires remplacés. Les mesures d'instrumentation d'interdiction de l'activité des partis politiques, de proclamation de l'état de siège et de la loi martiale furent aussi maintenues.

L'ÉLITE MARTIALE

L'armée, une fois au pouvoir, fit en sorte de l'institutionnaliser et de le légitimer par le Conseil supérieur des institutions

L'armée, une fois au pouvoir, fit en sorte de l'institutionnaliser et de le légitimer par le Conseil supérieur des institutions à travers des manipulations constitutionnelles. Elle procéda à une réorganisation de l'administration se caractérisant par une centralisation. À l'issue d'une lutte d'influence entre le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, représentant la marine, ainsi que les partisans d'un nationalisme des partis politiques de gauche et dans une moindre mesure les intérêts des élites des provinces ; le Général Andriamahazo, représentant l'armée et les élites merina, et le commandant Jean André Soja, héritier du Colonel Ratsimandrava et représentant la gendarmerie, un Conseil suprême de la révolution (CSR) prit la place du directoire militaire le 15 juin 1975.

Un nouveau pas fut franchi dans la militarisation et l'ancrage des politiques en uniforme au sein de l'État et de sa bureaucratie avec l'institutionnalisation du CSR et d'un Comité militaire de développe-

ment. Comme au Moyen-Orient dans les années 1960-1970, l'élite martiale mit en place des conseils révolutionnaires comme outil de changement. Des officiers idéologiques prirent les rênes de l'État en confisquant une partie des aspirations des manifestants. La militarisation du système politique combinée à la politisation d'une partie de l'élite martiale ainsi que l'absence d'une vision commune du devenir de l'État empêchèrent l'émergence d'une identité corporatiste partagée au sein de l'institution altérant ainsi sa cohésion. Toutefois, une vision nationaliste s'imposa bien que les contours fussent différents tant d'un point de vue politique, économique que culturel. Les gardiens de l'ordre politique posèrent les bases d'un nouvel État, une république prétorienne où la présence de la hiérarchie militaire dans le débat politique s'imposa, tout comme au sein de l'État notamment de sa bureaucratie et des entreprises étatiques.

Certains des entrepreneurs sécuritaires vont poursuivre leurs propres fins, professionnelles certes, mais dont des dimensions politiques ne peuvent pas être totalement évacuées dans l'organisation de la société politique. Madagascar verra la mise en place, comme en Turquie, d'un État « profond » sous tutelle des militaires et d'une partie de l'élite aristocratique et économique. Si bien que derrière la façade d'une République démocratique, instituée par l'adoption de la Constitution du 31 décembre 1975, existe une République autoritaire capturée et soutenue par des forces prétoriennes. Les politiques en uniformes devinrent des militants en uniformes de la nouvelle technologie gouvernementale issue des réformes politiques et idéologiques du *boky mena*, ouvrant la voie à une armée révolutionnaire et populaire. **P**

RÉFÉRENCES :

1. Vallée, 2017 ; Ramasy, 2020,
2. Vallée, 2017,
3. Rakotomanga, 1998,
4. Raison & Roy, 2010,
5. Althabe, 1981,
6. Althabe, 1969,
7. Cadoux, 1975

Tais-toi et meurs

50 ans en 1972 ; un changement d'époque à bien des égards. Crise, destruction, erreurs. On peut tout à fait partager l'avis des observateurs selon lequel le déclin de Madagascar au cours des cinq décennies suivantes a commencé en mai 1972 et s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui.

On se demande ce qui n'a pas fonctionné pendant cette période.

Considérons ce qui suit : il y a des milliers d'années, sans internet ni modèles 3D, les hommes ont créé les merveilles du monde que nous pouvons encore admirer aujourd'hui. Les Mayas, par exemple, connaissaient très précisément les mouvements des corps célestes sans aucun outil. Ils avaient pu développer à l'époque le calendrier de loin le plus avancé au monde. Lorsque Alexandre le Grand a conquis le monde connu, en l'an 300 ans avant Jésus-Christ, il avait une vingtaine d'années, mais aujourd'hui, on lit dans le mode d'emploi d'une voiture qu'il ne faut surtout pas boire le liquide de batterie. Le développement de l'intellect humain est une véritable tragédie, dans la vie quotidienne comme en politique.

Mais en politique, le déclin du caractère ne peut pas avoir sa place. La politique doit proposer des solutions aux problèmes de notre époque. La politique n'est pas une question de tirets ou de microprojets. La question de l'ascension ou du déclin d'une nation est une question qui englobe le caractère individuel des dirigeants politiques. La classe politique mondiale a sans doute perdu en excellence. Mais là où les institutions sont fortes, l'incompétence individuelle pèse moins visiblement.

1972 nous rappelle que l'avenir de l'homme est et sera toujours à créer, et que l'homme est chaque jour à nouveau maître de son histoire. 1972 nous rappelle que les sociétés ne sont pas constituées d'éléments enfantins qui veulent exister passivement dans un système. 1972 a été fait par des hommes, ce n'est pas un chapitre abstrait d'un

lointain passé. Si l'on passe en revue les personnalités qui ont contribué à façonner l'année 1972, on constate un décalage frappant entre le personnel politique de l'époque et celui d'aujourd'hui. Ces personnalités n'avaient pas seulement conscience de vivre dans un système dans lequel elles ne se retrouvaient plus, mais aussi le courage nécessaire pour dépasser les limites et se battre pour un meilleur lendemain.



Où sont passés les combattants ? C'est donc avec frustration que l'on regarde aujourd'hui la masse de ceux qui se sont dégradés en consommateurs d'un flot d'images, qui se sont retirés dans le silence privé, exempts de toute conscience politique, et qui ne sont plus capables de rien, si ce n'est d'un doux commentaire sur les réseaux sociaux. Au vu de la misère sociale, économique et morale à Madagascar, c'est absurde. Une démocratie peut vivre ou s'enterrer elle-même dans un semblant d'être. Nous pourrions tous être les témoins oculaires d'un enterrement collectif.

Les gouvernements portent naturellement en eux un germe autocratique. Ce n'est pas un problème en soi. Selon le système de gouvernement, il existe des mécanismes pour compenser cela - ou pas. Détachée de la base sociale, une caste d'éclairés définit une direction comme si c'était un don de Dieu pour des sujets subalternes. Mais la politique et l'homme ne peuvent pas être séparés. Les hommes veulent être une partie active d'un collectif dont ils contribuent à déterminer l'orientation politique. Mais la responsabilité de corriger le cours des choses incombe à chaque individu lui-même. Celui qui, les yeux fermés, ne prend pas de contre-mesure et se retire dans le silence privé a perdu le privilège de pouvoir vivre dans une démocratie. La génération de 1972 l'avait compris. Elle mérite notre gratitude collective pour cet enseignement. Mais c'est à nous tous d'en tirer les conclusions pour l'avenir. P

Constantin GRUND

politikā

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG
DIRECTEUR DE PUBLICATION
Constantin GRUND

COORDONATEUR DE PUBLICATION
Mireille Clémence ANDRIAMBOLANORO

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAOTO

COMITÉ DE LECTURE
Hanta ANDRIANASY
Jean Aimé RAVELOSON
John MIANDRARIVO
Constantin GRUND

ASSISTANTE DE RÉDACTION
Sandy RAZAFINDRABE

ASSISTANTES DE PROJET
Dominique RAMANDIMILAHATRA
Onja Fanoitra RAKOTOMALALA

BECOM EDITIONS ET COMMUNICATION
DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR
Tanteliarimiza RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE
DINARIMALALA

ÉQUIPE PERMANENTE
Hilda HASINJO
Van-Lee BEHAJA

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Denis Alexandre LAHINIRIKO

CONTRIBUTEURS
Irène RABENORO, Erick RABEMANANORO,
Micheline RAVOLOLOANARISOA, Michel
RAMBELO, Lucile RABEARIMANANA,
Asinome HARIMINO ELISÉ, Jean-Claude
RABEHERIFARA, Anja Fanantenana
RAKOTOARIMANANA, Jean-Aimé
A. RAVELOSON, Nivomalala Rinah
RAHALIMBOLATIANA, Olivia Laurene
RAMANGAHARIVELO, Onjasoa Patrick
RAKOTOMALALA, Feno Hery Mandimby
RANDRIANARIVOLONIMANANA, Famenosoa
Tsilavina RANDRIAMANANTENA, Emmeranco
TONGASOA, Kanto Lalaina Anthony
RANAIVOARISOA, Joseph RABENIRINA, Sj,
Hemerson ANDRIANETRAZAFY, Lalaso Jeannot
RASOLOARISON, Richard RANARIVONY,
Juvenice F. RAMASY

PHOTOS/ILLUSTRATIONS
Fonds tranombokim-pirenena eto Madagasikara
Musée de la photographie de Madagascar
Julio Takagi
Ihandry RANDRIAMARO

redaction@fes.mg
Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat,
Ankadifotsy, Antananarivo 101, Madagascar
Tel : 020 22 344 24
Site web : www.fes.mg

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

Les opinions exprimées dans la revue sont individuelles et n'engagent que leur auteur.



Le nouveau bureau
de la Fondation Friedrich Ebert à Madagascar
se trouve au cœur du quartier d'Ankadifotsy,
dans la villa centenaire Martrat.

Friedrich-Ebert-Stiftung, Villa Martrat, Ankadifotsy
Antananarivo 101, Madagascar
Tel : +261 20 22 344 24
Site web : www.fes.mg



politikā



VIVONS
LA POLITIQUE
DIFFÉREMMENT